

## TÉLÉMATIQUE

Commander vos livres et documents par mail  
3615 tapers LM  
Abonner-vous au Monde  
3615 tapers LEMONDE

## Panama, canal, et démocratie

Que feront les États-Unis si le général Manuel Noriega s'obstine à vouloir déclarer élu son candidat à la présidence de Panama, M. Carlos Duque ? La fraude perpétrée par le régime en vue d'empêcher le succès de l'opposant M. Guillermo Endara est surabondamment prouvée. Dix-huit mois d'un harcèlement fondé principalement sur des sanctions économiques n'ont pas fait céder l'homme fort de Panama.

M. George Bush, qui a aussitôt et totalement repris à son compte sur ce point la « croix » de son prédécesseur M. Reagan, peut-il aller plus loin et se lancer dans une de ces aventures militaires dont les États-Unis étaient jadis coutumiers en Amérique centrale ? Une fois de plus, la Maison Blanche se voit en butte à l'hostilité du Congrès et de tous ses alliés latino-américains et trouverait maints gouvernements européens plus que réticents.

Ce qui est au cœur du débat, c'est l'avenir du canal interocéanique : les États-Unis, qui ont littéralement « fabriqué » Panama en 1903, s'efforcent mal que leur créature puisse leur échapper lorsque, aux termes d'un traité Carter-Torrijos, la gestion du canal sera intégralement confiée aux autorités locales, le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

La pureté démocratique ne peut certes pas être considérée comme la préoccupation dominante du régime panaméen. En 1984 déjà, les élections avaient donné lieu à fraude — mais c'était avec l'accord de Washington ! Il est vrai que le général Noriega entretenait alors d'excellentes relations avec les États-Unis. Il ne manquait pas d'entrées, en particulier, dans cette CIA que M. Bush avait dirigée à l'époque où lui-même était à la tête des services secrets de son pays.

Comment l'ami sincère est-il devenu l'homme à abattre ? Il y a eu, certes, cette inculpation du général pour trafic de drogue le 5 février 1988 par un tribunal de Floride. Mais les ennemis du chef de l'armée panaméenne avaient commencé bien plus tôt. L'été 1988, le « New York Times » avait publié des révélations, clairement puisées aux meilleures sources secrètes, sur un double jeu de M. Noriega : il aurait transmis des informations à Cuba — et, partant, à Moscou — sur les activités militaires des États-Unis à Panama. Le général a, quant à lui, affirmé que la détermination de M. Reagan de le renverser faisait suite à son refus de participer, en liaison avec les « contras » nicaraguayens, à l'offensive contre les sandinistes de Managua.

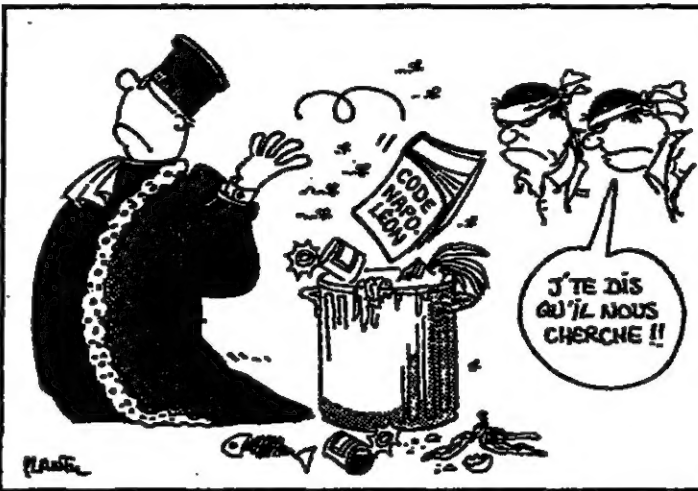
« L'empire est l'empire », profèrent volontiers, irrités ou désemparés, les dirigeants d'Amérique latine. Alors que l'URSS s'efforce de démentir que la doctrine de la « souveraineté limitée » des États de son bloc devient obsolète, les États-Unis se voient soudain confrontés, à nouveau, à la préoccupation de remettre dans ce qui n'est jamais cessé de considérer comme leur « carrière-cour ». (Lire nos informations page 3.)



## Le projet de loi soumis au Sénat

# La « défense de la personne humaine » premier objectif de la réforme pénale

Le Sénat devait examiner, mardi 9 mai, le premier livre du projet de code pénal, rédigé lorsque M. Robert Badinter était garde des sceaux et dont le premier objectif est la « défense de la personne humaine ». Accélééré par la volonté du président de la République, l'examen de ce texte — qui ne sera pas terminé avant 1992 — est déjà controversé tant sur le fond que sur la procédure utilisée. Il revient au garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, de le défendre devant le Parlement.



## Du code Napoléon au code Mitterrand

En-dehors de son combat premier — l'abolition de la peine de mort — M. Robert Badinter avait, lorsqu'il était garde des sceaux, l'ambition de rénover la justice en profondeur. De 1981 à 1986, il se lança dans la voie des réformes. Suppression des juridictions d'exception, réforme de l'instruction, création d'un tribunal de l'exécution des peines, reconnaissance d'un véritable

droit des victimes, accélération du cours de la justice, humanisation des prisons et la révision du code pénal.

En cinq ans, tout n'a pu être accompli. Si le temps a manqué, les circonstances aussi ont joué : ainsi la merie d'Avignon le 5 août 1983 a-t-elle repoussé sine die la création du tribunal d'exécution

des peines. L'alternance, ensuite, a défilé en partie ce qu'il avait entrepris (comme la réforme de l'instruction) et laissé en jachère le chantier considérable du code pénal.

AGATHE LOGEART.  
(Lire la suite et l'article de PIERRE SERVET page 12 ainsi que le point de vue de JACQUES LÉAUTÉ page 13.)

## Déluge de fer et de feu sur Beyrouth

Beyrouth a connu lundi 8 mai et la nuit suivante l'un de ses plus terribles bombardements. Après quelques heures de répit, les duels d'artillerie ont repris dans la matinée de mardi. Les deux émissaires de la Ligue arabe sont revenus au Liban pour tenter de faire respecter à nouveau la « trêve arabe ».

PAGE 8

## L'agitation en Chine

Des centaines de journalistes réclament une libéralisation de la presse

PAGE 6

## Les cinq premiers mois de M<sup>me</sup> Bhutto

Le chef du gouvernement pakistanais sous tutelle

PAGE 6

## Le nouveau pragmatisme de M. Bérégovoy

Un bilan de l'action du ministre de l'Économie depuis son retour Rue de Rivoli

PAGE 25

## Les élections européennes

Un entretien avec MM. Alain Lamassouire et Jean-François Poncet

PAGE 10

## Grève d'avertissement de l'UNEF-ID

La délicate métamorphose du syndicat étudiant

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 32

## Déjeuner à Matignon du président de la République avec Michel Rocard

# Un premier ministre au long cours...

## Le Monde

### SCIENCES ET MÉDECINE

- Thérapie génétique : des succès pour des hommes.
- Fusion nucléaire en épreuve : l'histoire des erreurs.
- Les caprices de l'Akita A-320.
- Paléontologie : le bateau sautillant.

Pages 15 à 17

### RÉGIONS

- Polémique à Nancy autour de la construction du nouvel hôtel de département.

Page 24

M. François Mitterrand devait déjeuner, mardi 9 mai, à l'hôtel Matignon, répondant ainsi à une invitation ancienne de M. Michel Rocard. Cette rencontre se situe entre l'anniversaire de la réélection de M. Mitterrand à la présidence de la République, le 8 mai 1988, et celui de la nomination de M. Rocard à Matignon, le 10 mai.

Si le double attentat d'Ouvéa n'était pas venu brutalement interrompre le déjeuner, M. Michel Rocard aurait pu savourer sans arrière-pensées le premier anniversaire de sa nomination à l'hôtel Matignon. Celui qu'on

soupçonnait d'être « fragile », a plutôt bien supporté les « tuiles » successives qui lui sont tombées sur la tête, pendant une année chargée, qui l'a vu, selon sa propre expression, passer plus de temps à jouer les « pompiers volants » qu'à se consacrer au traitement des problèmes de fond. L'opinion ne semble pas lui avoir tenu rigueur du traitement, pourtant controversé, des nombreux conflits sociaux. Le style Rocard, tout aride qu'il soit, n'a pas suscité de rejet.

A l'épreuve du pouvoir, M. Rocard a su prendre une dimension qui lui manquait encore, sans pour autant — ce qui n'est pas une mince performance

— abdiquer une sincérité qui, jusqu'à son arrivée à l'hôtel Matignon, était l'un de ses principaux atouts. Cet aspect de son personnage est apparu en pleine lumière à l'occasion du double assassinat d'Ouvéa : le premier ministre n'a cherché ni à cacher une émotion vraie ni à en jouer. Le fait d'être personnellement touché ne l'a pas empêché d'avoir une réaction politique rapide et sans bavure (si l'on met de côté le flottement, mineur et compréhensible, sur la date des élections provinciales).

De ce point de vue, la venue mardi à l'hôtel Matignon de M. François Mitterrand pour un déjeuner anniversaire est à l'évidence, d'autant plus symbolique que les rapports entre le prési-

dent et son premier ministre sont scrutés à la loupe par les observateurs et les acteurs de la vie politique.

La classe politico-médiatique suivait, ces derniers temps, avec amusement et intérêt la poursuite de MM. Mitterrand et Rocard dans les sondages. Quand le premier ministre s'est rendu coupable d'un présumé crime de lèse-majesté en dépassant le président au baromètre Sofres-*Figaro Magazine* (le *Monde* du 5 mai), le ton-paris politique a souri : le monarque allait-il franchir le sursaut ? C'est le contraire qui s'est passé.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.  
(Lire la suite page 9.)

## Les adversaires de Jean-Marie Tjibaou avaient organisé une coalition politique

# « Front du refus » contre les accords Matignon

Le Front uni de libération kanak (FULK), groupe maximaliste hostile aux accords de Matignon, a fait savoir le 9 mai qu'il ne « condamne pas » l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené qui s'inscrit dans la lutte du peuple kanak contre le colonialisme français. Si des responsabilités extérieures à la tribu de Gossamah restent difficiles à établir dans l'attentat, le FULK et d'autres groupes indépendantistes s'étaient rassemblés dans un « front du refus ».

NOUMÉA  
de notre correspondant dans le Pacifique sud

En-dehors des appels incantatoires à « l'unité du peuple kanak », le FLNKS existe-t-il encore ? Cette question, tous les responsables indépendantistes se la posent avec anxiété. L'assassi-

nat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené va à l'évidence exacerber les querelles intestines. L'Union calédonienne (UC) — composante majoritaire de la coalition — s'apprête à reprendre l'offensive contre ses rivaux du FLNKS, coupables à ses yeux d'avoir entretenu un climat politique favorable à l'assassinat de ses deux chefs, que certains assimilent à un « complot ». Jamais depuis ces derniers mois, en effet, l'atmosphère au sein du mouvement canaque n'avait été aussi malsaine.

L'hostilité larvée à l'UC n'est pas chose nouvelle : elle est même le fil conducteur permettant de débrouiller l'écheveau des querelles d'appareil qui jalonnent l'histoire de la lutte indépendantiste. Majoritaire, contrôlant la direction du FLNKS, la composante de Jean-Marie Tjibaou a toujours été accusée de se comporter en « parti hégémonique et magouilleux ».

Les récentes élections municipales ont été de ce point de vue

une aubaine inespérée pour ses détracteurs : voilà que trois candidats de l'UC étaient élus maires à Vaité, Ouvéa et Ponerihouen grâce à l'appoint des voix du RPCR ! Si les amis de Jean-Marie Tjibaou soutiennent que ces coups de pouce n'ont nullement été monnayés, c'est en tout cas cet épisode qui a décidé le futur meurtrier, Djubelly Wéa, au nom du Comité de lutte d'Ouvéa, à prendre l'initiative d'un regroupement « anti-néocolonialiste ».

Une première réunion eut lieu début avril à la tribu de Gossamah, à laquelle participaient une centaine de personnes. Deux autres ont suivi à la chefferie de Guahma, sur l'île de Maré, puis au siège de la coopérative de Wéa, sur l'île de Lifou. Les participants ont trouvé des accents communs pour fustiger le « décalage » entre les accords de Matignon et la concrétisation sur le terrain.

FREDERIC BOBIN.

(Lire la suite page 9.)

# Geneviève Dormann

## Le bal du dodo



roman  
Albin Michel



# Débats

## ÉCONOMIE

### L'otage au quotidien

par LAURENT MARUANI (\*)

LORSQUE les commerçants et artisans bloquent la circulation sur les autoroutes, lorsque les agriculteurs ou les routiers font de même, lorsque les employés du train déclenchent une grève surprise, les ministres et les médias ont raison, avec l'opinion publique, de parler de prise d'otage. Le terme frappe car il évoque des événements politiques majeurs.

Nous connaissons, en effet, de l'otage le côté spectaculaire, celui dont les médias lancent des appels, celui dans la mort ou la libération constitue alors l'événement. Cet otage est certes économique car le ravisseur exige souvent beaucoup d'argent contre sa libération. Mais nous ne lui consacrons pas l'essentiel de notre propos. D'abord parce qu'il est bien autre chose qu'un otage économique dans bien des cas : il est une révélation, voire une incarnation, d'un pouvoir politique, social, économique et des luttes sous-tendues. Mais aussi parce que l'otage qui nous concerne de plus en plus est anonyme, discret, banalisé, quotidien.

Être otage, en fait, c'est perdre sa liberté, ou une partie de sa liberté, parce que quelqu'un pense pouvoir en tirer un profit. Lorsque le profil est de nature économique — et pas seulement financier d'ailleurs —, alors l'otage est un « otage économique ». Nous vivons dans une « économie de l'otage », quotidiennement.

Le qualificatif « économique » est certes subi par l'otage. Il n'a pas vraiment choisi d'être plus otage qu'otage économique. Cela lui est imposé, le terme économique s'applique à un individu réifié, que « la main invisible » qui règle nos marchés qualifie et intègre au célèbre et presque sacré rapport qualité/prix qui scande nos échanges matériels. Il est géré. Il est mis dans la balance : le préjudice des vacances contre la revendication d'un groupe socioprofessionnel.

L'otage économique a donc profité discrètement à l'ombre de ses vedettes. Il est entré en nous, il est le compagnon, le guide de nos comportements. Nous l'avons accepté.

#### Marché, offre et demande

Mais ce qui constitue un indéniable avantage dans le court terme peut être désastreux pour le même paramètre dans le futur éloigné : réaliser un profit peut rendre mon entreprise plus intéressante pour un acheteur qui, brutalement et de façon quasi irréversible pour moi, s'appropriera le fruit de mes efforts et de ma passion « managériale ». Dépenser de l'argent et de l'énergie pour éviter l'offre publique d'achat, ou même l'offre discrète d'achat, est une dépense pour garder de la liberté, pour ne pas être otage de la Bourse.

L'otage économique n'est donc pas, a priori, le fruit ambigu d'une quelconque perversité du système, mais il le deviendra très probablement bientôt par la systématisation du procédé.

Caractéristique des situations de ni paix ni guerre, l'otage économique incarne particulièrement bien, à lui tout seul, l'ambiguïté des relations nouvelles qui s'établissent entre les personnages de la vie économique et sociale.

An départ, l'otage est une création du marché, de la décision d'un individu de suivre un mouvement dont il pense qu'il peut lui être profitable : accroître son profit, emprunter des fonds pour s'acheter un bien, partir en vacances aux périodes dites optimales, prendre des mesures pour défendre l'intérêt public. D'autres veillent sur ces comportements et en feront à leur tour la base d'une nouvelle offre du marché, d'un marché différent, en légère ou forte rupture avec la « morale du moment ». Ce décalage moral aura, selon le point de vue, de fortes chances — ou de forts risques — de répercussion. Si le niveau des intérêts en cause l'exige, il reviendra à la sphère politique d'opérer de tels changements, malgré elle sans doute, par elle-même.

L'otage économique est le résultat de la confrontation d'une offre de dépendance de la part du preneur et d'une demande de protection de la part de l'otage. C'est

un marché, plus ou moins libre d'ailleurs, mais dont les lois ne diffèrent pas de celles qui régissent les offres et demandes de biens et services à caractère plus usuel.

La demande, à savoir l'expression des individus prêts à être otages, sur ce singulier marché, est à la fois floue et intense. Elle naît d'un mauvais contrôle des anticipations du consommateur par lui-même.

En effet, dans les champs économiques où la visibilité de la richesse et du pouvoir est grande, dans des rues où les limousines côtoient les clochards, les employés des stars, et les ministres les promeneurs, les distances réelles entre ces groupes sont supérieures aux distances apparentes.

Ces distances, pourtant, ont rarement été aussi grandes avant que les grands médias ne nous montrent les puissances de ce monde dans leur banale quotidienneté, dans leur désespérante attitude à vouloir être simples eux aussi.

Le désespoir de celui qui se cogne à la porte de verre derrière laquelle tout est visible et rien n'est accessible est contemporain, moderne : « Tout est permis et rien n'est possible », dit le très moderne graffiti inversé de 1968 et bien plus déprimant à vrai dire.

Alors s'élabore une attitude faite de désillusion et d'espoir. On se tourne, on cherche, on se demande, enfin on exprime cette demande. En termes flous, incertains, malhabiles souvent, égoïstes presque toujours, même habillés de générosité et de compassion. Ce qui fait la caractéristique de cette demande, c'est son caractère ouvert, non déterminé. Une demande dont l'attribut est le sujet.

Il ne s'agit donc pas d'un mal de jeunesse mais bien d'un vertige de l'âge mûr, celui qui sait que, tout comme le fruit, s'il n'est cueilli, il tombera avec un bruit sourd et unique, avant la lente décomposition. Observez cette demande. Elle se met d'abord en survenement et court, hagarée vers un non-lieu ; elle ira même jusqu'à se muscler, « tenniser », boire et éliminer.

Pour le corps social de chacun, l'œuvre est plus délicate. Il faudra se dépêcher, prendre des gages, accumuler et vivre à la fois, consommer à chaque instant, comme les Américains, dont le taux d'épargne atteint quelques faibles pour-cent du revenu, et épargner comme jadis, pas forcément en liquidités, mais, à l'occasion, en s'endettant pour investir dans des valeurs spéculatives réputées à fort rendement.

L'otage économique est prêt comme la marée, double. Puisque sa demande est double, en reconnaissance symbolique et sociale d'une part et en valorisation matérielle de l'autre, l'offre n'aura, elle aussi, qu'à être double pour attirer la proie. L'acceptation de ce fait et sa célébration relèvent d'une situation d'otage banal, quotidien. Elle est un rite de nos temps. Donnez à chacun du symbole, donnez aussi des sous. Il paye avec sa liberté et son temps. C'est bien cela que l'on prend aux otages.

Les exemples sont fort nombreux car vécus par presque tout le monde. Salarié, cadre, ouvrier ou employé, qui se sent à la fois coincé dans son poste et désireux de le garder car le chômage est pire ; ministre qui doit « former sa gueule », et « quand il veut parler, il démissionne », mais aussi le jeune qui doit se préparer à un premier emploi en conservant toutes ses chances de choix pour le futur. Mais, outre la demande, ce marché a une offre.

L'offre est plus visible que la demande mais, somme toute, plus complexe à appréhender. Le marché de l'offre d'otage économique se comprend difficilement car il recouvre des comportements de natures bien différentes. D'abord, qu'il signifie une offre d'otage ? Y a-t-il des personnes ou des organisations dont l'une des fonctions serait la recherche d'otages ? La réponse est immédiatement positive.

En premier lieu, les terroristes preneurs d'otages pourraient apparaître comme des offreurs. Par rigueur du raisonnement et par éthique, nous ne les mettrons toutefois pas dans cette catégorie. La leur est celle beaucoup plus claire et simple des preneurs d'otages. Restent les cas réels de l'offre d'otage économique. En voici quelques illustrations.

#### Sectes, spéculations...

Comment ne pas penser aux sectes, non pas celles qui s'apparentent à des recherches spirituelles et laissent à l'individu une grande liberté — y en a-t-il beaucoup ? — mais celles qui utilisent l'idée pour prendre en otage quelques malheureux esclaves qui vont l'enrichir par leur travail, leur prostitution, ou même leurs crimes. La difficulté à s'en sortir ne relève-t-elle pas de leur statut d'otage ? Le plus difficile n'est-il pas de convaincre la victime qu'elle est otage et non libre ? Le génie maléfisant de cette offre d'otage est qu'il s'habille des concepts qui font la grandeur des démocraties et les dénature, les supprime et les torture jusqu'à la défiguration effrayante.

Dans un domaine différent, l'apologie de la spéculation populaire à laquelle nous avons assisté, cette glorification de l'enrichissement sans cause et sans hasard, sans chance particulière, par le jeu en Bourse et sans s'interroger le moins du monde sur le prix qui est ou surtout risque d'être payé dans le futur, ne s'apparente-t-elle pas à cette promesse insensée faustienne ? Il ne s'agit pas pour nous d'un plaidoyer rétrograde et étroit contre lequel des voix intelligentes ne manqueraient pas de s'élever. Ce qui est en cause, ce sont la déontologie des messages portés par les institutions qui incitent à la spéculation et la morale de fonctionnement des organismes. Sous cette réserve, que le meilleur l'emporte, sous cette réserve absolue.

Le paysan qui bénéficie de l'assurance de tout écouler, même en conjoncture de surproduction qui entraînerait un effondrement des cours, mais qui, symétriquement, perd l'avantage qu'une

flambée des cours lui apporterait, n'est-il pas otage, peut-être chanceux, de ce fonctionnement et des subventions ? Les rapports entre franchiseurs et franchiseés, dans le commerce, ne relèvent-ils pas de cette situation d'otage économique ? Même l'Etat achète de l'otage volontaire quand il utilise les « aviseurs » qui dénoncent les fraudeurs aux douanes.

La situation d'otage économique devient non seulement fréquente mais elle se normalise, se standardise. L'économie de l'otage, avons-nous dit, est celle dans laquelle, par privation de sa liberté au profit d'autrui, l'homme devient lui-même une valeur marchande globalement consommable en tant que telle. La standardisation, la banalisation de cette situation d'otage à elle-même ses propres lois. Nous les voyons se fixer à l'usage, le temps de laisser l'accoutumance s'établir.

La commodité que l'otage peut trouver à la normalisation de son état est de trois ordres : il est rassuré de n'être pas le seul otage ; il a un statut social qui peut être permanent et souvent gratifiant par sa clarté ; le preneur en otage économique saura souvent être un leader d'opinion au poids suffisant pour donner une valorisation sociale positive à la fonction d'otage économique normalisé dont il est le bénéficiaire.

Les « golden boys », opérateurs financiers des grandes places qui interviennent constamment sur les marchés, restent en liaison nuit et jour, au bureau ou en voiture, avec leurs agences qui courent et ferment tout autour du monde, au rythme des horloges planétaires automatiques, sont valorisés, ont même été sublimés sur la base de deux thèmes : l'argent et le mystère. Ils gagnent, jeunes, beaucoup plus que bien des cadres supérieurs confirmés, et nous ne comprenons pas, nous autres qui vivons sur la régularité territoriale des rythmes diurnes, le sens et la nature de leurs actions enrichissantes. En dehors d'eux-mêmes et de quelques journalistes attentifs, il a fallu une crise pour parler de cette vie comme d'une forme supérieure d'aliénation, de l'usure accélérée de leurs tissus nerveux encore jeunes et frais, chaque jour plus érodés par le stress des affaires. Il faut évoquer leur fuite vers des vacances de fin de semaine dans des lieux d'autant plus éloignés que leur vie courante est délirante. Il faut aussi faire connaître les voyages sans déplacements de quelques-uns d'entre eux vers les fumées propres des villes du siècle, qui ne s'échappent que par le tuyau transparent d'un porte-cigarette étrange au luxe misérable.

Sans code, sans texte, la norme est implicite. La normalisation de la situation d'otage économique est nécessaire socialement. Plus communément, nous sommes tous potentiellement ou réellement les otages du quotidien. Nos sociétés développées économiquement, après les objets, après l'échange, doivent normaliser la situation de l'otage économique, celle dans laquelle le non-objet par excellence, le non-échangeable — l'homme — est intégré, avec difficultés mais dans un mouvement d'une force irrésistible, dans les circuits de la chose, de l'objet.

#### ÉCRIRE LA RÉVOLUTION

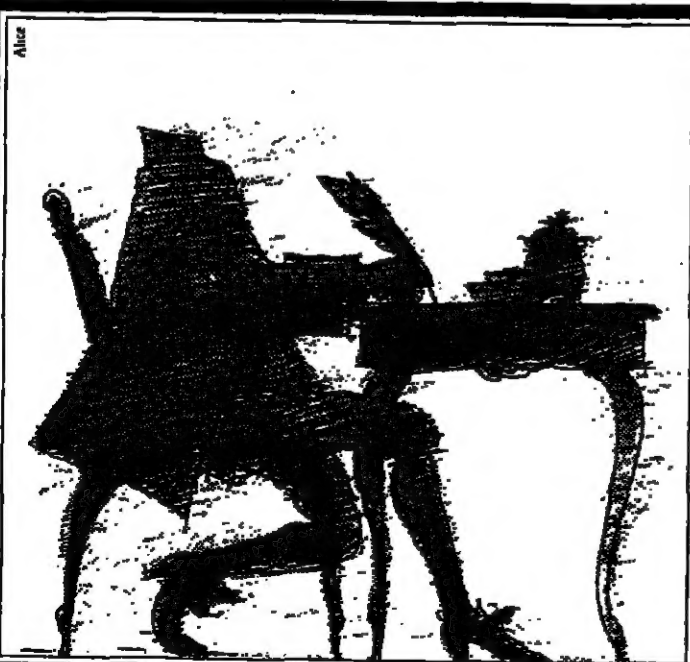
1789-1799

Par Béatrice Didier

L'analyse de la littérature de la Révolution française pose la question de l'art engagé et celle du néo-classicisme : une pensée révolutionnaire ne s'exprime pas forcément par un art d'avant-garde. Cet ouvrage montre la vitalité d'une littérature bouillonnante, entraînée par l'événement mais qui a aussi contribué pour une part à le provoquer.

Collection « Écriture » dirigée par Béatrice Didier. 320 pages - 145 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



## BONHEURS

### « Je suis riche »

par ALBERT MEMMI

« TOUTS mes besoins sont satisfaits, je mange selon mon goût, je m'habille à ma fantaisie, je suis logé convenablement ; il m'en reste même, vous rendez compte ? de quoi faire des dons ! Je suis riche ! »

C'est une collègue de mon âge qui parle ; elle a raison, je dois être riche également. Mais pourquoi n'en suis-je pas persuadé qu'à moitié ?

L'argent n'était que le substitut d'un bien, abstraction commode, comme un bon de caisse ou un jeton de casino. Voilà que le signe est devenu chose : par une extraordinaire inversion, il a même dérobé le bien, les innombrables, joyeux, objets d'art, même les qualités humaines ne sont plus que des moyens pour servir l'idole. N'est-ce pas là, en effet, le symptôme de toute idiotie ?

Nous sommes à ce point obsédés par le gain que nous n'en voyons plus la fin. Tel industriel, qui possède des milliards, se bat jusqu'à l'infarctus pour augmenter sa fortune. Que recherche-t-il ? Étendre sa puissance ? Il règne déjà sur tant de gens. Fasciner une femme ? Il a de quoi combler la reine de Saba.

Nous ne voyons plus si un homme est bon ou méchant, intelligent et cultivé ou stupide et ignare ; nous respectons en

lui sa richesse, c'est-à-dire une très mince pellicule. Qui songe à refuser l'argent d'un aléatoire philanthrope ?

Nous ne voyons plus, distinguant, ce qui est beau ou laid, moral ou scandaleux, nous évaluons d'abord la seule valeur marchande. Le commissaire-priseur qui, dernièrement, a adjugé un Cézanne pour deux mille millions parlait-il encore de peinture ?

Il est urgent que, par-delà l'argent, nous revenions au décal, car l'argent fait écran entre nos désirs et nous. Il nous fait, délaissant l'idole, retrouver les hommes ; car l'argent s'interpose entre nos sensibilités et nous.

La télévision présentait, l'autre soir, une vieille dame qui confectionnait de délicieuses poupées. Pour les vendre ? Non, répondit-elle, pour m'amuser. Le journaliste hésitait entre l'étonnement et l'ironie ; il ne comprenait pas bien l'aimable fantaisiste. C'était pourtant simple : elle obtenait son plaisir sans passer par l'argent.

Sans revenir au troc, il faut remettre l'argent à sa petite place : dans la boîte à outils. Alors peut-être le monde nous sera rendu ; et, comme ma collègue, nous découvrirons combien nous sommes, véritablement, riches.

## Au courrier du Monde

### BEYROUTH

#### Travailler malgré tout

J'ai téléphoné à ma sœur, mariée, trois enfants (quatre, huit et quatorze ans). Pourquoi n'avez-vous pas fui de Beyrouth ? Est-ce que vous ne voyez pas la montagne, demandais-je ? Sur un ton sans appel, elle me répondit : « Nous sommes mieux protégés ».

dans les abris et surtout, s'il y a une trêve de deux à trois heures par jour, je vais travailler à la banque... Un silence de respect devant cette détermination à survivre... et cette dignité.

D. CHARREL KASSIS (Paris.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-43 et 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Types LEMONDE ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 093 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 480 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : s'ils sont prévus, nous sommes invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# Etranger

Le Monde • Mercredi 10 mai 1989 3

PANAMA : confusion persistante après les élections du 7 mai

## L'ancien président Carter dénonce la fraude et conclut à la victoire de l'opposition

Les autorités panaméennes n'avaient toujours pas, mardi 9 mai, fourni les résultats officiels du scrutin de dimanche, dont l'enjeu — par-delà l'élection du futur président, de députés et de représentants locaux — est le maintien au pouvoir du général Noriega, « hôte noir » des

Etats-Unis. L'opposition, elle, continue de proclamer sa victoire, s'appuyant en particulier sur des chiffres fournis par l'Eglise. La police et des milliers ont violemment dispersé, lundi après-midi, un cortège d'opposants qui se dirigeaient vers

le tribunal électoral. Deux journalistes ont été blessés. Notre correspondant en Amérique centrale, envoyé à Panama pour « couvrir » l'élection, a lui-même reçu un plomb de chevrotine anti-émeute dans la hanche. Il a pu néanmoins nous faire parvenir cet article.

PANAMA  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Sur un ton très ferme, qui a pris de court et concerné les autorités locales, l'ancien président démocrate des Etats-Unis, M. Jimmy Carter, a condamné, lundi 8 mai, les élections « totalement frauduleuses » organisées la veille au Panama par « la dictature militaire » du général Manuel Noriega. « Les résultats publiés par l'Eglise catholique, a-t-il ajouté, indiquent clairement que l'opposition a gagné dans un rapport de trois à un. L'ancien président démocrate américain a également rejeté sans appel les prétentions du candidat officiel, M. Carlos Duque, qui a affirmé avoir obtenu 50,90 % des voix.

Visiblement exécuté par l'attitude des dirigeants, M. Carter — qui avait pourtant été accueilli en « ami » à Panama — a eu des mots très durs pour ses hôtes au cours d'une conférence de presse tenue dans un grand hôtel de la capitale. « Les Panaméens, a-t-il dit, ont été traités comme du bétail par la dictature. Malgré le grand courage dont ils ont fait preuve, faisant la queue pendant trois ou quatre heures pour voter, près d'un million de citoyens ont été privés de leur droit légitime à un changement démocratique. »

M. Carter était arrivé au Panama vendredi 5 mai pour assister comme observateur non officiel au scrutin qui devait permettre l'élection d'un président de la République et de deux vice-présidents, de sept députés et de cinq cent dix représentants locaux. Il avait déclaré à plusieurs reprises son désaccord avec la Maison Blanche à propos des sanctions économiques imposées l'an dernier à la République centra-méricaine en vue d'obtenir le départ du général Noriega. Il a d'ailleurs rappelé lundi que ce geste de menaces n'avait guère d'effet et nuisait surtout au peuple. On comprend pourquoi les autorités avaient plutôt bien accueilli M. Carter, que la presse officielle n'hésitait pas à qualifier d'« observateur sans préjugés ».

L'ancien président américain, ainsi que d'autres observateurs européens et latino-américains, ont donné des détails sur les pratiques frauduleuses utilisées pour déjouer la victoire de M. Guillermo Endara, le candidat de l'Alliance démocratique de l'opposition civique (ADOC). On a dénoncé en particulier « la loi en pleine nuit des bordereaux de vote par des hommes en civil escortés par l'armée, et la confiscation de nouveaux documents — de faux ne pouvant pas la signature des accusés de l'opposition — qui ont été approuvés par le tribunal électoral ».

M. Carter a également mené une attaque en règle contre les magistrats, qu'il a accusés d'être au service de la dictature et de s'être prêtés aux manipulations de vote. « On m'a refusé, c'est-il plaint, le droit d'assister aux opérations de comptabilisation des votes. Et pour cause ! Les autorités elles-mêmes ne disposent plus de chiffres.

● **BOLIVIE** : deux candidats revendiquent la victoire aux élections. — Tant le candidat du parti au pouvoir, M. Gonzalo Sanchez de Lozada (MNR), que son principal opposant, le général Hugo Banzer (ADN), ancien dictateur de Bolivie, ont annoncé lundi 8 mai leur victoire à l'élection de la veille. M. Sanchez de Lozada — le seul qui ait avancé des chiffres — a assuré qu'il avait recueilli près de 27 % des suffrages contre 25 % environ à son adversaire de l'ADOC (droite). M. Jaime Paz Zamora, social-démocrate de MNR, arrivé en troisième position, aurait obtenu 22 % des voix.

● **BRESIL** : quatre-vingt-trois assassinats à Rio en trois jours. — La police a annoncé un chiffre record d'assassinats dans la région métropolitaine de Rio-de-Janeiro entre le vendredi 5 et le lundi 8 mai : quatre-vingt-trois personnes ont été tuées par balles ou à l'arme blanche, pour la plupart dans la grande banlieue nord, considérée comme une des zones les plus violentes de la planète. La police attribue cette recrudescence de criminalité à la guerre que se livrent les trafiquants pour le contrôle d'un bidonville particulièrement « chaud », le Marro-d-Juramento. — (AFP)

fiabilité, après les opérations de commande menées par les partisans du pouvoir qui ont détruit les originaux des bordereaux de plusieurs centaines de bureaux de vote (sur un total de 4255).

### Les « brigades de la dignité » au travail

Quelques heures avant la conférence de presse de M. Carter, les « brigades de la dignité », recrutées dans les quartiers périphériques de la capitale, ont été mobilisées pour empêcher l'opposition d'occuper la rue, comme elle l'avait annoncé. Une importante manifestation, dirigée par M. Endara et par les deux candidats à la vice-présidence, MM. Ricardo Arias Caldera et Guillermo Ford, a été arrêtée par la

police à environ 300 mètres du centre de comptabilisation électoral.

Casques avec protège-anque, visières, matrasques, carabines et même machettes : le corps des Centurions, créé par le régime il y a quelques mois, est inspiré des troupes anti-émeutes sud-coréennes. Avec une différence : ils ont plus facilement tendance à se servir de leurs armes. Et les « brigades de la dignité » ont profité de la protection des Centurions pour s'attaquer à l'opposition.

Les trois dirigeants de l'ADOC ont pu finalement s'adresser à la foule, qui a ainsi obtenu ce que tous les Panaméens attendent toujours avec impatience : quelques résultats électoraux. Les projections à partir de chiffres recueillis par les « observateurs de l'Eglise » accordent 74 % à l'opposition et 25 % à la Coalition de libération nationale (COLINA). Les données réunies par le Centre

informatique de l'ADOC — et dont la publication n'est pas autorisée — présentent des résultats similaires à propos de 300 000 suffrages dénombrés.

L'ancien président des Etats-Unis a enfin appelé le général Noriega à réviser sa position. « Lors de la longue conversation que j'ai eue avec lui (avant le scrutin), j'ai constaté qu'il ne pouvait imaginer que les gens voteraient contre lui. Je suis disposé à le rencontrer de nouveau s'il donne instruction à ses tribunaux — qu'il contrôle totalement — de reconnaître le résultat légitime et de laisser les élections suivre leur cours normal. »

Face à cette tournure, le général Noriega n'a pas dit un mot depuis plusieurs jours et n'est pas apparu une seule fois en public.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## Rafle de suffrages

Dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 mai, nous avons pu assister à la bataille des bordereaux de vote dans le quartier populaire de San-Miguelito, une banlieue de la capitale qui est la plus grande concentration du pays, avec environ 120 000 électeurs sur 200 000 habitants. Au fur et à mesure que se confinaient les numéros d'une défaite sans appel de leur candidat, certains, partis de la coalition officielle COLINA ont commencé à envoyer leurs troupes de choc pour empêcher le comptage des voix dans les bureaux de vote.

Is ont profité de la tombée de la nuit pour pénétrer en force dans certaines écoles où les enseignants étaient réunis. Pour éviter les violences, les troupes de choc ont été dispersées. L'ADOC, se sont mobilisés à leur tour, ils ont escorté jusqu'au bureau central de leur circonscription

les grosses enveloppes brunes contenant les résultats de chaque bureau.

Un peu avant 4 heures du matin, environ 200 personnes montaient la garde devant le gymnase où devaient être livrés les résultats des 309 bureaux de San-Miguelito. Comme pour se rassurer, elles criaient les slogans habituels de l'opposition : « Justice ! Justice ! », ou « La dictature est terminée ».

A l'intérieur de l'édifice, une cinquantaine de présidents de bureau remettaient successivement leur enveloppe en échange d'un reçu. La plupart des enseignants du tribunal électoral, pourtant favorables au pouvoir en place, avouaient que la coalition officielle avait été battue. Dans certains bureaux, les proportions étaient considérables. C'est le cas de l'école Santa, pourtant située

dans un des quartiers les plus pauvres de San-Miguelito : M. Endara y a obtenu douze fois plus de voix que M. Duque ! Coup dur pour le gouvernement qui n'avait cessé d'affirmer que l'ADOC représentait seulement les riches et les intérêts des Etats-Unis.

Moins d'une heure après notre passage, juste avant le lever du jour, le gymnase était attaqué par des civils armés, appuyés par les militaires. Quelques rafales de mitraillette ont suffi pour que tous les enseignants se précipitent au sol et abandonnent les quelques 200 précieuses enveloppes aux mains des commandos du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), la principale formation de la coalition au pouvoir, créée par les militaires après le coup d'Etat de 1965.

B. L. G.

## En visite aux Etats-Unis

### M. Chirac se déclare « en parfait accord » avec le président Bush à propos des missiles à courte portée

WASHINGTON  
de notre envoyé spécial

« Des gens sérieux, professionnels qui ne recherchent aucun effet médiatique ou spectaculaire » : tels sont les membres de l'équipe du président Bush, à en croire M. Chirac, qui a passé la journée de lundi 8 mai à rencontrer Washington, outre le secrétaire d'Etat, M. Ronald Reagan, M. Richard Cheney, secrétaire à la défense, et M. Brady, secrétaire au trésor, et qui s'était entretenu la veille au soir pendant plus de trois heures avec M. Scowcroft, le chef du Conseil national de sécurité. Ne manquant à cette belle brochette que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, parti lundi pour Moscou (via Helsinki), où il doit s'entretenir, les 10 et 11 mai, avec M. Gorbatchev et lui confirmer l'accord des Etats-Unis pour la reprise au mois de juin des négociations sur la limitation des armes stratégiques (START).

Les négociations, auraient dû reprendre en février dernier, mais M. Bush avait proposé aux Soviétiques de les reporter pour procéder en toute tranquillité à un réexamen général de la politique étrangère américaine. Ce réexamen se poursuit encore, est confirmé les interlocuteurs de M. Chirac. Il concerne tous les aspects de la diplomatie américaine, mais surtout les rapports avec l'URSS, et se conclura sans aucun doute par un rapprochement « en douceur » avec le réagissant, c'est-à-dire avec une approche jugée par trop romantique des rapports Est-Ouest.

Le processus, indiscutablement, est long. En partie parce que les deux camps sont complexes et que les collaborateurs de M. Bush s'efforcent d'écarter tout « tabou » et ont les yeux fixés sur l'an 2000. Mais aussi sans doute parce qu'on estime à la

Maison Blanche que la rupture avec le réagissant exige du doigt, un délai de décongé et de la souplesse ; bref, le temps doit aider à l'affaire.

La méthode a cependant un inconvénient majeur : le président Bush se trouve, tant par nombre de commentateurs et d'hommes politiques d'indécision. Le chef de la Maison Blanche s'en défend bien en privé, semble-t-il, mais mal en public, ce qui est plus grave. Après s'être entretenu avec lui, M. Chirac s'est estimé entièrement rassuré par les explications fournies : M. Bush entend bien ne pas rester « passif » et promet de surprendre son monde à son heure. L'engagement n'a pas surpris notre envoyé spécial. M. Chirac n'avait-il pas déclaré quelques heures avant sa rencontre avec le président américain, dans un discours prononcé devant le Carnegie Endowment for International Peace : « Si notables que soient les progrès récemment enregistrés à l'Est, il n'est pas encore temps de déclarer à l'URSS le brevet de démocrate que certains nous proposent de lui accorder. » Et d'ajouter un peu plus tard, comme on lui demandait si la nouvelle administration américaine n'avait pas raté une occasion historique de favoriser l'avènement de la paix en prenant tant de temps pour répondre aux avances de M. Gorbatchev : « Par du tout, je crois au contraire que M. Bush a simplement raté une occasion de commettre une erreur historique... »

### Eviter une crise dans l'alliance

Dans son discours, l'ancien premier ministre avait rappelé son « parfait accord » avec l'administration américaine pour arriver à une modernisation des armes nucléaires

à courte portée de l'OTAN (SNF) et pour refuser toute négociation avec l'URSS à ce sujet, car elle ne pourrait que déboucher sur une « option zéro », donc une dénucléarisation à court terme de l'Europe occidentale. M. Chirac n'est pas hostile pour autant à une « solution » — il se refuse le terme de « compromis » — qui permettrait au sommet de l'OTAN des 29 et 30 mai de se dérouler dans de bonnes conditions. Mais, pour lui, il faut avant tout réaffirmer les principes de la modernisation — c'est-à-dire de l'augmentation de la portée des missiles Lance pour qu'ils ne menacent plus uniquement le territoire des deux Allemagnes — et de la non-négociation avec l'URSS en laissant la porte ouverte à toute diminution unilatérale du nombre des lanceurs de missiles ou des stocks de mines et d'obus nucléaires de la panoplie de l'OTAN.

Interrogé à plusieurs reprises sur la position des autorités françaises, M. Chirac a simplement souligné qu'elles n'ont pas changé de conception depuis deux ans et qu'elles usent de leur « influence fraternelle » sur le chancelier Kohl pour éviter une crise majeure de l'alliance.

L'ancien premier ministre a, d'autre part, fait d'importantes réserves sur la réception faite à M. Arfat à Paris, estimant qu'il était plus urgent aujourd'hui de convaincre M. Shamir de « bonifier ». A propos de l'intervention humanitaire française au Liban, il a aussi déclaré qu'elle avait fait « plus de mal que de bien », tout en affirmant que l'action de M. Koudeh, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, avait permis de « rétablir une situation de crise créée par la précipitation ».

JACQUES AMALRIC.



## PÉROU

### Le président Garcia a désigné un nouveau premier ministre âgé de 88 ans

Le premier ministre péruvien, M. Armando Villanueva, a présenté lundi 8 mai sa démission au président Alan Garcia, celui-ci l'a acceptée et a chargé le premier vice-président, M. Luis Alberto Sanchez, de former un nouveau gouvernement.

M. Villanueva a annoncé qu'il avait pris sa décision à la suite d'une période « difficile » marquée par une recrudescence de la violence terroriste et une crise économique incontrôlable.

M. Villanueva était à la tête du gouvernement depuis le 16 mai 1988, soit depuis moins d'un an.

Sa démission intervient après les récents assassinats de deux députés péruviens par des terroristes (le Monde du 8 mai), une reprise de l'inflation (48,6 % en avril, 432,4 % en mai) et un effondrement du cours de la monnaie péruvienne face au dollar.

Le président Garcia a souligné que les tâches essentielles de la nouvelle équipe seraient « la lutte contre le terrorisme sur tous les ter-

ritains et la réactivation économique du pays ». Il a ajouté : « Il faut une action plus énergique et un déploiement d'efforts efficaces pour combattre la subversion ». Une commission spéciale du Sénat a révélé lundi qu'en avril la violence avait augmenté « de façon significative », avec 294 personnes tuées dans des actes de violence politique, soit près de 10 morts par jour. Le gouvernement Villanueva avait déjà été remanié au début de l'année dans le but d'intensifier la lutte contre le terrorisme. Le portefeuille de l'Intérieur, qui était détenu par M. Villanueva lui-même, pourrait être maintenant confié à un militaire pour mieux combattre notamment l'organisation de guérilla Sendero lumineux, d'inspiration maoïste.

Agé de quatre-vingt-huit ans et presque aveugle, le nouveau premier ministre, M. Sanchez, est une figure légendaire du parti au pouvoir, l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), et l'une des personnalités les plus respectées par les Péruviens. — (AFP, Reuters)

# LA RECHERCHE

N° 210 - MAI 1989

**LA TOMOGRAPHIE SISMOLOGIQUE**  
par Georges Poupinet

**LES ZONES FROIDES DE L'UNIVERS**  
par Françoise Combes

**LA RÉCONCILIATION CHEZ LES PRIMATES**  
par Frans B.M. de Waal

**LA FUSION DE SURFACE**  
par Joost W.M. Frenken

**APPARENCES ET RÉALITÉ DE LA SCIENCE DU TIERS MONDE**  
par Jacques Gaillard

**dossier**

**SIDA : POUR OU CONTRE LE DÉPISTAGE DU VIRUS**  
avec Daniel Schwartz, Sev S. Fluss et John Lau Hansen, Léon Schwarzenberg

**ETC.**

29F



## Europe

POLOGNE : les enjeux des élections des 4 et 18 juin

## Quel avenir pour Solidarité ?

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

Après sept ans de clandestinité et deux mois de harassantes négociations, Solidarité légalisée se trouve confrontée à un défi : celui de dispenser une campagne électorale « semi-démocratique » tout en se réorganisant comme syndicat dans les entreprises. L'affaire ne manque pas d'ironie si l'on se souvient que, pendant des années, le pouvoir polonais a refusé de légaliser Solidarité sous prétexte qu'elle outrepassait ses fonctions syndicales et avait des prétentions politiques. Aujourd'hui, c'est le pouvoir lui-même qui pousse Solidarité à exercer des fonctions politiques. Bronisław Geremek, proche conseiller de Lech Wałęsa, et que toute cette période de pourparlers a confirmés comme principal stratège de l'opposition, a une analyse très simple de cette situation : « Le pouvoir recherche un partenaire, car il a peur d'en avoir plusieurs », nous a-t-il expliqué : pour le Parti communiste polonais (POUP), c'est une question de survie.

Solidarité est d'accord pour lui assurer cette survie pendant une période transitoire, qui devrait être celle de la législature issue des élections des 4 et 18 juin prochains, avec la promesse que les élections de 1993 seront pleinement démocratiques. En attendant, estime M. Geremek, historien membre du POUP jusqu'à 1968, le pouvoir peut avoir deux stratégies.

« Une stratégie de destruction : le pouvoir n'étant pas parvenu à détruire Solidarité par la répression, il se concentre sur la faire passer l'épreuve de la responsabilité. Et une stratégie tournée vers l'avenir : le parti veut s'engager dans la voie du renouveau démocratique, à condition de conserver le pouvoir : il veut reconstruire son pouvoir, mais dans un contexte démocratique. S'agissant de la première stratégie, nous acceptons la responsabilité pour les réformes à venir, mais certainement pas pour l'état de choses actuel. La véritable défi pour nous, c'est la seconde stratégie, qui constitue une ouverture, même faible, pour le modèle de l'Est. »

Cette réflexion conduit à une question aussi simple que cruciale, à Varsovie comme à Budapest : le Parti communiste est-il capable d'accepter la démocratie ? Personne n'a la réponse, car, comme le souligne M. Geremek, « cela n'est jamais arrivé nulle part ».

L'exercice démocratique suppose d'autre part le multipartisme — les Hongrois ont commencé par là, du moins dans le principe. L'opposition polonaise a choisi une démarche plus progressive : « Nous ne voulons pas répondre trop vite à cette nécessité », observe le professeur Geremek. Maintenant, le jeu serait faussé par la peur du POUP et par le poids des orientations politiques traditionnelles. En réalité, les dirigeants de Solidarité attendent aussi des résultats des élections de juin une sorte de sélection naturelle des forces politiques en Pologne.

## Du nouveau chez les paysans

« Ce vote, estime le professeur Andrzej Stelmachowski, autre négociateur de Solidarité, va d'abord permettre à la société de raffiner les accords de la table ronde, que ses destructeurs ont qualifiés d'accords entre élites. Si les élections sont honnêtes, elles permettront aussi de mesurer les forces politiques. » Nul ne se hasarderait aujourd'hui à prédire ce que sera demain Solidarité, que plusieurs responsables aime-

raient voir s'orienter vers un mouvement « travailliste », un peu comme le Labour britannique. Pour l'heure, le « comité civique de Solidarité », qui patronne les candidats de l'opposition dont elle est la seule force organisée, regroupe divers courants sociaux-démocrates, chrétiens, démocrates, libéraux, pacifistes, voire socialistes. Qu'en adviendra-t-il après le scrutin de juin ? « Évidemment », dit Lech Wałęsa, des partis vont apparaître, il faut prévoir de profondes divisions avant les élections suivantes. Comment maintenir une unité abstraite ? Il faut gagner, demain on analysera. »

Spécialiste de droit rural, le professeur Stelmachowski voit aussi émerger un phénomène intéressant dans les campagnes polonaises. « Il y a un mouvement chez les paysans, d'ici à dix ans, ils vont devenir actifs. La décision des principaux dirigeants de Solidarité rurale [l'association indépendante des agriculteurs] de se présenter aux élections peut être considérée comme un premier pas vers la création d'un parti paysan. » Ce parti serait différent à la fois du parti paysan exist-

tant, le ZSL, allié du POUP, au côté duquel il participe aux élections, et de l'ancien PSL d'après-guerre, dirigé par Mikolajczyk, qui cherche actuellement à se réactiver, comme l'ancien Parti du travail (d'orientation chrétienne-démocrate), apparemment sans grand succès. C'est un autre phénomène commun à la Hongrie et à la Pologne : la réactivation, par des vétérans, de partis antérieurs au régime communiste ne suscite pas l'enthousiasme des masses, et encore moins des jeunes.

C'est, là encore, le saut dans l'inconnu, l'une de ces expériences sans précédent auxquelles acceptent de se soumettre l'opposition et le pouvoir polonais — avec des risques considérablement plus grands pour Solidarité. « Nous espérons que nous de nous en sortir », dit M. Bronisław Geremek, épuisé par la tension et les nuits de veille de ces derniers mois. Comme ses amis, il sait que ce fragile schéma, érigé pour bâtir une nouvelle Pologne, risque de s'effondrer si, le 4 juin, les Polonais ne vont voter.

SYLVIE KAUFFMANN

## Sortie de « Gazeta Wyborcza » premier quotidien indépendant dans les pays de l'Est

Grande effervescence, lundi 8 mai, dans les kiosques polonais : c'était le jour de la sortie du premier numéro du journal de Solidarité, « Gazeta Wyborcza » (le « Journal électoral »), premier quotidien indépendant à voir le jour dans un pays d'Europe de l'Est depuis la guerre. Ses 150 000 exemplaires se sont arrachés comme des petits pains malgré le prix, relativement élevé pour les Polonais, de 50 zlotys, le double des journaux officiels.

Ce premier numéro a été largement consacré aux prochaines élections du mois de juin, pour lesquelles Lech Wałęsa appelle à se battre dans un éditorial de « une ». Les deux cent soixante et un candidats présentés par l'opposition au Sénat et à la Diète y sont présentés sur six pages. D'autres articles traitent de la conférence des députés du Parti communiste, de la situation au sein du Parti paysan, de la rencontre entre Wałęsa et le cardinal Glemp, ainsi que de la situation en Georgie. Un message de la

rédaction à ses lecteurs indique qu'elle veut s'efforcer d'être « rapidement, objectivement, en séparant clairement le commentaire de l'information, d'ici à dix ans, ils vont devenir actifs. La décision des principaux dirigeants de Solidarité rurale [l'association indépendante des agriculteurs] de se présenter aux élections peut être considérée comme un premier pas vers la création d'un parti paysan. » Ce parti serait différent à la fois du parti paysan exist-

qu'il était diffusé dans la région de Varsovie. Les préparatifs pour la sortie de « Gazeta Wyborcza » ont débuté après les accords de la table ronde du 5 avril dernier. Elle a été retardée à plusieurs reprises, notamment pour des problèmes de locaux. La rédaction n'a pu emménager que le 2 mai, dans une ancienne garderie d'enfants au sud de Varsovie. De format tabloïd, « Gazeta Wyborcza » comprend huit pages avec des photos. Il est imprimé et diffusé par l'Etat. Son tirage est prévu pour atteindre 500 000 exemplaires. Le capital provient de prêts bancaires. Pour assurer l'indépendance du journal, il a été réparti entre trois actionnaires principaux, MIM, Zolniew, Suiz, puis condamnés à des peines de prison pour « divulgation de secrets militaires ». Les accusés ayant fait appel, ils n'ont cessé de contester la légalité de leur procès et déclaré à plusieurs reprises qu'ils ne répondraient pas au tribunal lorsque celui-

ci les convoquerait pour purger leur peine. Ils ont été constamment accusés par un comité pour la protection des droits de l'homme et divers groupes indépendants de Slovaquie, tel que l'Union démocratique, l'Union des paysans et les associations d'écrivains et d'étudiants. Vendredi 5 mai, les instances judiciaires d'appel ont confirmé le verdict, le procureur ordonnant que M. Janusz Janus soit conduit dans un hôpital militaire en prison. Pour dix-huit mois. Cette décision a suscité une vague de protestations indignées des partisans du journaliste et l'appel à un vaste meeting de solidarité, le 8 mai, sur l'une des plus grandes places de Ljubljana. La manifestation, susceptible de « menacer l'ordre public », ayant été interdite par la police locale, les organisateurs décidèrent de convoquer au même endroit et à la même date une réunion en plein air des directions de tous les mouvements alternatifs. Cette réunion ne nécessitait pas d'autorisation préalable. Lundi 8 mai, en fin d'après-midi, plusieurs dizaines de milliers de personnes, surtout des jeunes, se sont rassemblées dans le centre de la ville et ont entendu plusieurs orateurs s'exprimer contre la censure et l'armée et dénoncer même les dirigeants actuels de la Slovaquie, qualifiés d'« hypocrites », de « cyniques » et d'« indécents ».

HONGRIE : ancien secrétaire général

## M. Janos Kadar a été exclu du comité central du PC

L'ancien secrétaire général du Parti communiste hongrois, M. Janos Kadar, a été mis à la retraite et exclu du comité central. La décision en a été prise lundi 8 mai lors d'une longue réunion à huis clos des cent dix-huit membres du comité central, qui sont également convenus de convoquer une conférence extraordinaire du parti sur ses nouveaux statuts et sa stratégie électorale.

« Le comité central », a déclaré la radio, « a pris connaissance d'un rapport sur l'état de santé du président du parti, Janos Kadar, et a décidé de le relever de ses fonctions de président et de membre du comité central. »

M. Kadar, qui avait pris la direction du parti lors de l'écroulement de l'insurrection de 1956, aura soixante-dix-sept ans au cours du mois. Sa santé physique et mentale, réputée très mauvaise, se serait nettement détériorée au cours des derniers mois. Remplacé le 22 mai 1988 au secrétariat général par M. Karoly Grosz, il avait été nommé au poste honorifique de président. La semaine dernière, M. Grosz avait déclaré que son prédécesseur souffrait de graves problèmes pulmonaires et d'incapacité à s'adapter aux changements politiques actuels.

La présence de M. Kadar embarrassait considérablement le parti, engagé dans une vague d'importantes réformes politiques. La Hongrie, qui a accepté le principe du multipartisme, s'est en particulier engagée dans une nouvelle analyse de son passé, ce qui inclut le rôle joué par M. Kadar dans la répression de l'insurrection de 1956, qu'il avait d'abord soutenue. Elle pourrait également réhabiliter l'ancien premier ministre Imre Nagy, exécuté sous le règne de M. Kadar en 1958 pour trahison.

Les premières élections multipartites prévues pour le pays depuis 1947 doivent avoir lieu au milieu de l'année prochaine. De sources autrichiennes, on laisse cependant entendre qu'elles pourraient être avancées à la fin de cette année. En annonçant la convocation d'une nouvelle conférence extraordinaire du parti, la télévision hongroise, le secrétaire du comité central, M. Gyorgy Fejé, a déclaré qu'elle s'imposait pour limiter « la grande vitesse de la restructuration politique ». Cette conférence sera la deuxième depuis 1957. La première, en mai 1968, avait abouti à la destitution de M. Kadar et à la vague actuelle de réformes. La date en sera fixée par la prochaine séance du comité central. — (Reuters.)

YOUgoslavie : après l'interdiction d'une manifestation

## La jeunesse slovène dénonce l'« hypocrisie » de ses dirigeants

BELGRADE  
de notre correspondant

Le conflit entre les mouvements « alternatifs » de Slovaquie, l'une des six Républiques de la Fédération yougoslave, et l'armée s'est aggravé ces derniers jours. En mai et juin 1988, quatre personnes, dont M. Janusz Janus, chef de file des autonomistes slovènes et journaliste à l'hebdomadaire de la jeunesse, « Mladina », avaient été arrêtés puis condamnés à des peines de prison pour « divulgation de secrets militaires ». Les accusés ayant fait appel, ils n'ont cessé de contester la légalité de leur procès et déclaré à plusieurs reprises qu'ils ne répondraient pas au tribunal lorsque celui-

ci les convoquerait pour purger leur peine. Ils ont été constamment accusés par un comité pour la protection des droits de l'homme et divers groupes indépendants de Slovaquie, tel que l'Union démocratique, l'Union des paysans et les associations d'écrivains et d'étudiants. Vendredi 5 mai, les instances judiciaires d'appel ont confirmé le verdict, le procureur ordonnant que M. Janusz Janus soit conduit dans un hôpital militaire en prison. Pour dix-huit mois. Cette décision a suscité une vague de protestations indignées des partisans du journaliste et l'appel à un vaste meeting de solidarité, le 8 mai, sur l'une des plus grandes places de Ljubljana. La manifestation, susceptible de « menacer l'ordre public », ayant été interdite par la police locale, les organisateurs décidèrent de convoquer au même endroit et à la même date une réunion en plein air des directions de tous les mouvements alternatifs. Cette réunion ne nécessitait pas d'autorisation préalable.

Lundi 8 mai, en fin d'après-midi, plusieurs dizaines de milliers de personnes, surtout des jeunes, se sont rassemblées dans le centre de la ville et ont entendu plusieurs orateurs s'exprimer contre la censure et l'armée et dénoncer même les dirigeants actuels de la Slovaquie, qualifiés d'« hypocrites », de « cyniques » et d'« indécents ».

C'est la première fois depuis plusieurs années que les dirigeants pourtant « libéraux » de cette république sont critiqués publiquement avec autant de violence. Cela semble révéler l'existence d'une fissure entre la direction politique de la Slovaquie et les mouvements alternatifs, qui prônent ouvertement le pluralisme politique et la démocratie parlementaire. L'importance de la participation à la réunion de Ljubljana indique par ailleurs que le mouvement contestataire slovène prend de l'ampleur. On voit mal, dans les circonstances actuelles, comment il pourrait être enrayé. Selon les observateurs, ces événements constituent une nouvelle menace contre l'unité de la Yougoslavie, déjà ébranlée par les troubles du Kosovo et les interminables querelles entre les républiques et les régions autonomes.

PAUL YANKOVITCH

## Diplomatie

## M. James Baker veut tester à Moscou la « nouvelle pensée soviétique »

A la veille de l'arrivée à Moscou de M. James Baker, secrétaire d'Etat, qui doit rencontrer mercredi 10 mai M. Chevardnadze, et jeudi 11 mai M. Gorbatchev, plusieurs commentateurs soviétiques soulignent le ralentissement imposé par l'administration Bush au rythme des relations soviéto-américaines. A bord de l'avion qui le conduisait à Helsinki, où il a fait escale lundi, M. Baker a déclaré que son but était de tester la « nouvelle pensée soviétique » à propos de nombreux aspects des relations allant au-delà des deux domaines traditionnels, à

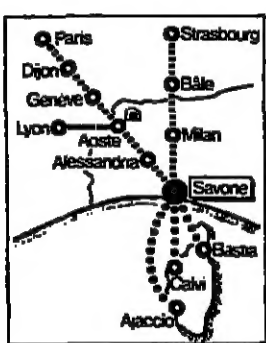
savoir les droits de l'homme et le désarmement. Selon un représentant du département d'Etat, il pourrait s'agir d'évaluer les intentions soviétiques au Proche-Orient et notamment la volonté de l'URSS de peser sur la Syrie à propos du Liban et du conflit israélo-palestinien.

Dans une interview à l'hebdomadaire américain Time, M. Chevardnadze s'élève contre des déclarations faites récemment par le secrétaire américain à la défense, M. Cheney, qui mettrait en doute la stabilité de M. Gorbatchev et la pérennité de la perestroïka. « Cette déclaration particulière n'est ni pertinente ni sérieuse », dit le ministre soviétique des affaires étrangères. (...) Nous ne voyons et nous n'avons pas d'autre alternative. Il faut que la perestroïka réussisse. » Quant à l'éventualité d'un durcissement de la ligne du président Bush par rapport à celle de son prédécesseur envers l'URSS, M. Chevardnadze la commente de la façon suivante : « Une telle politique ne serait pas comprise du peuple américain. Le monde ne comprendrait pas un tel revirement. »

## Une bombe H américaine immergée depuis 1965 à proximité du Japon

Une bombe à hydrogène perdue par la marine américaine en 1965 gît à 80 miles à peine des îles japonaises Ryukyu, a confirmé, lundi 8 mai, le Pentagone, après que l'affaire eut été révélée par Greenpeace. Les autorités militaires américaines ont ajouté que la bombe H se trouvait par 4 900 mètres de fond et ne présentait aucun danger. Elle constituait l'armement d'un chasseur-bombardier A-4 transporté par le porte-avions Ticonderoga et perdu corps et biens avec son pilote le 5 décembre 1965.

L'affaire risque d'être embarrassante pour Washington, car d'après les documents cités par Greenpeace et l'institut d'études politiques, la Ticonderoga revenait d'une mission au Vietnam. L'incident démontre aussi que des armes nucléaires se trouvent à bord des navires américains croisant dans les zones de combat, ce que le Pentagone n'a jamais reconnu. En outre, le bâtiment aurait ainsi enfreint l'interdiction de la présence d'armes nucléaires dans les eaux japonaises. Les autorités japonaises ont demandé des explications à Washington. — (Reuters.)



La Corse par l'Italie:  
Sans soucis, sans attente.  
Avec un service inégalé  
à un prix...

# corsica ferries

Ajaccio, Bastia, Calvi... Découvrez l'ABC d'une liberté nouvelle. La Corse sans problèmes, c'est notre affaire : vous en avez rêvé, nous y avons travaillé...



depuis vingt ans ! Qualité, service inégalé, Magasins Hors-Taxe, en Saison tous les jours au départ de Savone. Pour tous renseignements : Votre agent de voyage ou

## corsica ferries

Corsica Ferries • B.P. 239 • 20294 Bastia • Tél. 95.31.18.09  
Minitel 36 15 • Code CORSI

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

C.F.P.A.

Préparation intensive  
28 août au 22 septembre  
80 % à 90 % de repus chaque année.

Centre formation professionnelle

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre  
01 45 53 19 00 ou 01 47 52 94 34

حکومت الامم المتحدة



ABONNEZ-VOUS

ARTS DES PUBLICATIONS

24 x 7 jours

LEMENTS

MONDE

CEPE

**et femmes dans 30 pays à  
partager cet idéal. Avec Calberson,  
en route vers un monde  
plus fluide.**



183, Av. de Clichy, 75017 Paris - Tél.: (1) 4228 41 11

SSE

c, les  
e et,  
resse,  
adio-  
ueille  
intes  
avail-  
erna-  
roteo-  
York,  
l'arti-  
resse  
is de  
ation  
jour-  
ional  
seau  
ays.  
blier  
us le  
: qui  
a. Il  
esta-  
3 et  
e au  
bser-  
veur  
s et  
stré  
iatre  
e la  
our-  
tion  
este  
elle

can  
ver-  
que  
des  
:-ce  
ont  
nts  
lire  
en

508  
or-  
10-  
30-  
1985  
igt  
: "U  
dx  
le  
En  
un  
de  
de

**Key**[illegible]



## Asie

PAKISTAN : les cinq premiers mois de M<sup>re</sup> Bhutto

## Un chef de gouvernement sous tutelle

ISLAMABAD  
de notre envoyé spécial

Le vendredi, dans les mosquées du Pakistan, des centaines d'hommes continuent à enflammer les foules avec une idée simple : un gouvernement dirigé par une femme est antislamique. Cinq mois après avoir pris ses fonctions, M<sup>re</sup> Benazir Bhutto est plus que jamais un premier ministre sous tutelle, dont la marge de manœuvre est limitée par de multiples contraintes à la fois politiques et économiques. Dans la foulée de son arrivée au pouvoir, saluée de toutes parts comme le retour de la « démocratie » après une éclipse de onze ans, il y eut pourtant un timide « printemps ».

L'euphorie populaire dura peu. Pas plus que pour la plupart des pays, les changements n'ont guère été perceptibles, ce qui constitue presque une sorte d'hommage posthume au général Zia Ul Haq.

« Ce que l'on n'a pas compris en Occident, avance un diplomate, c'est que la dictature de Zia n'en était pas vraiment une. Le style de Benazir, bien sûr, diffère, mais les réalités demeurent : l'aide américaine, indispensable, les déficits, le Fonds monétaire international, des fins de mois budgétaires difficiles, des alliances traditionnelles qu'il n'est pas question de modifier. On est entré dans une démocratie du possible. » Pourtant, il y a des éléments de renouveau, une prise plus qu'un vent de liberté, l'apparition d'un certain climat de « glorieuse », comme le tirait récemment un journal de Karachi, qui succèdent à la morosité et à la suspicion de l'ancien régime. La presse goûte de nouveau au plaisir — si longtemps défendu — de l'impertinence, même quand le très institutionnel *Pakistan Times*, pro-Zia hier, est devenu inconditionnel de Benazir Bhutto.

La classe aux sorcières fut limitée à quelques titres. L'opposition s'exprime largement à la radio et à la télévision, pendant près de dix ans, le nom de Bhutto fut banni. De nouveaux législateurs, les syndicats et les organisations d'étudiants réapparaissent à militer et, pour les premiers, réaffirment encore leurs revendications. L'état de grâce ? Sur le front social, il perdure. Les portes des prisons se sont brusquement ouvertes devant près de 2 000 détenus politiques, et les peines de 1 700 autres ont été réduites. Réhabilité le passé, telle est la volonté de M<sup>re</sup> Bhutto, encore meurtrie par la mort de son père : le souvenir de « Shaheed » (martyr) Zulfikar Ali Bhutto, pendu sur ordre de Zia, fait l'objet de commémorations et de séminaires.

## L'héritage

La Begum Nusrat Bhutto, mère du premier ministre, est le numéro deux du gouvernement et dirige le parti. Le beau-père, Hakim Ali Zardari, riche propriétaire du Fînd, est président de la Commission des comptes de la nation. Le Parti du peuple pakistanais (PPP) reste spongieux, désorganisé, saigné par la formation des cabinets ministériels qui ne brillent pourtant pas encore par leur efficacité. A des postes souvent essentiels, des hauts fonctionnaires du régime Zia sont restés en place faute d'experts et d'équipes.

A un budget qu'elle a trouvé ficelé en arrivant, le premier ministre a rajouté une allocation exceptionnelle de deux milliards de rou-

pies (1) pour des programmes sociaux. Le reste, c'est l'« héritage » : l'accord conclu entre son prédécesseur et le Fonds monétaire international, qui comporte des obligations draconiennes pour limiter les déficits, mais en contre-partie un programme d'aide de 800 millions de dollars sur trois ans. M<sup>re</sup> Bhutto suivra les avis des tuteurs financiers du Pakistan, si cela est politiquement supportable.

Ces jours-ci, à Paris, le consortium d'aide se réunit pour discuter de l'octroi au Pakistan d'une aide d'environ 3 milliards de dollars. Les Américains, de leur côté, viennent de donner le feu vert à une aide de 626 millions de dollars pour la prochaine année fiscale. Aucun doute, les fées économiques se penchent sur le berceau de la « démocratie » pakistanaise. C'est la chance de M<sup>re</sup> Bhutto. « Tous les donateurs d'aide ont en ce moment bien disposés à l'égard du Pakistan, souligne un expert international. Mais ils essaient de convaincre les nouveaux dirigeants qu'il ne suffit pas d'être une démocratie pour recevoir de l'argent. Il faut que des efforts soient faits en matière de rigueur budgétaire. » Or les déficits se creusent : celui du budget frôle les 9 % du PIB, celui de la balance des paiements atteint 4 %, les réserves en devises ne représentent plus que trois semaines d'importations, le taux d'inflation dépasse 18 %. Bref, il faut trouver de nouvelles recettes.

## Charisme

Il faudrait doser le revenu agricole et élargir l'assiette de la fiscalité. Politiquement, ce serait une révolution : les propriétaires terriens, ceux que l'on appelle les *feudalists*, sont aussi nombreux dans les rangs de la nouvelle majorité que dans ceux de l'opposition. Les Bhutto eux-mêmes font partie de ces grandes familles du Sind qui ne

renonceraient pas facilement à leurs privilèges.

Le premier ministre du Pakistan dispose cependant d'un atout, son charisme. Prudente, elle écarte sans jamais donner de prétextes à sa surcote aux multiples contre-pouvoirs qui forment autour d'elle comme une régence : l'armée, le président, les mollats et les « barons » du régime Zia.

M<sup>re</sup> Bhutto a vite compris, en outre, que faute de posséder tous les atouts sur le plan intérieur, elle doit s'attacher à l'étranger. Elle s'est rendue en Chine, puis en Arabie saoudite. Elle va se rendre à Washington, puis, le 14 juillet, à Paris. Avec Rajiv Gandhi, venu à Islamabad pour le sommet du SAARC (2), la détente s'installe.

Sur les principaux litiges avec New-Delhi — le Cachemire, les affrontements sur le glacier Siachen, le Pendjab et le nucléaire — M<sup>re</sup> Bhutto ne fait aucune concession, rassurant ainsi les militaires pakistanais. Ceux-ci gardent la haute main sur les affaires afghanes. Les crédits militaires (35 % du budget) n'ont subi aucune diminution. M<sup>re</sup> Bhutto visite les états-majors et entretient des rapports courtois avec le chef de l'armée, le général Aslam Beg.

L'armée, les mollats, les revanchards et le FMI, cela fait beaucoup pour un premier ministre de troisième âge. Les deux modèles de M<sup>re</sup> Bhutto, son père et J.F. Kennedy, étaient des « hommes pressés ». Ils n'ont pu achever leur tâche. Le premier ministre pakistanaise préfère avancer avec prudence et patience.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Un franc vaut environ trois roupies pakistanaises.  
(2) SAARC : Association sud-asiatique de coopération régionale.

morts et d'une vingtaine de blessés. Aucun de ses membres n'a été arrêté et elle est considérée par le Pentagone comme l'une des plus dangereuses du monde. Les attentats organisés par ce groupe d'extrême gauche avaient jusqu'à présent touché des objectifs américains ou des hommes d'affaires liés à l'opposition conservatrice. — (AFP.)

## Iran

Les Douze « condamnent fermement » les appels au meurtre de M. Rafsandjani

Les douze pays de la CEE ont « condamné fermement les déclarations inacceptables » faites, vendredi dernier, par le président du Parlement iranien, Ali Akbar Hashemi Rafsandjani, indiquant une déclaration publiée lundi 8 mai, à Bruxelles, dans le cadre de la coopération politique européenne. M. Rafsandjani avait appelé, vendredi, les Palestiniens à « tuer des Américains, des Britanniques ou des Français » en guise de représailles à la répression dans les territoires occupés.

« Encore une fois, souligne la déclaration des Douze, l'une des plus

## Des centaines de journalistes réclament une libéralisation de la presse

PÉKIN  
de notre correspondant

Six jours avant l'arrivée de M. Mikhail Gorbatchev à Pékin, le 15 mai, des centaines de membres des rédactions d'organes de la capitale, transmise mardi 9 mai à l'Association nationale des journalistes chinois — organe professionnel placé sous les auspices du comité central du Parti communiste — a demandé l'établissement d'un dialogue avec des responsables du parti et du gouvernement.

Les journalistes exigent des explications sur la mise à pied du rédacteur en chef de l'hebdomadaire

*World Economic Herald* de Shanghai, M. Qia Benli. Le journal, placé sous l'autorité d'une équipe de « rectification » idéologique après ses articles mettant en cause M. Deng Xiaoping dans l'événement du parti Ha Yaobang en 1987, n'en continue pas moins à paraître et à publier des articles réclamant une libéralisation de la presse. Les pétitionnaires demandent encore à pouvoir débattre avec les autorités jugement, malencontreux proféré face à des étudiants fin avril par le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, selon qui « en Chine, la presse est libre ». « Nous pensons que cela n'est absolument pas conforme à la réalité prévalant dans les milieux de la presse en Chine », répliquent-ils.

Recevant lundi un visiteur étranger, M. Erdal Inom, président du Parti populaire social-démocrate de Turquie, M. Zhao Ziyang, secré-

taire général du Parti communiste, a estimé en substance que l'agitation étudiante aiderait le pays à se débarrasser du moment qu'une solution « conforme à la loi » peut être trouvée à leurs revendications. « La Chine ne sera pas affectée par de grands désordres », a-t-il jugé. Un responsable du bureau des affaires générales du comité central du parti a été chargé de répondre à la dernière pétition en date des étudiants grévistes que le pouvoir entendait entretenir « des contacts et des dialogues très larges » avec le public et révéler que certains ministres s'étaient rendus dans des établissements d'enseignement au cours des derniers jours pour discuter avec les étudiants. Plusieurs centaines de grévistes continuaient, cependant, lundi, à réclamer des réponses plus concrètes du régime et à menacer de manifester dans les rues durant la visite de M. Gorbatchev.

FRANCIS DERON.

## Deux catholiques auraient été tués lors d'affrontements avec la police

Deux personnes auraient été tuées et trois cent cinquante autres blessées lors d'une intervention musclée de la police chinoise contre quelque mille cinq cents catholiques clandestins, le 18 avril dans le village de Youtong, dans la province de Hebei (300 kilomètres au sud-ouest de Pékin), a affirmé, lundi 8 mai, une agence de presse catholique à Hong-kong. Une trentaine d'autres fidèles assistent à un office religieux dans une tente dressée à l'implacement d'une église détruite pendant la révolution culturelle (1966-1976) auraient été arrêtés, a ajouté M. Philippe Yuen, le directeur de l'édition chinoise de l'agence Union

of Catholic Asia News, citant une « source catholique de Hong-kong, qui a qualifié l'intervention de la police de bain de sang sauvage ». Quatre-vingt-huit des trois cent cinquante blessés ont été gravement atteints. Deux ont été presque battus à mort, et l'on est sans espoir de les sauver, a poursuivi cette source.

L'agence d'information Asia News, qui dépend de l'Institut pontifical pour les missions étrangères, avait rapporté récemment l'arrestation, le 7 avril à Pékin, de Mgr Julius Jia Zhiguo, évêque catholique clandestin du diocèse de

Zhengding dans la province de Hebei. M. Lin Baimin, un représentant de l'Association patriotique catholique de Chine, qui fait allégeance au régime communiste et ne reconnaît pas le pape, a accusé lundi, selon l'agence, les prêtres « envoyés par le Vatican » de provoquer des troubles et d'inciter les fidèles de Youtong à violer la loi en occupant une école qui avait appartenu à l'Eglise avant l'avènement du régime communiste en Chine, en 1949. M. Lin a confirmé l'intervention de la police, mais a déclaré ne pas être au courant d'arrestations et de victimes ni de l'arrestation récente de l'évêque. — (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

## Grèce

Le « groupe du 17 novembre » revendique l'attentat contre M. Petros

Le groupe terroriste grec du 17 novembre a revendiqué, lundi 8 mai, l'attentat à la voiture piégée qui avait blessé, la veille, l'ancien ministre socialiste, M. Georges Petros, son chauffeur et le policier chargé de sa protection. Dans un texte envoyé à un journal de gauche athénien, le groupe dénonce M. Petros pour sa participation dans le scandale politico-financier lié au banquier Georges Koskotas.

Le mouvement indique notamment que M. Petros, qu'il qualifie de « ministre corrompu », vient en « deuxième position » sur une liste qui vise aussi l'ancien vice-premier ministre et ministre de la justice M. Agamenon Koutsouras. Lui aussi accusé d'avoir reçu des pots-de-vin de M. Koskotas. L'organisation révolutionnaire du 17 novembre, qui tire son nom de la révolte des étudiants contre la dictature des colonels, réprimée dans le sang le 17 novembre 1973, est responsable, en treize ans d'existence, de onze

hautes autorités iraniennes a violé les principes et les obligations les relations entre Etats souverains, et menace la coexistence pacifique entre nations.

En revanche, les Douze « notent avec satisfaction le rejet total de ces déclarations de la part des plus hauts dirigeants de l'OLP ». Ce rejet, ajoute le texte, « confirme la volonté des dirigeants palestiniens d'obtenir la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien par des moyens pacifiques ».

A Londres, le Foreign Office a demandé, lundi, aux Britanniques d'éviter de se rendre en Iran et incité ses douze derniers ressortissants vivant dans ce pays à le quitter. Cet aversissement concerne également les cent cinquante femmes britanniques mariées à des Iraniens et vivant en Iran.

« Nous remercions les citoyens britanniques toujours en Iran que, à la suite de la fermeture de notre ambassade, notre capacité à leur assurer une protection consulaire est très limitée. Nous les prions donc de réexaminer avec soin si leur présence dans ce pays leur paraît indispensable », affirme le communiqué du Foreign Office. — (AFP.)

## Mexique

Le chef des « narcosatánicos » tué à sa demande par l'un de ses adeptes

La mort d'Adolfo de Jesus Constantino, chef de la bande dite des « narcosatánicos » qui sévissait à la frontière des Etats-Unis, vient de mettre un terme à l'une des plus morbides affaires de drogue de ces dernières années. Surnommé « le parrain » par ses adeptes, cet Américain d'origine cubaine âgé de vingt-six ans se livrait depuis deux ans avec sa bande à des sacrifices humains destinés à « protéger » le trafic de drogue qu'ils entretenaient entre les Etats-Unis et le Mexique. Les corps atrocement mutilés de quinze jeunes gens avaient été découverts le mois dernier dans une fosse commune près de Matamoros, ville frontalière avec le Texas.

Il était 14 heures samedi lorsque la police, qui effectuait une ronde dans le quartier de Cuauhtémoc dans le centre de Mexico, remarqua un véhicule suspect, correspondant à celui des membres de la secte. Constantino, se voyant cerné, ouvrit le feu depuis l'immeuble où il avait trouvé refuge, tout en jetant par la fenêtre des liasses de dollars « pour les pauvres qui meurent de faim ». Refusant de se rendre, il exigea par la suite, selon les témoins, qu'un des membres de la secte, Leon Valdez,

l'abatte sur-le-champ, ainsi que son lieutenant Martin Quintana. Valdez obéit, vidant le chargeur d'une mitrailleuse Uzi sur les deux hommes. Parmi les personnes arrêtées, toutes soupçonnées de faire partie de la secte, figure Sara Maria Aldrete, vingt-six ans, considérée comme la grande prêtresse de la bande et surnommée « la maraine ». — (AFP.)

## Nicaragua

Entretien « très franc » entre M<sup>re</sup> Thatcher et le président Ortega

Le président Daniel Ortega s'est déclaré satisfait de sa rencontre avec le premier ministre britannique, M<sup>re</sup> Margaret Thatcher, le lundi 8 mai à Londres. Au cours d'une conférence de presse, M. Ortega a indiqué que la Grande-Bretagne pouvait avoir « en tant qu'interlocuteur des Etats-Unis, un rôle à jouer pour contribuer à résoudre les problèmes qui se posent au Nicaragua ». Il souligna que M<sup>re</sup> Thatcher intervenait auprès de l'administration Bush pour que celle-ci assouplisse sa position à l'égard du régime nicaraguayen.

Mais un porte-parole du 10, Downing Street a déclaré que M<sup>re</sup> Thatcher et M. Ortega avaient eu une discussion « très franche » et que, pour obtenir un appui britannique, le Nicaragua devait faire plus de réformes dans le sens de la démocratie, que les conseillers étrangers devaient se retirer et que la « déstabilisation des autres pays devait cesser ».

M<sup>re</sup> Thatcher a refusé d'accorder une aide économique directe au Nicaragua et n'assistera pas à Stockholm le 11 mai à la conférence internationale qui doit déterminer le montant et la forme de l'aide à fournir au Nicaragua. — (AFP, UPI.)

## Sahara occidental

Le Polisario va libérer deux cents prisonniers marocains

Le Front Polisario a décidé de libérer deux cents prisonniers marocains pour encourager le processus de paix avec le Maroc, a annoncé lundi 8 mai le premier ministre de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), M. Mahfoud Ali Belba. Selon M. Belba, ce geste humanitaire répond à une suggestion de responsables libéraux. Il concerne des Marocains détenus depuis trois ans. Les dirigeants sahraouis n'ont donné aucune indication sur la date et le lieu de ces prochaines libérations. Selon des estimations sahraouis, le Polisario détient quelque 2 500 prisonniers marocains.

Le Maroc, qui n'a pas l'habitude de répondre aux communiqués du

Polisario, n'a pas réagi à l'annonce de ces libérations. En revanche, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, s'est déclaré « réjoui » par la décision unilatérale du Polisario.

Par ailleurs, plusieurs associations humanitaires marocaines ont affirmé lundi avoir adressé aux différents groupes parlementaires marocains une lettre les invitant à adopter un texte législatif proclamant une « amnistie générale » en faveur des détenus politiques. 228 détenus politiques marocains dont 50 appartenant à des groupes d'extrême gauche, ont été émis par le roi Hassan II samedi à l'occasion de la fin du ramadan. Tous ces détenus ont été libérés dimanche à Kenitra et Casablanca. — (AFP, Reuters.)

## Suède

Cinq parlementaires trouvent la mort dans un accident d'avion

Cinq parlementaires suédois ont péri dans un accident d'avion qui s'est produit lundi 8 mai à Oskarshamn, à 250 kilomètres au sud de Stockholm. L'appareil, de type Beechcraft 99, s'est écrasé, pour des raisons inconnues, à l'atterrissage. Parmi les victimes se trouvait M. John-Olle Persson. Ancien ministre social-démocrate de Stockholm, collaborateur du premier ministre, M. Ingvar Carlsson, il était membre du bureau exécutif de son parti. Il avait personnellement contribué, par ses interventions publiques et des articles dans la presse qui ne plaçaient pas à tous ses collègues, au « dépeçage » du programme social-démocrate, notamment dans le domaine de la fiscalité, de la décentralisation et de l'emploi. Agé de cinquante ans, il venait d'être nommé à la tête de la direction nationale du marché du travail.

Les quatorze passagers, dont plusieurs étaient membres d'une commission publique sur les postes et télécommunications ainsi que les deux membres d'équipage de l'avion ont été tués.

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES

## Asie

JAPON : la faillite des industries

La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie

Le Japon est en danger de perdre son statut de super-puissance. La détermination de la faillite le scandale Nissan Corp. dépend pour une part de l'industrie



## La détermination de la justice dans le scandale Recruit Cosmos dépend pour une part de l'action de la presse

**PHILIPPE PONS.**

SECRET







## M. Mitterrand associe Jeanne d'Arc et toutes les victimes de l'intolérance

Après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené

M. François Mitterrand a présidé, lundi 8 mai, à Orléans, les traditionnelles fêtes de Jeanne d'Arc, qui commencent la célébration de la ville en 1429. Accompagné de plusieurs ministres et du nouveau maire (socialiste) d'Orléans, M. Jean-Pierre Sueur, le président de la République a longuement évoqué la figure de Jeanne d'Arc, « qui, à-t-il dit, ne s'est jamais laissée aller à la haine de l'étranger (...) et dont la foi absolue s'affranchissait de tous les fanatismes ». Par ce propos, M. Mitterrand visait de toute évidence l'extrême droite, en

général, et le Front national, en particulier, qui revendiquent, chaque année, l'exclusivité de l'héritage spirituel de Jeanne d'Arc. « Elle incarne l'union de la foi et du courage de braver les idées reçues, a souligné le chef de l'Etat. On ne saurait lui faire l'injure de tenir en son nom un discours de haine. C'est le contraire de son message ».

En passage, M. Mitterrand (qui était représenté par son directeur de cabinet, M. Gilles Ménage au obseques des deux dirigeants indépendantistes à Ouvéa), a éga-

lement évoqué l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwené Yeiwené. Rendant hommage à travers Jeanne d'Arc, à toutes les « victimes de l'intolérance », le président de la République a ajouté : « Ceux qui ont osé se battre, de tout temps, plus que les autres. Ceux qui ont choisi de rester ouverts au dialogue, de ménager des pistes de paix honorables, ceux-là — l'actualité nous le rappelle en ce jour même — tombent souvent les premiers. Plus tard — mais il est trop tard — on s'aperçoit combien ils avaient raison ». — (Corresp.).

## Front du refus contre les accords de Matignon

(Suite de la première page.)

La mise en place des futures provinces est devenue à leur tour un « moyen pour le gouvernement socialiste d'acheter le silence des indépendantistes par le biais de leaders arrivistes gagnés à sa cause ». La « dérive néocoloniale des accords de Matignon » a été ainsi clairement dénoncée, d'où le label que s'est choisi ce front du refus : « Comité anti néocolonialiste ».

Djibouty Wéa était ainsi parvenu à structurer une mouvance jusque là totalement éparse. Car les groupes qui répondent à ses appels proviennent des horizons les plus variés et s'étaient même auparavant combattus dans le passé.

Il y a, en effet, quelque surprise à voir le petit parti fédéral d'OPAO s'associer à des assemblées où tonnent de tels mots d'ordre maximalistes. Animé par M. Gabriel Palta, un ancien dirigeant de l'UC à la réputation de vieux sage, l'OPAO s'est toujours illustré par ses positions modérées. M. Palta avait d'ailleurs classé la porte de l'UC en 1984 pour protester contre la stratégie de « boycottage actif » visant à empêcher l'application du statut Lemoine, l'ancien secrétaire d'Etat socialiste.

Il n'est pas moins insolite de retrouver dans ce « Comité » anti néocolonialiste le mouvement Libération Kanak socialiste (LKS) du grand chef Nidoh Naiselme. Fondateur des « Foulards rouges » (groupe contestataire de l'après 1968), M. Naisel-

me s'était ensuite fait l'apôtre de la non-violence et de l'indépendance multiraciale au point de rompre en 1984 avec le FLNKS. S'il a signé les accords de Matignon, M. Naiselme n'a pas moins tenu récemment des propos extrêmement sévères quant à leur mise en œuvre, jugée par lui trop sélective — c'est-à-dire trop favorable à l'UC.

Ce sont précisément les griefs que formule le parti d'OPAO en faisant état, au lendemain de l'attentat d'Ouvéa, de « la précipitation, l'imprécision et le manque de partialité dans certaines mesures d'accompagnement relatives aux accords de Matignon ».

La présence du syndicat membre du FLNKS, Union des syndicats de travailleurs kanaks et exploités (USTKE) dans ce front anti UC est, en revanche, plus logique. Présidé par M. Louis Kotra Uregel, fils adoptif de Yann Clément Uregel, chef du FLNKS, l'USTKE n'a jamais ménagé Jean-Marie Tjibaou. Signataire des accords de Matignon, le syndicat envisageait, toutefois, des derniers mois l'éventualité d'un retrait du FLNKS dont « les pratiques » lui semblaient contraires à la charte constitutive du mouvement, datant de 1984.

Sa nouvelle préoccupation était de jeter les bases d'une « alternative politique » au FLNKS. Pour-quoi donc ne pas chercher à construire des alliances électorales avec des petits partis marginaux — et depuis par les accords de Matignon — comme le LKS et

de Djibouty Wéa a été commandité par les animateurs de ce Comité antineocolonialiste. Il y a évidemment un pas qu'il serait extrêmement hasardeux de franchir, même si l'UC tente d'accrocher cette hypothèse.

On voit mal, en effet, des personnalités comme M. Palta et Naiselme ou comme M. Louis Kotra Uregel armer le bras des assassins des chefs de l'UC. Ces responsables ont d'ailleurs vigoureusement dénoncé l'attentat d'Ouvéa. Ce qui paraît plausible, en revanche, c'est que, comme le souligne M. Léopold Jorjé, « Djibouty Wéa a pu se sentir soutenu à la suite du succès de son initiative de création de ce Comité antineocolonialiste ». Certains cadres du PALIKA, proches de Jean-Marie Tjibaou et affligés devant de telles extrémités, vont même jusqu'à avancer que l'attentat d'Ouvéa est « une grosse affaire » révélant l'existence de « réseaux ». Le PALIKA a ainsi décidé de se débarrasser de ceux de ses membres qui ont répondu aux appels du pied de Djibouty Wéa.

« Grosse affaire » ? « Réseaux » ? Après tout, le chef de Gossanah avait affirmé la couleur en décembre dernier lorsqu'il nous déclarait : « Nous sommes en train de monter des groupes aux îles Loyauté et sur la Grande-Terre, chargés d'éliminer les traitres ». Mais, à l'époque, personne ne l'avait vraiment pris au sérieux.

FRÉDÉRIC BOBIN.

## POINT DE VUE

### Pour une écologie responsable

par Claude J. Allègre  
Prix Crafoord 1988.  
Conseiller spécial  
du ministre de l'Éducation.

L'ÉCOLOGIE est à la mode. Les succès électoraux, bien qu'encore limités, ont fait de qu'on appelle les sciences de l'écologie un simple bon sens n'avaient pas réussi : sensibiliser la classe politique tout entière, ou presque, à des problèmes décisifs pour l'avenir de notre espèce.

C'est vrai, l'avenir de notre planète est menacé. La déchirure de la couche d'ozone au pôle Sud inquiète tout un chacun, les conséquences climatiques possibles de la combustion des composés carbonés fossiles terrassent désormais les citoyens, la pollution provoque des angoisses exagérées dans nos foyers en évoquant l'avenir de la forêt amazonienne, la pollution d'un golfe en Alaska semble menacer l'avenir du monde. Chaque commentateur, qu'il soit de profession ou homme politique, de prendre des airs informés et concernés pour commenter tous ces faits devenus d'actualité. Faut-il s'en réjouir ?

Peut-on ignorer le tintamarre actuel pour dire avec fermeté que les problèmes écologiques doivent entrer dans les préoccupations politiques futures, mais que pour cela il faudra pour les uns beaucoup de courage et pour les autres un esprit de responsabilité plus élevé.

Lorsqu'on prend une à une les catastrophes qui menacent la planète, que ce soit à l'échelle de la ville, de la région, ou de la Terre elle-même, il est facile de sensibiliser l'opinion et de montrer l'absurdité de l'espèce humaine dans sa manière d'exploiter la planète sans discernement. Cette prise de conscience de l'absurdité du comportement suffit-elle à s'en prémunir ? Depuis quand l'absurdité de la guerre en a-t-elle assuré la disparition ? Depuis quand l'absurdité de la course aux armements en a-t-elle limité les désastreux effets économiques ?

Si l'on veut que les thèmes écologiques dépassent les slogans politiques et inspirent véritablement la politique, il faudra faire plus, et d'abord poser avec courage les vrais enjeux, les véritables problèmes, c'est-à-dire faire les vrais choix.

Peut-on soutenir aujourd'hui qu'il faut diminuer le dégagement de gaz carbonique anthropogénique pour empêcher la dégradation climatique de la planète et combattre en même temps la production d'électricité par voie nucléaire ? Est-il sérieux de combattre l'un et l'autre alternativement sans choisir ? Soutenir de telles thèses, n'est-ce pas interdire tout développement économique au tiers-monde sous prétexte que les pays riches ont mal su organiser leur développement ? Ne doit-on pas redouter qu'une fois encore les pays pauvres fassent les frais de nos mesures planétaires ?

Les enfants qui meurent de faim au Sahel ou en Ethiopie considèrent-ils comme la première priorité de cesser de brûler du charbon (hier encore combustible écologique par excellence) ?

Le milliard de Chinois à peine sorti des famines séculaires acceptera-t-il d'arrêter son développement pour satisfaire les recommandations des pays développés ? D'autant plus que leurs scientifiques savent bien que si le problème de l'augmentation du gaz carbonique de l'atmosphère est posé, nul n'en connaît les conséquences exactes, tant le cycle du carbone et la détermination du climat sont encore insuffisamment connus.

L'économie domine le monde. Nous vivons tous dans l'ère économique. Toute réflexion politique qui se situe hors de la sphère économique se condamne elle-même à l'inefficacité, à court ou à moyen terme. Comme l'écologie, l'économie a découvert la profonde unité planétaire qui nous unit. Comme pour l'écologie, elle n'a pas pour autant tiré toutes les conséquences, et nous laissons en sous-développement la moitié du monde, tout en exploitant les richesses, tout en déplorant cet état de fait pour nous donner bonne conscience !

### Législations strictes

L'exercice qu'il faut à présent réaliser au risque de faire sombrer l'humanité tout entière dans la mort, c'est la synthèse entre les habitudes du fonctionnement économique et les nécessités écologiques. Il n'est pas question de revenir à l'économie primitive pré-industrielle sans matières premières ni sources d'énergie puissantes ; il n'est même pas question de ralentir la course au développement, les plus pauvres le refusent, les plus riches ne s'y résoudraient pas. Il faut intégrer production et croissance dans un même effort technologique mondial. Ceci est vrai pour l'énergie, la production des sols et des eaux, les catastrophes naturelles, l'exploitation des matières premières, jusqu'à y compris les industries chimiques.

Accepter les contraintes écologiques, c'est d'une part les connaître, donc préalablement les étudier, d'où un formidable effort de recherche scientifique et technologique ayant pour objet la planète Terre et les moyens de prévention. C'est aussi élaborer des législations strictes qui limiteront certaines pratiques et imposeront des procédures techniques. C'est aussi avoir le courage de refuser la démolition et de le dire, sans céder à la mode du moment. Il faudra savoir résister aux lobbies de tous ordres, qu'ils soient industriels, nationaux ou « écologiques ». Cela demandera un renouveau du débat démocratique, un accroissement du dialogue politique à l'échelle mondiale mais surtout, pour tous, du courage. Courage pour les hommes politiques de faire des choix qui, désormais, seront encore plus difficiles. Courage pour les médias de savoir informer avec mesure et justesse. Courage pour les scientifiques de dire ce qu'ils savent et ce qu'ils ne savent pas, mais dans tous les cas de sortir de leur tour d'ivoire.

La survie de la planète passe désormais par une écologie responsable. Elle a besoin de l'engagement de tous.

### Dans « Le Monde diplomatique » du mois de mai

#### Ruptures

Simple crise économique, ou crise de civilisation ? L'esprit humain éprouve le plus grand mal à saisir les implications du progrès scientifique et technique qui déjà bouleversent les modes de production et la relation au travail, les rapports entre les individus et les nations. Dans un dossier exceptionnel de huit pages, le Monde diplomatique du mois de mai ouvre une réflexion sur « La Tempête des ruptures » (Claude Julien). Ruptures dans l'ordre urbain (René Lefebvre), dans le travail (Bernard Cassen), dans la culture (Ignacio Ramonet) et l'attitude à l'égard du vivant (Jacques Dacqnoy) ; mais aussi dans le rôle de l'Etat-nation (Christian de Briat), la conception de la sécurité (Alain Gresh) et la gestion de l'économie soumise aux financiers (Denis Clerc). Autant de ruptures salutaires, pour autant que l'on sache inventer un monde nouveau.

Bien éloignée d'un tel dessein est l'Europe des affaires qui actuellement construit son grand marché : concluant une série d'articles où furent explorées d'autres formules pour 1993, Claude Julien propose « Une autre idée de l'Europe », au ser-

(17 F. — En vente dans les kiosques)

## Premier ministre au long cours...

(Suite de la première page.)

Ainsi qu'on pouvait le déceler à l'élysee, il y a peu encore, des signes d'agacement à l'égard de la méthode du premier ministre, alors qu'il s'agit de Matignon ou de l'Assemblée nationale, en privé, en public, d'ensemble une vraie « divergence » subsistait sur les problèmes économiques entre les deux hommes, le président, par un geste spectaculaire, relance son ponton personnel dans le sens de M. Rocard. Comme s'il voulait, à la fois, l'appuyer et lui donner un satisfecit dans le danger, rebondissement de l'affaire calédonienne.

Le coup de chapeau présidentiel est d'autant plus intéressant à observer qu'il pèse, évidemment, dans le jeu Fabius-Rocard : chacun des deux hommes veut apparaître, le moment venu, comme le dauphin du président. Depuis plusieurs mois, M. Mitterrand multiplie les signes en faveur du président de l'Assemblée nationale. Une « mise en orbite » que l'on commentait à Matignon, sans, en apparence, s'en étonner. Mais tant il est dans le jeu de M. Mitterrand d'avoir plusieurs fers au feu et de mettre les hommes en concurrence. Mais M. Fabius vient de perdre un point.

Son attitude d'esquive — pas glorieuse — face à la venue de M. Yasser Arafat à Paris a du réveiller dans le mémoire du président un souvenir désagréable : celui du « trouble » exprimé par M. Fabius lorsque le président avait reçu un autre responsable politique étranger. Il s'agissait alors du général polonais Jaruzelski.

A moins que M. Mitterrand, pour respecter l'équilibre, ne donne un nouveau signe en faveur de M. Fabius dans les jours qui viennent, il semble difficile que ce nouveau trouble n'ait pas été l'un des facteurs qui l'ont poussé à venir pointer la canne du rival du président de l'Assemblée nationale.

### Une merveilleuse tribune

Une fois assurée cette petite satisfaction, M. Rocard devra se replonger dans les affaires du gouvernement. La perspective de devoir affronter, la semaine prochaine, une motion de censure déposée par l'opposition à propos de la politique européenne ne paraît pas l'effrayer outre-mesure. En privé, il affirme en

souriant que la discussion de cette motion, à l'occasion de la campagne pour les élections européennes, lui fournira une merveilleuse tribune.

Quant à la perspective d'une conjonction des oppositions contraires de la droite et du PCF, M. Rocard — bien qu'il sache qu'un accident parlementaire est toujours possible — n'y croit guère. Il voit mal comment le PCF pourrait condamner le gouvernement dans les mêmes termes que la droite. Une telle éventualité, en demeurant, lui semblerait très intéressante.

L'un dans l'autre, M. Rocard ne pense pas qu'il risque, à court terme, d'être privé de la durée qu'il juge acquise à son gouvernement, en particulier depuis les élections municipales. Son action devrait donc pouvoir se déployer dans deux directions qui, désormais, se dessinent clairement : redonner des marges de manœuvre à la France en renouant son économie ; réformer au fond la société par quelques grands chantiers.

Le point commun entre ces deux actions (qui peuvent se recouper) est qu'elles prendront du temps. Ce qui, pour M. Rocard, est à la fois confortable et inconfortable : cela l'empêche de s'appuyer sur des succès facilement appréciables par l'opinion ; cela le dispense d'obtenir les résultats rapides que tout le monde a tendance à réclamer.

Il reste que, même dans cette dimension du long terme, M. Rocard s'échappe pas à une contradiction interne : il pèse fréquemment contre le fait que la pensée économique contemporaine soit dominée par le monétarisme d'inspiration américaine. Avant d'arriver à l'hôtel Matignon, il s'insurgeait — en privé, car il juge le sujet explosif — contre les « tabous » qui encadraient la politique économique. Mais il reconnaît qu'il gère en respectant ces tabous qui suscitent un consensus dans l'opinion.

Le premier ministre rappelle qu'il fait ce qu'il peut pour les marges de manœuvre, à la tête du gouvernement d'une puissance économique non de premier mais de second rang. Mais il ne donnera pas l'exemple, qu'il appelle pourtant de ses vœux, d'une politique économique qui réannexerait le boussolisme des fameux tabous.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## En grève depuis le 7 mai

### Les pompistes corses vont faire appel des sanctions du Conseil de la concurrence

AJACCIO  
de notre correspondant

La Corse est en panne sèche. Depuis le dimanche 7 mai, on n'y trouve plus 1 litre de carburant : les stations-service ont fermé leurs portes à l'appel des deux syndicats départementaux de distributeurs afin de protester contre la décision du Conseil de la concurrence d'infirmer des sanctions pécuniaires d'un montant global de 2,71 millions aux compagnies pétrolières qui gèrent directement des stations, et à douze détaillants d'Ajaccio, Propriano et Bonifacio. Cette décision, publiée le 3 mai au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, a été prise le 26 avril au vu de l'enquête réalisée entre le 1<sup>er</sup> mars 1988 et le 9 septembre 1986 par les services départementaux de l'île, qui avaient été saisis par l'Union des consommateurs. L'enquête a permis d'établir qu'il y a bien « entente illicite » pour la fixation des prix à deux niveaux : les compagnies pétrolières qui se partagent le marché corse (Total, 24 % ; Elf, 20 % ; Shell, 16 % ; Mobil, 16 % ; Esso, 14 % ; BP, 10 %) d'une part et les cent soixante-douze détaillants d'autre part.

Les pompistes sont littéralement furieux. Leurs présidents, MM. Ange Girolami (Haute-Corse) et Antoine Pietri (Corse-du-Sud) ont émis de vigoureuses protestations et souligné qu'ils se refusent à être « considérés comme les faiseurs de la vie chère », n'hésitant pas à s'en prendre à M. Michel Chassagne, ministre délégué au budget, qu'ils accusent d'avoir « influencé » le Conseil de la concurrence.

En fait, M. Chassagne s'était, dans une déclaration du 26 mars au Figaro, référé aux enquêtes du service de la concurrence — lesquelles n'avaient pas porté sur le problème, d'ailleurs posé depuis la détermination de 1985 à l'Assemblée de Corse elle-même — sur la destination des 22 centimes de réduction de taxes que l'Etat consent à la Corse, en la matière, depuis 1968. Tant que

les tarifs étaient fixés par l'Etat, le carburant était vendu 0,15 F moins cher que sur le continent. La libération des prix a effacé ce privilège et c'est la raison pour laquelle, durant la grande crise que l'île vient de traverser, on a massivement demandé qu'il y ait un « retour à la normale », en fin de compte, réaliste ou « super-bénéfice », et pourquoi. On a pu croire qu'il s'agissait des pompistes. Il n'en est rien à les en croire.

A Ajaccio, l'un d'eux produit sa dernière facture : « Sur un litre de super vendu 5,65 F, je sors 0,65 F de TVA, + 4,68 F de prix d'achat, + 0,70 F de redevance que me prélève la compagnie pétrolière, soit un total 5,40 F. Ma marge brute s'élève donc à 5,65 - 5,40 = 0,25 F ».

### Vers un service minimum

S'il en est ainsi, et les pompistes affirment qu'ils ne redoutent aucun contrôle, la question est de savoir où passent les 22 centimes de réduction : dans les caisses des compagnies pétrolières, sous prétexte du « coût économique » de l'approvisionnement de l'île dans le cadre de la zone Provence ; ou bien dans celles de leur filiale commune, la Société des pétroliers de la Corse (SDPC) chargée « du stockage et du passage » ?

La préfecture de région, on ne cache pas qu'on est préoccupé par cet aspect du problème. De plus, les syndicats de distributeurs n'avaient aucune revendication, ce qui n'est guère de nature à faciliter une éventuelle négociation ; mais ils ne manqueraient pas de se pourvoir devant le cour d'appel de Paris, juridiction désignée pour ceux qui contestent les décisions du Conseil de la concurrence.

Dans l'immédiat, et au cas où la fermeture des stations se prolongerait, les pouvoirs publics envisagent, non la réquisition par application du « plan hydrocarbures », mais l'établissement d'un service minimum pour les syndicats eux-mêmes. Toutefois, nul n'est actuellement en mesure de dire quelle sera la durée de la grève.

PAUL SILVANI.







## ÉDUCATION

Une « grève d'avertissement » à la rentrée

### La délicate métamorphose de l'UNEF-ID

Les étudiants sont amateurs de paradoxes. Le congrès de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), réuni à l'université de Nanterre entre le 5 et le 8 mai, vient d'en faire à nouveau la démonstration. Ce syndicat étudiant dirigé depuis trois ans par une large majorité

socialiste annonce, dans l'appel final de son congrès, une « grève nationale d'avertissement » à la rentrée pour exiger en faveur de l'éducation une loi de programmation budgétaire dont le premier ministre et le président de la République ne veulent pas.

Voilà un syndicat associé depuis des semaines — dans les tables rondes ou dans les couloirs — à la concertation engagée par le ministre de l'Éducation sur son projet de loi d'orientation et qui réclame brutalement le report à l'automne prochain du débat parlementaire prévu pour le mois de juin. Voilà également un syndicat dont le président, Christophe Borgeal, est — sur les deux points — contraint d'abandonner sa prudence initiale et d'accepter sans réserve sa position sur le gouvernement ; mais qui se trouve, quelques instants plus tard, réaffirmé massivement par une majorité renforcée (70 % des mandats, contre 67,6 % en 1987).

Les congrès se passent toujours à gauche, concluent les exécutés les plus chevronnés. En réalité, ces paradoxes sont révélateurs du flottement qui a été sensible durant tout le congrès du principal syndicat étudiant. Ils sont symptomatiques des mutations sociétales qu'il est en train de vivre. Non sans mal parfois.

Le changement de génération, tout d'abord, est spectaculaire. Avec les départs d'Isabelle Martin, Alain Bauer, David Assouline, Daniel Gabeaux, Thoma Samman ou Robi Mordor, ce sont quelques-uns des piliers de l'UNEF-ID qui s'en vont. La génération qui a vécu et accompagné la réinvention syndicale du début des années 80, puis la fusion avec l'UNEF de toutes les sensibilités socialistes, cette génération passe la main à celle — plus jeune et plus novatrice — du mouvement étudiant de 1986. C'est à dire à des étudiants qui n'ont qu'un souvenir lointain des années chaudes du gauchisme groupusculaire. D'ailleurs les deux minorités trotskistes de l'UNEF-ID rassemblent désormais moins de 30 % des mandats, la TEMAS, liée à la Ligue communiste révolutionnaire, rassemblant moins de 10 %, et la LUDU, liée au Parti communiste internationaliste (11,9 %), qui a été à deux doigts de quitter le syndicat.

Cette relève coïncide d'autre part avec un changement profond de situation du syndicat étudiant. Pour la première fois depuis le début de la V<sup>e</sup> République, celui-ci se trouve très largement en phase avec les forces politiques qui gouvernent le

pay. Non seulement la majorité socialiste de l'UNEF-ID est représentative de toutes les sensibilités du PS (des mitterrandiens par sucs aux partisans de Lionel Jospin en passant par ceux de Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, Jean Poperen, sans oublier la mouvance de SOS-Racisme proche de Laurent Fabius), mais le cœur de la direction syndicale se trouve être la plus proche de M. Jospin, ministre de l'Éducation.

Comme le soulignait au congrès une contribution des « anciens » (A. Bauer, D. Leschi et L. Martin), « le mouvement étudiant n'a jusqu'à présent montré son efficacité que dans le cadre de mobilisations qui visaient à stopper, au pire à freiner la dégradation orchestrée par le libéralisme de notre système d'enseignement supérieur ». Bref, cantonné dans un syndicalisme de contestation et de mobilisation à chaud. Or les liens politiques entre l'UNEF-ID et la majorité au pouvoir créent « une situation à bien des égards inédite » et ouvre, pour la première fois depuis plus de trente ans, le champ à un syndicalisme étudiant de proposition et de négociation. La reconnaissance du fait syndical étudiant par le gouvernement comme la participation à l'UNEF-ID aux tables rondes organisées par le ministre de l'Éducation pour préparer son projet de loi d'orientation sont particulièrement significatives de ce changement de cap.

#### Reconversion

Mais la reconversion est délicate. Elle suppose une véritable mutation du syndicat étudiant, de ses analyses comme de ses pratiques. Et ça n'est pas simple. Les références. On ne passe pas impunément des « coordinations » tumultueuses aux discussions « policées » avec un ministre d'État. Au point que beaucoup, lors du congrès de Nanterre, ont exprimé leur crainte des « dérapages », de la « déqualification », et finalement d'une menace pour l'indépendance syndicale. D'où le coup de barre à gauche donné à l'extrême par les congressistes (grève d'avertissement pour exiger une loi de programmation budgétaire, exigences d'une révision à la hausse du budget 1990,

demande de report du débat sur la loi d'orientation de M. Jospin afin de masquer un texte jugé trop mou).

A terme, la seule réponse sérieuse à ces contradictions est un « recentrage » sur le terrain syndical. Appelant inlassablement au « réalisme », invitant l'UNEF-ID à « rompre avec ses vieux démons », à « sortir de son ghetto » et à être « plus près de la réalité quotidienne des étudiants, de tous les étudiants ». Christophe Borgeal, son président, s'est débarrassé engagé dans cette voie. Et il est vrai qu'un certain nombre de « tabous » ont sauté pendant ces quatre jours de discussions. Qu'il s'agisse de l'autonomie universitaire ou de la régionalisation, de la globalisation des budgets des universités ou de la professionnalisation des formations, des relations universités-entreprises ou de l'échec en premier cycle, du statut social de l'étudiant ou des perspectives européennes, le débat n'a pas été tranché. Mais il a été ouvert, sans se réduire aux anathèmes et aux rejets traditionnels sur tous ces sujets sensibles.

La « révolution culturelle » à laquelle le président de l'UNEF-ID appelle ses camarades sera, à l'évidence, une œuvre de longue haleine. Car c'est toute l'identité du syndicat étudiant qui se trouve ainsi bouleversée et partiellement remise en cause. Les étudiants sont-ils capables aujourd'hui de faire la synthèse entre contestation et proposition, sont-ils prêts à se battre sur le terrain traditionnel des « corps » et des associations locales tout en conservant leur capacité de mobilisation nationale ? C'est toute la question. Et avec quelle majorité ? Pourra-t-on longtemps maintenir des synthèses acrobatiques entre les jeunes rôtisseurs, qui ont le vent en poupe et jouent volontiers les iconoclastes, et bien des militants qui ne s'engagent qu'à reculons dans cet agrippement syndical ou le rejettent ? Le premier test sera celui de la rentrée universitaire. Le second, celui de la reconquête du paysage socialiste dans les années à venir. L'UNEF-ID aura-t-elle le temps, d'ici là, de s'affirmer comme un véritable syndicat étudiant et plus seulement comme un cartel de sensibilités contradictoires ?

GÉRARD COURTOIS.

## ENVIRONNEMENT

Un projet contesté dans le Gard

### Feu vert pour le barrage de la Borie

Comme le craignaient les adversaires du barrage de la Borie, qui doit noyer 8 kilomètres de la vallée du gardon de Mallet (Gard), rien ne s'oppose plus au projet. A la demande du premier ministre (le Monde du 2 mars), M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, avait confié à un expert, M. Jean Périquet, ingénieur du génie rural, le soin de faire un nouveau rapport sur la faisabilité technique et économique du barrage. Celui-ci vient de remettre son rapport, qui confirme la « cohérence totale » entre les objectifs assignés à l'ouvrage et les résultats qu'on peut en attendre. Il précise notamment que la rentabilité du barrage ne sera assurée que si

5 000 hectares sont effectivement irrigués et si le financement des aménagements pour le raccordement au barrage est étalé sur une période de quinze à vingt ans. Le rapport reconnaît que l'ouvrage entraîne une modification substantielle du paysage, mais estime les solutions de rechange (pompage dans le Rhône ou dans le canal du Rhône) plus coûteuses ou moins productives (le Monde du 3 mai). Le rapport de l'ingénieur ne prend en compte ni la valeur esthétique de la vallée ni sa valeur historique. Le valon de Mallet est un haut lieu de la communauté huguenote, qui y célèbre chaque année la lutte des camisards au musée du Désert.

Aux États-Unis et au Canada

### Découverte d'un trafic de déchets toxiques

Le quotidien canadien *Globe and Mail* a révélé, dans ses éditions du 8 mai, l'existence d'un vaste trafic d'élimination clandestine de déchets toxiques au Canada et aux États-Unis. Depuis quatre ans, des camions-citernes se sont en partie remplis du nit de divers déchets toxiques (huiles de vidange, liquides chargés de PCB — polychlorobiphényles) à Buffalo, au nord-ouest de l'État de New-York, et à Toronto, la grande métropole canadienne. Ces camions vont ensuite faire normalement le plein de carburant — essence, gazole ou fioul domestique

— dans les raffineries et livrent leur cargaison à leurs clients habituels : stations-service, entreprises de bâtiment, usines d'asphalte, carrières et gravières. Etant donné le coût d'élimination de ce genre de produit (1 000 dollars pour un fût de 200 litres contenant des PCB), les bénéfices réalisés par le trafic sont considérables. Depuis cinq mois, une cinquantaine de personnes ont été interrogées, tant aux États-Unis qu'au Canada. Plusieurs sociétés américaines seraient impliquées. — (AFP.)

## FAITS DIVERS

Six voyageurs du Paris-Venise détournés

### Bandits de grandes lignes

Un groupe de touristes français originaires de la région de Sens (Yonne), en partance pour un week-end à Venise, ont été victimes dans la nuit du 28 au 29 avril d'une forme de banditisme propre à l'Italie : l'attaque de train. Le scénario paraît désormais parfaitement connu : les nouveaux pirates du rail moment dans une voiture à la frontière, munis en général d'un pistolet-pompe, diffusent un gaz soporifique par les trappes d'aération. Les voyageurs pour la plupart déjà assoupis n'en dorment qu'un peu plus profondément et sont délestés de leurs économies en un tour de main. Le risque est minime pour les malfruits

qui n'ont plus qu'à descendre à l'arrêt suivant. C'est ainsi que six des quarante-deux personnes qui participaient à un voyage organisé par le comité d'entreprise de la société L'homme de Paris-Venise se sont retrouvées au milieu de la nuit, malades, victimes de nausées, et détournées de leur argent, cartes bleues, appareils photos et autres chéquier. Tous occupants du même compartiment, ils ne se souvenaient plus de rien sinon d'un engourdissement soudain vers minuit, et n'ont rien ressenti durant « l'opération ». Après un bref arrêt à Milan pour déclarer le vol, ils ont pu continuer leur voyage grâce à la générosité de leurs compagnons. De retour en France, ils ont porté plainte à la gendarmerie de Pont-sur-Yonne. Ces vols très spécialisés ont déjà sévi ces derniers mois en Italie. Leurs victimes, outre le préjudice immédiat, en sont quittes pour quelques soucis supplémentaires. Si, en effet, la SNCF assurait, mardi 9 mai, qu'elle « prendrait ses responsabilités », elle fait valoir que le vol n'a pas eu lieu en France et qu'en tout état de cause il lui faut attendre les résultats des enquêtes.

## EN BREF

● Séismes en Chine : deux morts, quatre-vingt-dix blessés. — Deux séismes de magnitude 6,3 et 5,1 se sont produits les 6 et 8 mai dans la Yunnan, province du sud de la Chine proche de la frontière birmane. Selon les premières informations parvenues à Pékin, deux personnes ont été tuées et quatre-vingt-dix blessés ; les dégâts matériels seraient assez importants. La même région avait subi, le 7 novembre 1988, un tremblement de terre de magnitude 7,6 ; il y avait eu plusieurs centaines de victimes et des dégâts très considérables. — (AFP, Reuters.)

● TENNIS : Tournoi des champions. Le Télécomstèque Yves Landi a remporté, le 8 mai, le Tournoi des champions de Forest-Hills (New-York) en battant en finale le Péruvien Jaime Yzaga (6-2, 6-1). En demi-finale, il avait éliminé l'Américain André Agassi (6-2, 6-3).

## SCIENCES

L'atterrissage de la navette américaine

### Atlantis à la minute près

C'est avec quelques secondes de retard seulement sur l'horaire que la navette Atlantis et son équipage de cinq personnes ont atterri, lundi 8 mai, sur la base aérienne d'Edwards (Californie). Il était alors 21 h 43 (heure française) et les contrôleurs du vol pouvaient se féliciter du bon déroulement de cette mission, d'un peu plus de quatre jours, engagée sous de mauvais auspices. Après un premier report de lancement dû à des problèmes de turbopompe sur un moteur et à une minuscule fuite d'hydrogène, Atlantis avait décollé à l'extrême, jeudi 5 mai, sous un ciel déclinant capricieux. Mais tout devait ensuite bien se passer, en dépit de petites difficultés concernant le blocage d'un télex, un excès d'humidité dans l'habitacle et le remplacement d'un ordinateur défectueux quelques heures seulement avant le retour sur Terre (le Monde du 9 mai).

L'objectif principal de la mission, le lancement de la sonde d'exploration planétaire Magellan en direction de Vénus, a été atteint. Magellan vogue à grande allure vers son but qu'elle atteindra dans quinze mois à la grande satisfaction de la communauté scientifique américaine qui tenait, après onze ans d'absence du système solaire, à reprendre sur un succès le chemin des étoiles. Le directeur des vols habités de la NASA, M. Richard Truly, ne s'y est pas trompé pour un lancement félicité l'équipage. Tout comme M. Leonard Flak, directeur des programmes scientifiques, qui a souligné que la science représentait les droits dans le programme spatial américain puisque « trente-six missions de navette consacrées à la science étaient inscrites au calendrier ».

La NASA doit d'ailleurs procéder cette année à l'envoi, depuis la navette, d'une sonde (Galileo) en direction de la planète Jupiter et à la mise en orbite au tout début de l'année prochaine du fameux télescope spatial Hubble. Mais pour

spectaculaires que soient ces missions, force est de reconnaître qu'elles coûtent encore terriblement cher au contribuable américain. Il a fallu en effet déboursar, sans compter le prix de la sonde Magellan, 375 millions de dollars (2,4 milliards de francs) pour mener à bien la mission qui vient de s'achever, ce qui prouve une fois de plus que l'administration américaine a eu tort de considérer, entre les années 70 la navette comme le seul instrument de l'aéronautique américaine.

Une erreur que les Soviétiques n'ont pas commise bien que pointe une certaine inquiétude dans les milieux spécialisés soviétiques sur l'avenir réel de leur navette *Boule*. Dans une interview accordée au magazine américain *Aviation Week and Space Technology*, le commandant soviétique Igor Volk a déclaré que le second vol inhabité de l'engin n'aurait pas lieu avant le début de 1991 et que la première mission avec équipage ne partirait pas avant 1992. À cela, au moins une raison, qui tiendrait à la capacité limitée des systèmes de bord informatiques considérablement moins souples et moins perfectionnés que ceux des navettes américaines.

J. F. A.

## SCIENTIFIQUES & CROYANTS 2

**DOMINIQUE LAPLANE**  
UN NEUROLOGUE

... je n'ai pas quitté la route.

128 pages - 78 FF

BEAUCHESNE  
10 rue Saint-Pierre  
75001 PARIS

Dans le cadre des premières  
**MONTGOLFIÈRES IDN,**  
les étudiants organisent  
le **JEUDI 11 MAI**  
à 15 heures à l'Opéra de Lille  
2, rue des Bons-Enfants  
une conférence sur :  
« LES ÉTUDIANTS  
DANS L'EUROPE DE 1993  
ET L'ÉQUIVALENCE  
DES DIPLOMES »  
avec la participation  
de Gérard COURTOIS  
du journal LE MONDE.  
Renseignements : 16-20-05-40-62

## DÉFENSE

Trois hypothèses

### à l'étude pour obtenir des économies sur les crédits militaires

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a réuni, lundi 8 mai, à Matignon le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, et les chefs d'état-major des armées pour discuter des économies qui pouvaient être faites sur les crédits prévus par la loi de programmation militaire. Cette réunion fait suite au désaccord rendu public entre le ministre de la Défense et le ministre des finances.

Trois hypothèses de travail ont été évoquées à cette occasion. La première table sur une augmentation des crédits de 6 % en 1990 et 1991, puis de 5 % en 1992 et 1993, ce qui aboutirait à un investissement global de 450 milliards de francs, permettant une économie d'environ 20 milliards de francs tout en maintenant les grands programmes d'équipement. La deuxième porte sur un accroissement uniforme de 5 % par an, conduisant à une enveloppe de 443 milliards de francs. Économie réalisée : un peu moins de 30 milliards de francs, ce qui obligerait à étaler certains programmes dans le temps. Dernière hypothèse : les crédits programmes s'accroissent que de 4 % par an, ce qui permet de gagner 11 milliards de francs supplémentaires mais entraîne l'abandon de certains systèmes d'armes.

M. Rocard, qui s'est déclaré prêt à « assumer » les choix qui seront faits, n'a pas exclu que le projet d'actualisation de la loi de programmation militaire soit présenté devant le Parlement à la session d'automne plutôt qu'à la fin de l'actuelle session de printemps.

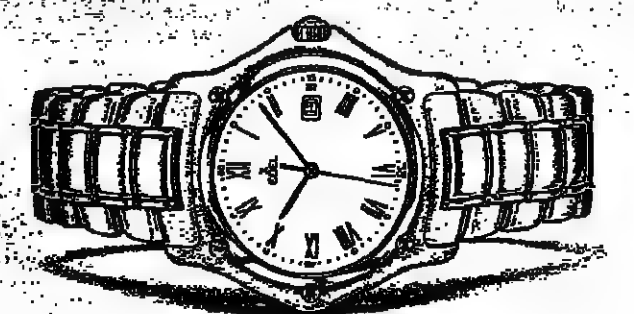
## MÉDECINE

### Des médecins-bardes contre le sida

Quatorze médecins bretons viennent d'enregistrer un disque pour informer et sensibiliser les jeunes sur le sida. Sur la face A du 45 tours, les praticiens chantent une chanson intitulée « Et si c'était toi », écrite par l'un d'entre eux. Il s'agit d'un personnage esthétiquement enlevé, un jeune homme pour l'éloigner à jamais de son amour. « Pas de happy end », a indiqué l'un des praticiens. La face B doit être consacrée à un dialogue ouvert entre un professeur du CHU Morvan et un journaliste.

Le « groupe » qui veut garder l'anonymat a l'intention de mettre le disque en vente avant la fin du mois et de reverser les droits d'auteur à l'organisme de lutte contre le sida reconnu par les pouvoirs publics.

**EBEL**  
Les Architectes du Temps



-1911-  
Or 18 ct, étanche 30 m.

**ROYAL QUARTZ**  
10, rue Royale - 75008 PARIS  
Tél. : 42.60.58.38

**IAE**

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 18 mai 1989

BOURSE D'ENTREPRISE  
Admission à la 1<sup>re</sup> session  
01-40-40-10 (1) 40-40-10

STAGIANTS  
Boursoyeurs  
01-40-40-10

Formation d'aptitude à la gestion des Entreprises  
Niveau national de 5<sup>e</sup> cycle

Session du 1



## Société

Le Sénat examine le projet pénal

## Du code Napoléon au code Mitterrand

(Suite de la première page.)

Déposé au Sénat juste avant les législatives de 1986, le texte, pourtant, était prêt. Du moins les trois premiers livres consacrés aux principes généraux, aux crimes et délits, aux personnes physiques et morales, au droit pénal, à la peine, à la procédure, à la sanction, à la réhabilitation, à la sécurité, à la santé, à l'environnement, au droit économique, fiscal et douanier, sont en projet.

Fallait-il relancer ce grand chantier pénal, à peine discuté dans le secret de ces commissions aux allures de laboratoires, qui, depuis la III<sup>e</sup> République, de rapport en rapport, peaufinaient des textes dont aucun jusque-là n'avait été examiné par le Parlement ? Fallait-il en faire une priorité ? C'est la conviction — inébranlable — de M. Robert Badinter, qui est, après tout, le père du projet, même si depuis le Conseil constitutionnel il ne peut publiquement s'en faire l'avocat. L'assentiment de M. François Mitterrand — après que les deux hommes eurent passé quelques vacances ensemble fin 1988 entre Noël et le jour de l'an — ne lui a pas fait défaut. Empêché dans les conflits sociaux de l'automne dernier, renvoyant son image plus gestionnaire qu'humaniste, la gauche devait renouer avec l'affirmation des valeurs qu'elle prétend défendre. Sans que Mitterrand, plus que le ministre de la Justice en solent avertis, M. François Mitterrand, lors de ses vœux télévisés le 31 décembre, annonçait alors (le Monde du 3 janvier) qu'il souhaitait que s'engage, enfin, la discussion du nouveau code pénal.

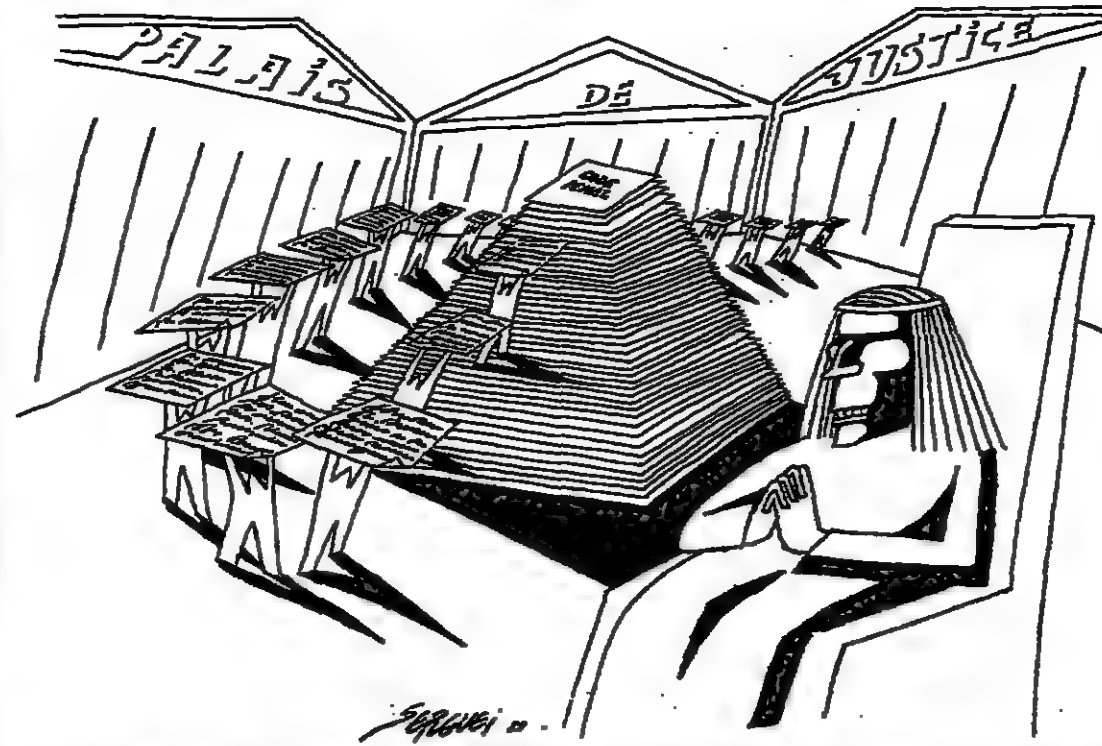
« afin d'humaniser et de moderniser notre droit ».

Le président de la République devait « réédifier » quelques jours plus tard, le 6 janvier, lors de la rentrée solennelle de la Cour de cassation : accompagnement de réformes de la procédure, l'adoption de ce code « doter, disait-il, la France d'un instrument juridique digne d'une démocratie moderne. Je vous avouerai sans fard que c'est bien l'une de mes ambitions, puisque le temps m'en a été donné par le peuple français ». Du code Napoléon au code Mitterrand l'ambition n'est pas énorme. M. Pierre Arpaillange, de son côté, avait d'évidence une stratégie différente.

Le 28 octobre 1988, pour la première fois depuis 1986, les membres de la commission de réforme du code pénal se réunissent. Ils ont tous connaissance d'une note de la direction des affaires criminelles et des grâces du 4 juillet précédent, qui souligne que depuis 1986 des lois nouvelles ont été votées : elles touchent au recel, au trafic de stupéfiants, à la provocation au suicide, à la fraude informatique.

## De vives réticences

Il faudra donc « réactualiser » le projet et aussi adapter le code de procédure pénale qui ignore la peine de trente ans de réclusion que veut instaurer le nouveau code pénal (1). Le procès-verbal de la réunion du 28 octobre consigne que le garde des sceaux estime que, au-delà des « ajustements techniques », « il convient de poursuivre l'œuvre de rénovation du droit pénal » et rappelle que la refonte du code de procédure pénale, notamment celle de l'instruction, est pour lui « une prio-



rité ». Le coup de pouce donné par M. François Mitterrand en décide autrement.

Ce distinguo n'est pas qu'arbitraire. Il exprime certes une différence de stratégie, mais surtout plus profondément préfigure l'hostilité majoritaire des professions judiciaires à l'égard du texte en l'état.

« Ce code pénal est un collier de tige », dit un magistrat de

base. « Ce dont nous avons besoin pour débiter le fonctionnement quotidien de la justice pénale, c'est d'un outil, la procédure, et d'argent. Le reste, c'est du gadget ». Moins polémique, l'Union des jeunes avocats de Paris, dans un rapport consacré à « Citoyen et la justice pénale », affirme : « La légitimité et donc l'efficacité d'une justice pénale ne se mesurent pas seulement à

l'absence de la perfection de son code pénal. Aucune sanction n'est légitime si elle n'est issue d'un procès équitable ». Le Syndicat de la magistrature, l'Union syndicale des magistrats, l'Association professionnelle des magistrats, l'Ordre des avocats de Paris, la Confédération syndicale des avocats, entendus par la commission des lois du Sénat ont tous fait part de leurs plus ou moins vives réticences.

Nombre de sénateurs, tous partis confondus, s'étonnent d'être contraints, parce que le chef de l'Etat en a décidé ainsi, de travailler à la fois dans la procédure (Procès de l'Etat) et dans le fond (le 20 mai) et tout en sachant qu'ils ne voteront l'ensemble de la loi que bien plus tard, l'entrée en vigueur étant nécessairement différée au-delà de 1992. D'ici là, un plan des sénateurs seront renvoyés en septembre, la présidence du Sénat changera en octobre. Sans même évoquer d'éventuels changements politiques.

Voilà des surprises bien déconcertantes pour un texte qui se veut l'expression des valeurs d'une société et ne saurait être adopté sans consensus. Tel était bien pourtant le projet initial de M. Robert Badinter qui avait mis sur pied des commissions mixtes Sénat-Assemblée pour débiter son projet et analyser que le texte s'inscrive en l'histoire que sur la base d'un accord très large. « Il y a toujours des gens qui pensent que le temps est venu d'attendre », s'insurge aujourd'hui M. Pierre Arpaillange en disant : « Ce code de justice, qui va servir au début du troisième millénaire ». La façon dont l'acte de la grande séance de vote du projet dont il n'est pas l'auteur devant les sénateurs dans la cette conviction affichée est bien devenue la sienne.

AGATHE LOGEART.

(1) Le code pénal est le complice de tout ce qui est défini par la loi. Le code de procédure pénale définit la marche à suivre de la police et de la justice lorsqu'elles sont saisies d'une infraction. De là, même si un code pénal distinct, on trouve dans le code pénal des éléments de procédure. Modifier l'un conduit inévitablement à modifier l'autre. Les deux textes sont liés.

## Les principales innovations

A quoi sert un code pénal et pourquoi le changer ? Le code pénal, explique M. Badinter en 1986 remplit une double fonction : « une fonction répressive », en édictant « les peines qui frappent ceux qui attentent à l'ordre social », et une fonction « plus sociale », en définissant « le système de valeurs d'une société » ; c'est sa « fonction éducative ».

Le code pénal de 1810, le « code Napoléon », qui se voulait législateur et égalitaire, fondé sur la responsabilité morale du délinquant, sert toujours de base aux textes d'aujourd'hui. Mais il a, bien sûr, de retouches en retouches, profondément érodé. On ne coupe plus le poing droit au parricide avant de l'exécuter. On n'exécute plus le meurtrier de la femme adultère commis par le mari (1), pas plus qu'on ne punit d'une peine d'emprisonnement, de un à trois mois, « la coalition d'ouvriers pour faire cesser un même temps de travailler ». La domesticité voleur de son maître ou d'autrui n'encourt plus la réclusion. Etre fonctionnaire ou ministre du culte (2) n'aggrave pas le cas du voleur qui encourait alors une peine de travaux forcés à perpétuité.

Depuis, les bagues ont disparu, la peine de mort a été abolie et le mouvement de la défense sociale a fait son chemin. L'individualisation de la peine, et son humanisation, la prolifération des incriminations ont, estime M. Badinter, rendu le droit pénal français archaïque, inadapté, et même dangereux. Les peines d'emprisonnement, et le prétre qui célèbre un mariage religieux sans mariage civil préalable est passible de vingt ans de réclusion. Mais aussi inadapté et contradictoire : les sociétés échappent aux sanctions pénales, le trafic de stupéfiants est un délit, mais l'abus de confiance d'un notaire un crime. Enfin, le code est incomplet, les lois pénales se multiplient au coup per coup, hors du code.

## Annonces des droits de l'homme

Révision des valeurs et réactualisation : la France est en retard dans le domaine pénal sur des pays comme le RFA, l'Autriche, le Portugal, ce qui est fâcheux pour la nation qui se veut la porte-drapeau des droits de l'homme. La pierre angulaire du projet concerne — l'idée était émise avant le lancement des opérations du bicentenaire — les droits de l'homme. « Les textes de 1810 (3) privilégiaient la défense de l'Etat et le respect de la propriété individuelle (...). Le nouveau code pénal doit prendre pour fin première la défense de la personne humaine et tendre à assurer son plein épanouissement en la protégeant contre toutes les atteintes, qu'elles viennent de la vie, son corps, ses libertés, sa sûreté, sa dignité, son environne-

ment (...) ». Le nouveau code pénal doit être un code humaniste. Son découpage est significatif : si le code Napoléon commençait par les crimes et délits, le nouveau code commence par les personnes, puis les biens, et examine ensuite seulement les atteintes à la sûreté de l'Etat.

Le livre I — qui est le seul examiné au Sénat au cours de cette session — définit les principes généraux de la loi pénale, et son application dans le temps et l'espace, traite la responsabilité pénale et les peines elles-mêmes.

Le fil conducteur de ce livre I est, bien sûr, le couple culpabilité/peine : un couple empreint de morale et qui n'a pas, comme certains l'auraient souhaité, été remplacé par les termes plus neutres de « punissabilité » et de « sanction ». La principe de légalité (c'est-à-dire l'obligation formelle d'une loi pénale votée par le Parlement et d'un texte définissant précisément les éléments constitutifs d'une infraction) est réaffirmé et appuyé par la référence à la notion d'interprétation stricte, qui n'existe pas dans le code Napoléon. La division tripartite des peines en crimes, délits et contraventions est maintenue. L'individualisation de la peine — c'est une nouveauté — est inscrite dans le code.

Le projet propose, par ailleurs, des innovations importantes. La responsabilité pénale des personnes morales de droit privé ou public.

Hormis les collectivités publiques, pourraient être poursuivies toutes les personnes morales (sociétés, associations, partis politiques, syndicats, comités d'entreprise), sans exclure, pour les mêmes faits, les personnes physiques. Le projet veut ainsi plus efficacement lutter contre le blanchiment d'argent mais aussi les infractions à la sécurité du travail, à la pollution, etc. Les peines, très lourdes, peuvent aller jusqu'à la dissolution de la personne morale, ou au dépeçage de l'amende prévue pour une personne physique.

● **Création de la notion d'instigateur.** L'instigateur s'apparente au complice, mais est bien différent. C'est celui qui, par divers moyens de pression, incite un tiers à commettre une infraction, que celle-ci ait ou non été réalisée. Il est passible des mêmes peines que l'auteur de l'infraction.

● **Suppression de la notion de délit (art. 64).**

Le texte ancien prévoit qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au moment des faits. Le nouveau texte, sans effacer l'infraction, induisant donc une reconnaissance de culpabilité, prévoit que celui qui est atteint de troubles psychiques ou neuro-psychiques ayant aboli le discernement ou la

contrôle des actes n'est pas punissable.

● **La légitime défense** est étendue à la défense des biens si elle est proportionnée à la nature et à la gravité de l'agression.

● **Création d'une peine de trente ans de réclusion.** Différente de la peine de sûreté de trente ans (c'est-à-dire incompressible) entrée en vigueur mais jamais prononcée depuis le mois d'octobre dernier, cette peine s'inscrirait entre la réclusion criminelle à perpétuité et celle de vingt ans. Les auteurs du projet l'estiment nécessaire depuis l'abandon de la peine de mort, qui avait créé un déséquilibre dans l'échelle des peines. Le meurtre simple et l'assassinat (c'est-à-dire le meurtre avec préméditation) encouraient aujourd'hui la même peine : la perpétuité.

● **Fixation d'un plafond de sept ans pour les peines correctionnelles.**

Il est aujourd'hui de cinq ans — hormis le trafic de stupéfiants qui peut entraîner des peines de vingt ans ou de la perpétuité. Ces deux infractions seraient alors systématiquement criminalisées et jugées par une cour d'assises.

● **Lutte contre les courtes peines d'emprisonnement.**

La prononciation d'une peine inférieure à quatre mois devra être spécialement motivée.

● **Les peines de substitution sont généralisées.**

Jusqu'ici réservées à la sanction de délits ou de contraventions, les peines dites « alternatives » pourraient être prononcées en matière criminelle.

● **L'emprisonnement est supprimé pour les contraventions.**

Ces dispositions, abondamment critiquées dans le monde judiciaire, qui leur reproche la création d'incriminations souples laissant un grand pouvoir d'interprétation au juge et l'absence totale de réflexion conjointe sur l'application des peines, seront discutées vigoureusement au Parlement. La commission des lois sénatoriale a déjà rédigé une certaine d'amendements. De même que, au sein de l'Assemblée nationale, le groupe communiste. A droite, on semble s'interroger encore sur la stratégie à suivre, mais il n'est pas douteux que ce débat — le premier débat de fond depuis des années sur le droit pénal — sera l'occasion de revenir sur la question de la peine de mort, même si la notification du protocole numéro 6 de la convention européenne des droits de l'homme interdit à la France de revenir en arrière avant 1991.

Ag. L.

(1) Le Délégué de l'Etat. Essai sur le privilège pénal, de Thierry Lévy, Ed. Fayard, 1979.

(2) Le Pouvoir, les Juges et les Bourgeois. Ving-trois siècles de répression, de Jean Imbert et Georges Lévasseur, Ed. Hachette, 1972.

(3) Exposé des motifs du livre II.

## Une procédure parlementaire exceptionnelle

Pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République le Parlement va s'atteler à une œuvre législative d'une envergure telle qu'elle va nécessiter un travail de plusieurs années. L'organisation de la discussion parlementaire au Sénat et à l'Assemblée nationale a constitué pour le gouvernement un casse-tête : pas moins de 386 articles seront en effet discutés. Le 15 février dernier, le premier ministre, M. Michel Rocard, a par lettre rectificative divisé en trois projets de loi distincts le texte initial (projet Badinter) qui avait été déposé

sur le bureau du Sénat en février 1986. Malgré le vœu de l'actuel président du Conseil constitutionnel, M. Robert Badinter, qui souhaitait une discussion globale du projet, Mitterrand a opté pour des débats autonomes et fractionnés dans le temps et le « sanctuaire » du projet livre par livre. Toutes les difficultés n'étaient pas pour autant applanies par cette option : comment appliquer sans confusion un code pénal renouvelé fraction par fraction ?

« C'est une bonne chose que le Parlement puisse à la fin du vingtième siècle faire une grande œuvre législative », souligne M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre pour les affaires parlementaires. Sénateurs et députés vont en effet avoir de quoi satisfaire leur désir — rarement assouvi ces derniers temps — de débattre d'une réforme de société.

Compte tenu de l'ampleur du projet, le gouvernement a donc jugé plus prudent, avec l'accord du chef de l'Etat, de découper le texte initial en trois projets de loi distincts.

Le choix d'une discussion étalée dans le temps posait toutefois au gouvernement un problème complexe : il lui fallait éviter que le nouveau code pénal ne se mette en place, morceau par morceau, contraignant les juges à travailler avec une partie du code ancien, et une partie renouvelée.

Une abondante correspondance a été échangée au début de l'année entre le secrétaire général du gouvernement et le ministre de la justice pour trouver une solution. Le ministre de la justice avait un moment envisagé, avec réserve, la possibilité d'insérer dans chacun des textes adoptés « une disposition déférant son entrée en vigueur jusqu'à la date de publication de la loi relative au dernier livre du code ».

Ainsi, l'ensemble du nouveau code pénal pouvait avoir force de loi en même temps. Dans une lettre en date du 20 janvier 1989 envoyée au directeur de cabinet du garde des sceaux, M<sup>me</sup> Noëlle Lenoir, le secrétaire général du gouvernement confirmait les craintes de la chancellerie quant aux risques inhérents à cette procédure. M. Rocard, l'actuel ministre de la Justice, estimait que le Conseil constitutionnel pourrait en effet sanctionner une telle procédure : « Le Conseil constitutionnel pourrait être amené à censurer le procédé sur le même fondement qu'en 1981 : en violation de la règle inscrite à l'article 8 de la déclaration de 1789 selon laquelle « la loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires ».

Le Conseil, pour sa part, M. Denix de Saint-Marc, considérerait que le législateur méconnaît cette règle lorsque, tout en estimant que les peines anciennes ne sont plus nécessaires, il charge le juge, pour des raisons de pure commodité du travail législatif, de continuer de les prononcer pendant une certaine période. Et le secrétaire général du gouvernement résumait sa pensée en avançant un argument massue :

« Pourquoi-on concevoir par exemple d'abroger la peine capitale en donnant à cette abrogation un effet différé ? »

Dans une note en date du 25 janvier, M. Bruno Cotte, directeur des affaires criminelles et des grâces, reprend l'argumentation du secrétaire général du gouvernement. Il cite une décision du Conseil constitutionnel de janvier 1981 qui estime que la non-application immédiate de la loi pénale la plus douce révoquerait à « permettre au juge de procéder à la peine prévue par la loi ancienne », alors même que le législateur vient de les estimer caduques (1).

Le premier ministre se retrouvait donc avec son problème : comment assurer une entrée en vigueur simultanée des livres du nouveau code pénal dont l'adoption définitive aurait lieu successivement. Ne pouvant jouer directement sur le contenu des projets de loi en y introduisant une telle clause, Mitterrand avait finalement cherché à limiter sur le déroulement du travail parlementaire lui-même.

## Dernière lecture en 1991

L'idée avancée par M. Denix de Saint-Marc était simple mais efficace : pour les deux premiers livres, la discussion parlementaire sera arrêtée juste avant leur adoption définitive, le troisième livre sera alors à son tour examiné et amendé et ce n'est qu'à la fin que l'ensemble des projets de loi distincts seront adoptés définitivement lors d'une session commune.

Cette voie ayant été retenue, il suffira que le gouvernement veille à ce que le processus législatif soit arrêté juste avant l'adoption définitive des premiers livres. Par exemple, dans l'hypothèse où l'Assemblée nationale et le Sénat s'approprieraient l'urgence n'a pas été déclarée) à adopter dans des termes identiques un livre, il suffirait au gouvernement d'introduire un simple amendement de pure forme pour relancer les lectures entre les deux chambres.

Dans un rapport envoyé, place Vendôme, le secrétaire général du gouvernement décrit en détail la première phase de la discussion pour le livre premier. Après le Sénat, l'Assemblée nationale discutera de ce livre en première lecture au cours d'une session extraordinaire qui commencera le 15 septembre 1989. Le Sénat examinera ce texte en seconde lecture au début de la session ordinaire d'automne et l'Assem-

blée nationale fera de même après le vote de la loi de finances pour 1990. Une commission mixte paritaire pourrait se réunir à la fin de la session d'automne 1989. La procédure serait interrompue à ce stade afin de permettre l'examen, dans les mêmes conditions et dans les sessions ultérieures, des projets de loi correspondant aux autres livres.

D'autre part, M. Denix de Saint-Marc rappelle que le fait d'interrompre la discussion avant l'adoption définitive (2) ne fragilise pas pour autant la réforme engagée car des renouvellements de l'Assemblée nationale et de changement de gouvernement : « Les textes ayant été adoptés au Sénat, l'éventuel changement de gouvernement ou le renouvellement de l'Assemblée nationale serait sans effet sur la procédure engagée ».

Toutefois, l'option d'un découpage dans le temps préférait à l'ensemble en un seul bloc (3) ne va pas sans difficultés : difficultés que M. Cotte, directeur des affaires criminelles et des grâces, résume ainsi dans sa note : « Malgré l'intérêt d'une telle procédure, les parlementaires acceptent-ils d'interrompre pendant un laps de temps plus ou moins long (éventuellement plusieurs années dans le cas du premier livre) la discussion d'un livre, surtout dans la phase ultime ? Par ailleurs, les circonstances ayant pu évoluer, certains ne vont-ils pas critiquer au stade de la dernière lecture des dispositions adoptées antérieurement ? Le risque de difficultés au moment de la dernière lecture est encore plus grand si la composition de l'Assemblée nationale a changé dans l'intermittence à la suite d'élections législatives. Réponse à toutes ces questions en 1991 ou plus tard... »

PIERRE SERVANT.

(1) Dans sa décision des 19 et 20 janvier 1981, le Conseil constitutionnel avait exprimé le principe suivant : « La loi pénale nouvelle doit, lorsqu'elle prévoit des peines moins sévères que la loi ancienne, s'appliquer aux infractions commises avant son entrée en vigueur et n'ayant pas donné lieu à des condamnations passées en force de chose jugée ».

(2) Un texte n'est adopté définitivement que s'il est voté par les deux chambres par l'Assemblée nationale et le Sénat ou si après échec d'une commission mixte paritaire le gouvernement a demandé à l'Assemblée nationale de statuer en dernier ressort.

(3) Le ministre chargé des relations avec le Parlement estimait à un mois la durée d'une session extraordinaire exclusivement consacrée au code pénal.

Séminaire par le garde des

POINT DE V

U

par Jacques L

ministre de la justice

de révisions de

procédure pénale

à l'Assemblée de

la commission

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice

de la justice



## Société

soumis par le garde des sceaux

Du temps où M. Arpaillange  
était procureur général

### Les sérieuses réserves de la Cour de cassation

Au mois de janvier 1988, M. Robert Badinter avait soumis son projet de code pénal à la Cour de cassation. Une commission restreinte composée du premier président, du procureur général et de sept magistrats de la chambre criminelle ont alors établi un document très critique dont les observations, précises la texture, ne relèvent que leur seule opinion. Le procureur général s'appelle alors M. Pierre Arpaillange. Voici les conclusions de cette commission.

La commission s'interroge tout d'abord sur la nécessité d'une réforme totale et radicale du code pénal. En effet, il est vrai que certains articles avaient vicié et méritaient d'être modifiés ou supprimés, le changement systématique de terminologie de tous les articles, même de ceux qui donnaient satisfaction, n'apparaît pas opportun. Le législateur est ainsi contraint à l'utilisation de notions nouvelles qui n'ont encore été maîtrisées ni par les juges ni par les juristes, et dont l'application soulève d'innombrables difficultés et sera source de multiples recours et pourvois (...). La règle d'or en cette matière devrait être de ne pas toucher à un texte dont on ne veut pas modifier l'esprit. En outre, il ne paraît pas souhaitable de figer dans une loi certains principes généraux de droit, actuellement non écrits, et que nul ne conteste (...).

AMATHE LOGEAT.

### POINT DE VUE

## Un nouveau besoin de justice

par Jacques Léauté  
membre de la commission  
de révision du code pénal,  
professeur émérite  
à l'université de Paris-II,  
avocat à la cour

LES lois pénales font bien davantage que menacer d'une peine les délinquants. Elles définissent surtout les principales règles de conduite destinées à protéger les valeurs éthiques essentielles de la société. C'est pourquoi un nouveau code pénal est indispensable, bien que le code actuel, qui date de 1810, donne à nos juges les moyens de réprimer presque toutes les formes de la criminalité contemporaine.

Notre vieux code est presque à jour. Il a été beaucoup remanié, au vingtième siècle, sans plan d'ensemble, mais en riposte aux circonstances. La plupart des réformes se sont bornées à combler des lacunes nées des nouveaux aspects de la délinquance. Elles ont varié suivant les régimes politiques. Leur succession a rompu l'unité de l'ouvrage dont le caractère impératif s'est estompé.

Telle qu'elle est devenue, la mosaïque de ces dispositions permet de réprimer presque toutes les modalités de crimes et de délits qui se commettent aujourd'hui. Quelques articles de plus suffiraient à doter la justice des derniers moyens qui lui manquent encore. Si le but n'était que d'adapter nos lois criminelles à l'évolution de la criminalité contemporaine, un nouveau code pénal serait superflu.

Mais les lois pénales n'ont pas qu'une fonction de sanction. Leur vote par le Parlement — qui a seul le pouvoir de définir les crimes et les délits — dépasse l'ordre donné au pouvoir judiciaire de punir les coupables.

### Commandements

Chaque incrimination contient un interdit ou une obligation, lesquels visent l'ensemble de la société et non les seuls criminels. En disposant que les meurtriers sont passibles de réclusion criminelle à perpétuité, le code pénal donne force de loi positive à la règle morale « Tu ne tueras point », qui devient, grâce à lui, obligatoire pour tous. La répression du faux témoignage et de la dénonciation calomnieuse constitue la sanction du commandement « Tu ne mentiras point » ; celle des atteintes à la propriété découle du précepte « Tu ne voleras point ». Cette manière détournée est l'unique voie par laquelle l'Etat impose à tous le respect des commandements capitaux.

En démocratie, le droit pénal n'a qu'une source, la souveraineté nationale exprimée, de législature en législature, à travers le vote des citoyens. Par elle, les contemporains se donnent à eux-mêmes les règles de conduite en société qu'ils jugent justes et utiles. Il faut qu'un code pénal soit intimement lié à la conception du juste et de l'injuste que se font les citoyens.

Le processus selon lequel naît et se renouvelle le besoin de justice est sans cesse le même. L'exigence que les lois punissent les conduites

contraires aux aspirations de justice surgit par réaction aux injustices existantes ou ayant existé. Le spectacle de certaines injustices suscite de nouvelles exigences de justice. Le négatif, qui est l'injustice, provoque, par antinomie, le positif, qui a besoin de la justice. Ce processus, qui fait jaillir d'un abus son inverse, a été celui en vertu duquel l'humiliation des hommes a créé l'exigence de leur dignité. Les injustices à partir desquelles se forme le besoin de justice sont celles du pays même, mais aussi, sur certains points, celles qui existent à l'étranger.

Or, depuis 1810, les Français ont été les spectateurs, et souvent les victimes, de trop d'injustices pour que le code promulgué en 1810 puisse répondre à tous les aspects du besoin de justice dont les injustices et les atteintes à la dignité et aux droits de la personne humaine et de démocratie ont provoqué, par réaction, la soif.

### Evolution des mœurs

Même profondément modifié, le code du Premier Empire, si souvent retouché qu'il a perdu son esprit, ne peut pas devenir le manifeste des aspirations contemporaines de la souveraineté nationale française. Il s'agit de donner une âme à un corps de lois. C'est au Parlement d'aujourd'hui qu'il échoit de procéder aux nouveaux équilibres entre les intérêts majeurs des individus et ceux de la collectivité, entre les prérogatives de chaque personne humaine et les impératifs de sauvegarde de la démocratie. Tout doit se tenir. L'équilibre dépend du contenu de chaque règle ainsi que du poids que sa sanction lui confère par rapport aux autres incriminations. Il faut que le Sénat et l'Assemblée nationale débattent de l'ensemble et opèrent leurs choix législatifs en conciliant l'héritage de l'ancien code et la satisfaction des nouveaux aspects du besoin de justice.

La part à conserver des dispositions du code encore en vigueur est considérable, parce que les deux inspirations morales des rédacteurs de celui-ci sont encore celles d'une majorité de nos contemporains, à savoir les commandements de la morale d'origine judéo-chrétienne et l'éthique laïque incluse dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française.

Les interdits bibliques du Décalogue restent ancrés dans la conscience des sociétés occidentales. L'inspiration des articles du code sur les atteintes à la vie, à l'intégrité de la personne, à la pudeur, à la vérité, à la propriété demeurent les commandements reçus par Moïse. La légitimité du droit les a détachées du lien qu'elles avaient gardé sous l'Ancien Régime avec la Révélation divine. Il appartient aujourd'hui au pouvoir législatif d'en fixer l'étendue exacte, compte tenu de l'évolution des mœurs et des possibilités biologiques découvertes durant les dernières décennies.

La seconde inspiration du code de 1810 a été la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de

1789. Les délits d'arrestation illégale et de séquestration arbitraire sont l'application de ce passage de la Déclaration : « Nul homme ne peut être accusé, arrêté, détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites ». L'usurpation de titres ou de fonctions n'est que la mise en œuvre du troisième article de la Déclaration. Nul doute aussi que la volonté contemporaine soit de conserver l'acquis déjà consacré par le code encore en vigueur.

Mais le contenu de la notion de droits de l'homme s'est augmenté, au cours des deux siècles écoulés, surtout depuis que des dictatures et des régimes totalitaires du vingtième siècle ont avili les hommes d'une manière que les révolutionnaires de 1789 n'avaient même pas imaginée. Nous sommes devenus plus exigeants sur le respect de la personne humaine. La notion de droits de l'homme n'est pas figée. Elle vit et grandit, c'est l'un des nouveaux enjeux d'un code pénal.

Il ne s'agit plus seulement d'établir un équilibre entre les droits de l'individu et ceux de l'Etat, à l'instar du code de 1810. Il faut, d'autre part, ajouter dans le plateau de la balance où se trouvent les droits de l'individu, la protection, par de nouvelles incriminations, de droits de l'homme nouvellement reconnus. La tâche du législateur est également d'assurer, d'autre part, dans le plateau où sont placés les intérêts de l'Etat, la protection d'une valeur inconnue du Premier Empire, mais fondamentale aujourd'hui : la démocratie.

### Démocratie

A cet égard, le projet a été établi en mémoire de l'action des chemises brunes ou noires, qui, entre les deux guerres mondiales, détruisaient des régimes démocratiques, et de celle des groupes terroristes qui tentèrent, après la seconde guerre mondiale, d'en déstabiliser d'autres. Le nouveau code apporte, ici aussi, une protection vitale que le vieux code omet.

Les trois sources d'inspiration du projet, la morale judéo-chrétienne, les droits de l'homme, la démocratie sont communes aux autres nations de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. La manière qu'aura le nouveau code pénal français de protéger ces valeurs ne sera qu'une variante parmi d'autres au sein d'une civilisation commune.

Le Parlement décidera du sort des nouveautés du texte déposé. Il serait symbolique qu'il votât le livre premier du projet de nouveau code, qui est la partie générale, et le livre second, qui définit les atteintes aux personnes et dont le premier titre réunit les crimes contre l'humanité, cependant que le second incrimine, notamment, les entraves à l'exercice des libertés d'expression, d'association de réunion et de manifestation, les discriminations ainsi que l'hébergement ou le travail dans des conditions inhumaines, cette année du Bicentenaire de la Révolution. La mise en vigueur de ces livres montrerait que l'année 1989 est en même temps celle du renouveau d'une branche principale du droit français.

# 13 VERSIONS

## Essence

3 portes: **TR  
GTS**

5 portes: **TR  
TS  
GTS  
TSE  
GTX  
TXE  
GTR**

## Diesel

3 portes: **TD**

5 portes: **TD  
GTD  
TDE**

# 4

## VERSIONS SOCIETE

Essence **TR  
GTS**

Diesel **TD  
GTD**

A PARTIR DE

**61.900F**

Venez découvrir la gamme Renault 19 : 16 versions 3 et 5 portes, 3 motorisations essence (dont le nouveau moteur Energy), 1 motorisation Diesel, de 6 à 8 CV. Modèle présenté Renault 19 TXE avec options. Prix dès en main ou 06/02/89 : 85.400F Cons. UTAC : 5,3l à 90km/h, 6,9l à 120 km/h, 9,6l en ville. (7 CV). Garantie anticorrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.



**RENAULT 19**  
**ESSAYEZ-LA!**  
**DANS TOUT LE**  
**RESEAU RENAULT PARIS. ILE DE FRANCE**

**RENAULT**  
DES VOITURES  
A VIVRE



# La Fondation a besoin de votre aide tout de suite\*



*Entraidons-nous pour aider - Tout de suite,  
aujourd'hui, donnons ce que nous pouvons -  
pensons que chaque jour, il en est qui, eux,  
donnent tout -*

*Abbé Pierre*  
+

\*En France, aujourd'hui plus de 400000 personnes sont sans logis, ou vivent dans un logement précaire.

Association pour la  
**FONDATION ABBÉ PIERRE**  
**POUR LE LOGEMENT DES DÉFAVORISÉS.**

Président Fondateur: Abbé Pierre  
Vice-Présidents: André CHAUDIÈRES Délégué Général, Raymond ÉTIENNE, Corrado SIMONI

- ☐ Je vous envoie, ci-joint, un don de ..... Francs  
☐ Je désire recevoir un reçu fiscal  
(don déductible jusqu'à 1 % du revenu imposable et  
3 % pour une entreprise)

Bon à retourner, avec votre don, à  
**Fondation Abbé Pierre**  
**BP 100 94220 CHARENTON CEDEX - CCP 41749 K PARIS**

مكتبة الجليل

## Thérapie gé

Les chercheurs ont réussi à créer  
un médicament pour les personnes  
qui souffrent de la maladie d'Alzheimer.

Un traitement de thérapie gé  
a été développé par des chercheurs  
américains. Ce médicament est  
destiné à ralentir la progression  
de la maladie d'Alzheimer. Les  
chercheurs ont réussi à créer un  
médicament qui agit sur les  
protéines responsables de la  
maladie. Ce traitement est  
destiné à être utilisé en  
association avec d'autres  
traitements.

Le médicament a été testé sur  
des patients souffrant de la  
maladie d'Alzheimer. Les  
résultats ont été encourageants.  
Le médicament a permis de  
ralentir la progression de la  
maladie chez certains patients.  
Ces résultats sont une bonne  
nouvelle pour les personnes  
qui souffrent de la maladie  
d'Alzheimer.

Les chercheurs ont également  
trouvé que le médicament  
agit sur les protéines  
responsables de la maladie.  
Ces résultats sont une bonne  
nouvelle pour les personnes  
qui souffrent de la maladie  
d'Alzheimer.

## Fusion ou co

Les scientifiques ont-ils réellement  
réussi à créer un médicament  
pour les personnes qui souffrent  
de la maladie d'Alzheimer?

Les scientifiques ont réussi à  
créer un médicament pour les  
personnes qui souffrent de la  
maladie d'Alzheimer. Ce  
médicament agit sur les  
protéines responsables de la  
maladie. Les résultats sont  
encourageants.

Ce médicament est destiné à  
être utilisé en association avec  
d'autres traitements. Les  
chercheurs ont également  
trouvé que le médicament  
agit sur les protéines  
responsables de la maladie.

Les résultats sont une bonne  
nouvelle pour les personnes  
qui souffrent de la maladie  
d'Alzheimer. Les chercheurs  
ont également trouvé que le  
médicament agit sur les  
protéines responsables de la  
maladie.



# Le Monde

## SCIENCES ET MEDECINE

### Thérapie génétique : des souris pour des hommes

Des chercheurs ont réussi à « greffer » des gènes normaux chez des souris. Les premières applications sur l'homme sont-elles pour demain ?

UNE équipe de chercheurs français vient, pour la première fois au monde, de réussir à soigner à partir d'un nouveau traitement génétique des souris atteintes d'une maladie grave. Les résultats de ce travail spectaculaire seront publiés dans le prochain numéro de la revue française de génétique *Médecine-Science* (1). Parce qu'il laisse clairement entrevoir une application prochaine à l'espèce humaine, ce travail constitue un tournant majeur dans la toute récente histoire des thérapies génétiques, ensemble de méthodes qui visent à soigner, en agissant directement sur la structure du patrimoine héréditaire (ou génome), des êtres vivants.

On recense environ 3 500 maladies génétiques, affections dues soit à une anomalie d'un gène, soit à une anomalie du génome humain. Certaines, comme la trisomie 21 (ou mongolisme) et la myopathie de Duchenne, sont relativement fréquentes et bien connues. D'autres, au contraire, sont extrêmement rares (quelques dizaines de cas à travers le monde) et difficiles à diagnostiquer. Les uns sont transmis de parents à enfants de manière héréditaire, alors que les autres résultent d'erreurs dans le processus de formation des cellules sexuelles ou dans l'expression du programme génétique lors du développement de l'embryon. Au sens large, on estime que les maladies génétiques, dans leur ensemble, concernent près de 5 % des naissances.

Face à ces pathologies nombreuses et diverses, la médecine ne dispose pour l'essentiel que de moyens dérisoires. Seul un tout petit nombre de maladies génétiques peuvent être prises en charge de manière réellement efficace. C'est notamment le cas de la phénylalanine (anomalie du métabolisme d'un acide aminé présent dans de nombreux aliments, et que l'organisme malade ne peut utiliser) ou encore de l'hypothyroïdie. Ces deux maladies, dépistées à la naissance, peuvent être

prévenues. Pour le reste, les progrès médicaux dans ce domaine se limitent au « conseil génétique » (appréciation *a priori* de la probabilité pour un couple à risque de donner la naissance à un enfant atteint d'une maladie héréditaire) ou au dépistage anténatal de certaines de



En 1986, le docteur Martin Cline (à droite) (université de Los Angeles) avait pour la première fois testé sans succès une thérapie génétique chez deux femmes atteintes de thalassémie.

ces affections afin de proposer une interruption thérapeutique de grossesse au géniteur.

On comprend dès lors toute l'importance, à la fois conceptuelle et pratique, des travaux portant sur la thérapie génétique. Il s'agit ici, en effet, pour la première fois dans l'histoire de la médecine, de corriger à l'échelle moléculaire le patrimoine génétique d'un organisme malade. Or, en d'autres termes, de réussir une greffe microscopique, celle d'un

gène normal qui prendra la place de son homologue défectueux.

D'abord considérée comme totalement utopique, puis expérimentée dès 1980 chez l'homme dans des conditions prématées par le professeur Martin Cline (université de Californie), cette thérapie révolutionnaire fait aujourd'hui l'objet de nombreux travaux qui laissent entrevoir de très larges perspectives en médecine humaine. Prolongement direct des considérables progrès réalisés ces dernières années par les chercheurs en biologie et en génétique moléculaires, les premières et

virus responsable du sida). Chez ces virus, le patrimoine héréditaire est constitué d'ARN (et non d'ADN comme c'est la règle chez la plupart des êtres vivants) et ils doivent s'intégrer au patrimoine héréditaire des cellules qu'ils parasitent en transformant leur ARN en ADN grâce à une enzyme particulière. Il était dès lors tentant d'utiliser de tels virus comme vecteurs des gènes humains que l'on cherchait à greffer dans les cellules animales ou humaines défectueuses.

« Les rétrovirus sont capables d'injecter avec une grande efficacité

des cellules exposées à des rétrovirus sont susceptibles de présenter ensuite dans leurs chromosomes le patrimoine génétique de ces parasites. Une technique de greffe de gènes qui se sert de rétrovirus comme vecteurs est donc, en principe, infiniment plus efficace que la méthode classique du génie génétique permettant de faire simplement pénétrer les molécules d'ADN dans des cellules », écrivait en 1986 le docteur W. French Anderson (NIH Bethesda). « Actuellement, on peut dire que la plupart des équipes qui

vont essayer de faire des thérapies géniques sur l'homme envisagent d'employer le rétrovirus. Toutefois ceux-ci posent d'importants problèmes car, en temps ordinaire, il s'agit d'agents infectieux responsables de nombreux cancers animaux et dont les rares équivalents humains sont responsables de leucémies ou du sida. Il s'agit donc de pouvoir contrôler leur emploi de manière très stricte (2). »

(Lire la suite page 17.)

JEAN-YVES NAÏL

### LE « CANCER DE LA PILULE »

AVOIR recours à la pilule contraceptive peut-il ou non augmenter le risque pour une femme de souffrir d'un cancer du sein ? C'est de toute évidence l'un des problèmes épidémiologiques les plus importants soulevés par la médecine moderne. Une étude publiée dans le dernier numéro de l'épidémiologiste *The Lancet* (daté du 6 mai) vient de bouleverser des données que l'on tenait généralement pour acquises.

Cette étude a porté sur plus de mille cinq cents femmes britanniques âgées de moins de trente-six ans. Au terme de leur analyse, les chercheurs britanniques estiment que la pilule contraceptive majorerait notablement le risque d'apparition d'un cancer du sein. Selon eux, ce risque augmenterait de plus de 40 % chez les femmes ayant pris la pilule durant quatre ans ou plus. Il augmenterait de près de 75 % après huit ans d'utilisation. Depuis une quinzaine d'années, de très nombreuses enquêtes épidémiologiques ont été menées sur ce thème. La plupart — parmi lesquelles une enquête française (*Le Monde* du 5 décembre 1985) — avaient conclu à l'absence de toute corrélation.

Une étude publiée en 1981 dans le *British Journal of Cancer*, quoique très critiquée, avait jeté un certain trouble en concluant à une augmentation significative du risque.

Comme cette dernière, l'étude du *Lancet* ne manquera pas de relancer la polémique et de voir s'affronter gynécologues-obstétriciens, cancérologues et épidémiologistes, ainsi que, d'une manière plus générale, partisans et adversaires des contraceptifs hormonaux.

On peut s'interroger sur les raisons qui font que, sur un sujet aussi important, aucune conclusion indiscutable et définitive ne puisse être établie. Certains estiment aujourd'hui que le risque peut être augmenté chez les femmes qui ont déjà souffert des seins (mastopathie bénigne) ou qui ont des antécédents familiaux de cancer du sein. D'autres au contraire soulignent les effets « protecteurs » de la pilule, à la fois pour des raisons hormonales mais aussi à cause du suivi médical que sa prescription implique.

Ce problème ne devrait cependant pas cacher celui du dépistage précoce et systématique du cancer du sein. On sait que ce dépistage (par mammographie) est possible, utile et rentable. Aucune mesure n'a toutefois encore été prise en France pour que l'ensemble des femmes concernées puissent en bénéficier. Faudra-t-il encore attendre longtemps pour que la volonté politique d'intensifier la prévention trouve ici son premier champ concret d'action ?

J.-Y. N.

### Fusion ou confusion ?

Les scientifiques ont-ils réellement réussi la fusion nucléaire en éprouvette ? L'histoire des erreurs ou des « délicatesses » des savants.

QUE retiendra l'histoire du Britannique Martin Fleischmann et de l'Américain Stanley Pons ? La mémoire de deux chercheurs géniaux qui ont su réaliser dans une simple éprouvette la fusion à froid des noyaux d'hydrogène et celle de deux scientifiques qui ont offert à l'humanité le moyen de produire de façon simple, illimitée et peu coûteuse une énergie que d'autres n'ont pu obtenir malgré les budgets colossaux. Ou simplement le souvenir de deux hommes, pourtant réputés sérieux, qui, par excès de confiance peut-être, ont cédé aux sirènes de la médiatisation et failli aux règles les plus élémentaires de la rigueur scientifique.

Or, plus le temps passe et plus la communauté scientifique doute de la découverte de Fleischmann et de Pons, même si, par égard pour les deux chercheurs anglo-américains, elle garde, selon le mot même de Mick Jagger, responsable britannique du laboratoire de fusion thermonucléaire de Culham, « un esprit ouvert ». Quelques laboratoires ont affirmé avoir reproduit avec succès l'expérience de Fleischmann. Mais beaucoup d'autres, et non des moins (le *Monde* du 27 avril), ont

cherché en vain les neutrons, les rayons gamma et la production d'atomes d'hydrogène superlourd (tritium) qui auraient démontré sans appel que de nombreuses réactions de fusion nucléaire avaient eu lieu.

Sans doute faudra-t-il attendre encore quelque temps pour en finir avec cette affaire et lever tous les doutes. Une précaution dont les chercheurs du congrès de physique de Baltimore ne se sont pas emparés. Le tribunal d'exception de neuf juges qu'ils ont récemment institué en prélude à leurs travaux n'a pas fait de détail. La condamnation est sans appel. Et elle est d'autant plus dure qu'elle souligne que les deux chercheurs ont préféré annoncer en fanfare des résultats plutôt que de se livrer à un complément d'enquête. On s'étonne, en effet, que les détecteurs de neutrons qu'ils ont utilisés aient été si peu performants quand il en existe des surprenants dans le monde entier. On s'étonne aussi que les deux hommes n'aient pas cherché à voir si tel ou tel résultat n'était pas le fruit de mécanismes déjà connus : phénomènes parasites dus aux rayons cosmiques, décroissance radioactive du radon qui produit des particules dans une gamme d'énergie analogue.

On est plus qu'étonné, enfin, qu'aucun protocole précis qui aurait permis de reproduire l'expérience à coup sûr n'ait été publié. La critique est d'autant plus fondée que, après l'annonce, durant le printemps 1989, de la découverte de la supraconductivité à haute température par Georg Bednorz et Alex Müller, chimistes et physiciens du monde entier furent, sur la foi de leurs indications, confirmés sans l'ombre d'un doute les résultats déjà obtenus. Alors ? Si les contraires en cours conduisent à être négatifs, faudra-t-il supposer une fraude scientifique grave, ou un trop grand empressement de la part des chercheurs à publier et à réclamer 25 millions de dollars, ou tout simplement faudra-t-il voir la conséquence de l'incapacité de deux hommes — les physiciens et les électrochimistes — à nouer un dialogue qui aurait permis d'éviter l'erreur.

A Baltimore, M. Walter Meyerhof, de l'université Stanford, qui, dans un premier temps, avait confirmé les résultats des deux chercheurs, a parlé d'une « erreur grossière » qui tenait au placement du thermomètre ayant servi à mesurer le dégagement de chaleur. Et de conclure, poète, en référence aux demandes de crédits des deux hommes : « Dix millions de dollars sont en jeu, mon cher frère, ma chère sœur, parce que quelques savants ont mis là le thermomètre qu'il fallait mettre ailleurs. » Une manière élégante, bien qu'ironique, de lever *a priori* Fleischmann et Pons d'une accusation de fraude si

souvent renouvelée au cours de l'histoire des sciences.

Certes, peu d'affaires sont venues à la connaissance du public. Le milieu scientifique, en général, son linge sale en famille et répugne à tenir la réputation d'un collègue failli. Cela étant, les exemples ne manquent pas. L'histoire des sciences est émaillée d'affaires douteuses, où il est difficile de distin-

guer la simple erreur de la véritable falsification, et dans lesquelles se sont parfois perdus par naïveté, par incompréhension, par excès de zèle, mais aussi par calcul, des scientifiques de renom.

On se souvient de Trofim Lysenko, cet ingénieur agronome auquel on doit les errements de la biologie soviétique à partir des années 30. Fort heureusement, toutes les fraudes scientifiques ne

prennent pas leurs origines dans l'idéologie politique. Certaines sont le fruit de travaux où le chercheur a quelque peu sollicité les faits comme, par exemple, Ptolémée, le premier d'entre eux, qui n'en fut pas moins l'un des plus grands astronomes de l'antiquité.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(Lire la suite page 16.)

### Une découverte comparable à celle du laser et du transistor.

## histoires et légendes de la supraconduction

par Sven Ortoli et Jean Klein

« Une voie originale pour nous éclairer sur le phénomène de la supraconduction. Les chapitres racontent l'histoire alternant avec des nouvelles à la manière de Conrad, Gogol, Borges, etc. »

SCIENCE ET NATURE

« Un vent de passion raconte l'une des recherches les plus barjoes de ce siècle. »

R. VAN EERSEL ET PH. CHAMBRON/ACTUEL

« La réalité ici dépasse la fiction. »

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Almann-Lévy











## ARTS

Au Louvre des antiquaires

## L'éventail se donne des airs

Le Louvre des antiquaires présente deux cents créations du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours. Avec ses jeux et son code amoureux, l'éventail recèle encore bien des secrets.

Jeux de regards, battements de cils et bouffées d'air, plus qu'un vulgaire objet usuel, l'éventail a longtemps été l'indispensable accessoire des modes et l'élégant moyen pour les dames de se donner une contenance lorsqu'elles ne savaient pas quoi faire de leurs mains, ou de leurs amoureux. Lumière tamisée, tentures de soie, clavier en sourdine, le Louvre des antiquaires lui réserve un accueil digne de son rang.

Pourtant, l'éventail a des origines modestes. Serviteur de l'être lorsque les hommes ont voulu s'épargner la fatigue d'attiser le feu, il a fait office de chasse-mouches pour le confort des pharaons, avant que les Japonais ne plient cet ustensile rigide en accordéon et que Marie de Médicis ne l'introduise en France. Scènes mythologiques, portraits ou paysages ornés de scènes, de fleurs, et même pierres précieuses, les artistes ont alors rivalisé d'imagination en créant des objets à la limite du bon goût, mais pleins de fraîcheur, à l'exemple d'une pompeuse scène du XVIII<sup>e</sup> siècle avec Didon et Enée, ou une danse antique, éblouissante dans son ivoire ciselé.

L'exposition énumère les jeux de l'amour et les petits secrets de



l'éventail sans toutefois parvenir à les percer. Pour seule explication, cet éventail-masque du XVIII<sup>e</sup> siècle, aussi bien destiné au carnaval qu'à cacher un émoi passager en toute quiétude. Plus loin, une série de masques blancs décryptent l'art de déclarer sa flamme, d'embrasser ou de repousser un galant dans un jeu diaboliquement habile entre l'éventail et le visage.

Il y a aussi les curiosités, ou comment s'éventiler avec d'insolentes caricatures politiques ou en se souvenant de l'un des premiers vols de la montgolfière en 1783. Surprenant

aussi, cet éventail « Jocko » de 1840 qui ressemble plutôt à un anapoclyptique de bonnets phrygiens. La visite se termine de nostalgique lorsque arrivent les années folles. C'est que la mode est passée, et l'éventail, remis au rayon des accessoires, est parti à l'assaut des scènes de music-hall. Zizi Jeanmaire arbore un sump-tueux « tree to plumes » et Josephine Baker préfère la verroterie.

Souvenir tapageur des corridas d'Espagne, ou allégorie criarde de la femme, peu à peu, au fil des vitrines, l'éventail perd de sa superbe. Dans les années 50, il cède même à la publicité pour Félix le Chat ou une

maison de pompes funéraires américaine. Après avoir éventé les reines et les princesses, il illustre la saga des têtes couronnées dans ses « fanilles ». En 1846, la reine Victoria présente toute sa petite famille. Cent quarante ans plus tard, le prince Andrew et Sarah Ferguson se font tendrement face à face, en souvenir de leur mariage.

## Il suffit de regarder

Mutin, l'éventail réserve encore quelques surprises. Au rez-de-chaussée du Louvre des antiquaires, Lucie Saboudjian a rassemblé dans sa galerie quelques exemplaires des plus révolutionnaires. Certains sont d'époque, mais d'autres plus contemporains donnent envie de sortir les éventails l'été prochain : Siné et Wafinski ont signé des dessins plutôt coquins sur le thème de la Révolution française. Un autre rappelle avec sobriété la Déclaration des droits de l'homme. Plus loin, le gros bateau ventru de Loren Bate mérite bien d'être qualifié de révolutionnaire. Pas la peine de l'agiter pour se rafraîchir : il suffit de le regarder.

BÉNÉDICTE MATHIEU.

\* L'éventail à tous vents. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais Royal, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-97-27-00. De 11 heures à 19 heures, sauf le lundi jusqu'au 22 juillet.

\* L'éventail 1789-1989. Galerie Lucie Saboudjian, au Louvre des antiquaires. Mêmes horaires.

## Le dix-neuvième siècle en Ile-de-France

## Les peintres sont à la mairie

Un choix des œuvres du dix-neuvième contenues dans les musées d'Ile-de-France. Joli désordre...

Comme il est cruel d'être conservateur à Pontoise ou à L'Isle-Adam ! Comme il est fâcheux de ne pouvoir attirer chez soi les foules qui peuplent chaque jour le Grand Palais et le Grand Louvre ! Fort de cette douleur commune, les conservateurs d'Ile-de-France se sont unis pour la guérir. Ils ont eu une idée, une idée toute simple et merveilleusement juste : puisque les Parisiens et les touristes ne vont pas à eux, ils traitent à leur rencontre, ils les accueillent dans Paris, avec leurs œuvres. Ils prendraient Paris par surprise.

Il leur fallait un cheval de Troie, c'est-à-dire un lieu pour abriter leurs trésors en déplacement. Ils ont trouvé la mairie du neuvième arrondissement, qui a sans doute bien des mérites, et une cour où il doit faire bon photographier les mariages, mais qui ne se prête pas — mais vraiment pas — à la mise en scène d'une exposition. C'est là que cet audacieux projet d'extrême musée a perdu de son lustre. Car l'exposition que l'on peut voir au rez-de-chaussée de ladite mairie ressemble étrangement au capatain d'un collectionneur frappé de folie douce. Le visiteur pourrait se croire à l'hôtel des Ventes, à Drouot, juste de l'autre côté de la rue, avant la dispersion d'un héritage trop abondant. On a perdu les tableaux aux murs, sans trop se soucier de l'effet de l'ordre. On a pris quelques aquarelles, des dessins, un petit contingent de sculptures dépareillées, des gravures, des tissus d'ameublement

et même un vieil appareil photographique. Pourquoi pas ? Et pourquoi n'avoir point ajouté à une bicyclette Second Empire, le bonnet de coton de M. Homais, la redingote de Bédouin, les jorjans de Victor Hugo et l'écureuil de Balzac ? Le résultat aurait été plus singulier encore.

Le plus étrange de l'affaire, c'est que ce chaos ne compte pas que des croûtes et des rogatons. Il y a là un Gauguin et un Sérusier venus de Saint-Germain-en-Laye, des Caillebotte, des Luce — pas très bons, mais enfin... — une très charmante marine de Cross et de ses paysages qui passionnent les historiens de l'urbanisme et de l'architecture parce qu'ils montrent la machine de Mary on les « fortifs ». Un peu de rigueur dans la présentation, et le résultat aurait été séduisant. Tel quel, il n'est qu'agaçant.

PHILIPPE DAGEN.

\* Mairie du IX<sup>e</sup>, 6, rue Drouot. Jusqu'au 2 juillet.

## MUSIQUES

Aux Semaines musicales d'Évian

## Le mystère de l'eau et du feu

Sous l'inspiration de Rostropovitch, les Rencontres d'Évian mêlent jeunes et grands artistes en des concerts souvent somptueux.

Le soleil et la brume qui, depuis huit jours, resplendissent sur le lac appellent des flots de musique lumineuse, comme celle que nous produisent samedi Maria João Pires et Viktoria Mullova, qui jouaient ensemble pour la première fois.

Étonnant spectacle, car on ne saurait imaginer alliance plus instrumentelle entre... la petite et la grande, le feu et l'eau, le verbe et le silence, pour tout dire le mariage mystérieux du piano et du violon. Viktoria Mullova, dans sa longue tenue pain brûlé, coule dans le bronze avec son violon. Maria Pires tout en noir avec une grosse ceinture rouge, agrippée à son piano où ses doigts dansent des rondes de lutin !

D'abord un Mozart (en sol, K. 379) qui commence très loin, s'élève comme une prière, s'épanouit en variations harmonieuses, où chaque dent sur leur garde, amies de leur accord improbable.

Dans le Troisième Sonate op. 12 de Beethoven, elles se reconnaissent d'avantage. Et puis, c'est la grande Fauré en si D 934 de Schubert ; les ondes souteraines du piano battent sous le chant immobile du violon, qui fuse ensuite dans les airs. Alors monte la benédiction solennelle du lied, *Sei mir geglaubt*, ce mot

ultime d'un jeune homme qui va bientôt quitter la vie, repris en variations limpides et primaires, sourires, à travers les larmes.

Une grande joie capotée maintenant les yeux si éblouissants de Mullova, tandis que ceux de Maria Pires, une vraie chaleur musicale les réchauffe malgré des bis séparés : une *Serenade* de Bach contre un *Moment musical* de Schubert. Peut-être rejoindront-elles ensemble.

Le concert Haydn de l'Orchestre de chambre de Lausanne, en compensation, semblait un peu terni, malgré les belles symphonies choisies, la *sol majeur* n° 59, avec ses flamboulements de cors au final d'allégresse frémissante, et les *Adieux* (n° 45), dirigés avec une autorité trop rigide par Erich Bergel. Dans ces Adieux, on attendait avec quelque impatience que les instrumentistes finissent leurs quinquets qui tout au long nous avaient éborgnés.

Le jeune grand prix Maurice André, Stephen Burns, si brillant en général, paraît-il, semblait en défiance avec sa trompette, qui laissait échapper des notes incongrues et refusait parfois à d'autres le passage.

Quant à Marc Coppey, grand prix Bach de Leipzig, visage de chérubin, il n'a que dix-sept ans et on paraît quatorze. Son jeu de violoncelle est exquis, son style parfait, mais si ténus l'un et l'autre qu'on ne reconnaît pas l'instrument aux coups d'éclair frénétiques d'un Rostropovitch ou d'un Tortelier. Attendez qu'il ait atteint son véritable épanouissement physique.

JACQUES LONCHAMPT.

## Le premier album de Tahra

## La belle Mauritanienne

Une jeune chanteuse de Mauritanie fait une entrée fastueuse dans la musique africaine.

Tahra est un nom coranique qui signifie « la pure ». C'est aussi celui qu'a adopté la première chanteuse mauritanienne à publier un album. Il est vrai que dans son pays (un peu plus de deux millions d'habitants), il n'existe pas d'industrie phonographique. Les seuls enregistrements s'effectuent au magnétophone en profane de la prestation de l'artiste à l'occasion d'un mariage. La cassette (pas plus de 3 000 exemplaires) ainsi réalisée allant ensuite jusqu'au fond de la brousse.

Tahra, de son vrai nom Tahra Mint Hembra, est née à Nema, à l'est de la Mauritanie, dans une région d'où sont originaires la plupart des musiciens mauritaniens. Le père de Tahra était griot et élite, dit l'âge de dix ans, joue de l'aridine, une harpe du désert proche de la Kora de Mory Kanté. Mais

c'est avec le cheikh Ould Becha, le maître d'une petite guitare à cinq cordes appelée tidinit, que Tahra s'imprègne de la musique traditionnelle des grands espaces, aride, pleine de souplesse et de vents légers.

Depuis l'âge de quinze ans, Tahra se produit en Mauritanie dans des mariages et des soirées privées. En France, où elle réside depuis sept ans, elle a beaucoup travaillé avec les frères Touré. Elle a fait sa synthèse personnelle entre le son de la musique occidentale et le mélange de rythmes tribaux et de romantisme lancinant.

Avec la collaboration de musiciens de jazz dont Didier Lockwood, Tahra a réalisé un album éphémère qui s'écoule de la première à la dernière page et qui raconte les légendes de Mauritanie, les amours et les utopies, les petits et les grands problèmes d'un pays à la frontière de l'Afrique noire. Tahra a une étonnante voix lumineuse, large, limpide, une voix de marabout, c'est-à-dire avec une façon particulière d'aller chercher les notes avec la bouche — la tradition mauritanienne voulait jusqu'à une date récente que l'on chante avec le voile ou le turban sur la bouche.

Déjà reconnue par ses pairs, de Youssou N'Dour à Touré Kunda, Tahra espère bien se produire en concert à la rentrée prochaine. Bien entourée, à l'exemple de ce qu'elle est passée lors de l'enregistrement de son premier disque, elle peut vite s'imposer comme la nouvelle star africaine.

CLAUDE FLOUTER.

\* Album et C.D. EMI.

## VENTES

## Cartes postales

Elles sont la mémoire d'une France qui n'est plus. Paul Eluard et André Breton en possèdent quelques milliers. Les cartes postales de ce début de siècle ont été les instantanés, les premiers clichés modernes d'une époque, avant que la photographie n'envahisse les pages des journaux.

Loin de tous mouvements spéculatifs, elles sont pourtant l'objet de convoitises. Il y a à présent de quarante mille collectionneurs de cartes postales en France. Aujourd'hui, ce sont les cartes postales régionales qui sont recherchées par 90 % des amateurs. A quelques exceptions près, elles sont trop spécifiques pour être cotées. Pourtant la carte-photo d'une voiture de laiterie attelée à un chien est estimée à plus de 600 F. Celle de la sellerie-bourellerie d'Eugène Pierre à Hambye, dans le département de la Manche, se négocie autour de 800 F.

L'image du vieux Paris avec ses petits métiers aujourd'hui disparus a toujours autant d'attrait pour le Français et bien plus encore pour l'Américain sévère de clichés. Le montreur d'ours s'envole à plus de 5 000 F, tandis que le teneur de chiens sur la berge de la Seine, daté du 8 janvier 1904, n'est estimé qu'à 250 F.

Les vedettes de la scène sont, elles aussi, immortalisées sur cartes postales. Certaines sont rehaussées de dorures. Sarah Bernhardt est la star de ce monde de carton, suivie par Cléo de Mérode, Régane et Otéro, toutes photographiées par Reutlinger. Elles font partie d'un lot de soixante cartes, évaluées à 500 F. On peut ajouter Mata-Hari, adjugé l'an passé pour 150 F. Autre sujet

très recherché, les « Arcimboldesques », compositions inspirées d'Arcimboldo.

Les surréalistes ont un eu un coup de foudre pour ces compositions naïves, aux noms suggestifs, qui faisaient souvent appel à des femmes nues pour recréer un visage. Elles sont aujourd'hui estimées à 400 F.

La carte postale a également joué un rôle de témoin, reportage photographique avant la lettre. « La grève des boulangers », le 22 septembre 1906 à Meaux : approvisionnement de pain par la troupe » (300 F) est devenu un classique. Tout comme « Gare du Havre : accident du 17 juin 1907 » (250 F). La politique se déclina sous toutes les formes et sur tous les tons. Par le jeu, avec huit cartes postales dessinées en couleurs, où chaque motif est indépendant des autres, mais, mises bout à bout, elles forment un puzzle à l'honneur du Kaiser Guillaume II (800 F). Sur le ton officiel avec un album de cent neuf cartes représentant les souverains anglais, ou un ensemble important axé sur la guerre des Boers. Sur le mode de la caricature, avec trois cartes à tirette, illustrant la politique de la France de Loubet envers l'Italie. Les échos de l'affaire Dreyfus se retrouvent en carte postale. On y voit, entre autres, Zola assis sur une bête, brandissant un miroir qui représente le capitaine Dreyfus ; elle vaut aujourd'hui 300 F. Celles qui étaient imprimées par la Librairie anté-gémite valent moins cher (entre 600 F et 800 F la série).

ALICE SEDIAR.

\* Vente : le 16 mai, à 14 h 15, à Richelieu-Drouot.

**Le Monde**  
ARTS-SPECTACLES  
**SPÉCIAL CANNES**  
12 pages

► **EXCLUSIF** : Interviews de Shohai Imamura, le réalisateur de « Pluie noire », et de Mickey Rourke, l'acteur principal de « Francesco ».

► **BILAN** : La santé du cinéma français.

► **PORTRAITS** : Josiane Balasko et Marianne Sägebrecht, les nouveaux « canons » de la Croisette.

Supplément gratuit avec  
**Le Monde**  
MERCREDI 10 MAI (DATÉ JEUDI 11)

Ensemble InterContemporain  
Direction Lawrence Foster

Ouvrages de  
Takemitsu - Enesco  
Newson (création)  
Schönberg

David Thomas, guitare  
Gérard Schott, basse

Lundi 22 mai, 20 h 30  
Théâtre Renaud-Barrault  
Location 42 56 60 70

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

Dans Télérama cette semaine

**Quelle actrice voudriez-vous pour grand-mère ?**

Les écrivains choisissent Jeanne Moreau, les sportifs Michèle Morgan, les chanteurs Arletty, et les cinéastes Micheline Presle. Mais grâce à un sondage national, les français, eux, plébiscitent Denise Grey et désignent les autres membres de la famille idéale du cinéma français.

Egalement au sommaire de Télérama, tout sur le festival de Cannes et un entretien avec Jacques Berque, le grand spécialiste de l'Islam, qui va au-delà des passions à propos de l'affaire Rushdie.

Télérama : l'intelligence critique.  
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

LA FAMILLE IDÉALE DES FRANÇAIS

مكتبة الشارقة



## Culture

### MUSIQUES

Clubs de jazz et restauration à New-York

## Le jazz vient-il en mangeant ?

Les clubs de jazz font restaurant, les restaurants s'ouvrent au jazz. Rapports flous mais prometteurs à New-York, entre la musique et la gastronomie. Une nouvelle forme de tourisme musical ?

Deux mesures de choros, et Phil Woods stoppe net. D'un geste, il fait applaudir le solo du pianiste (Hal Galper, tout de même...) et reprend en haussant les épaules. Sans son, comme d'habitude, le phrasé à vif, nu, l'alto tranchant et dévot. A ses côtés, le génial et bizarre Tom Harrel (trompette) n'a pas moulté. Soudain, comme tiré en sursaut d'un début d'assoupissement - décalage horaire, lourdeur post-prandiale - un peuple de dieux s'exécute : applaudissements, sentiment d'une gaffe. Restons vigilants. On est au jazz : pas obligés de connaître la carrière de Hal Galper ou les dépressions de Tom Harrel, mais attentifs.

La scène se passe au Sweet Basil. Le club à la mode avait commencé par l'avant-garde populaire : il fait maintenant dans la restauration musicale. Il n'est pas le seul. Mouvement général. Le jazz est partout, son centre nulle part. Deux circuits touristiques - c'est une nouveauté - s'affichent au programme, avec tournée des grands ducs, bouffe en cadence et deux consommations dans un « legendary jazz club ». Une entreprise, la Harlem Spiritual Incorporated (ça se traduit par « spirituelle »), propose carrément le tour avec pique-nique dans Central Park ou lunch façon louisianaise (soul food), messe baptiste (gospel) et cabaret dans le style des années 20 (où font-ils du jazz ?).

Compter 65 dollars. C'est cher, mais, si l'on y réfléchit bien, c'est très complet. Sinon, la seule entrée dans un club plus un verre revient en gros au même prix que le nouveau paro Astérix. Pour voir un Phil Woods lumineux (sans sono !) et

Tom Harrel perdu dans son rêve, c'est donné. En face, des touristes en pognette - parce que désormais, il faut bien le dire, venir à New-York City sans écouter du jazz, ça ne rime plus à grand-chose - et de nombreux fils (et filles) de l'Empire du Soleil tentent héroïquement contre l'emprise du sommeil.

Parfois, ils oublient d'applaudir Hal Galper. C'est humain. Peut-être peut-on prévoir des aménagements d'horaires ? Après tout, la fin de la soirée conviendrait mieux que toutes ces nuits avancées. Et un petit signal lumineux, comme à la télé en direct, permettrait de s'y reconnaître dans ces histoires de choros et d'enchaînements, non ?

Depuis dix ans, les clubs se sont réunis à la restauration. Les amateurs s'ont jamais beaucoup aimés cela. Vous les connaissez, ils ne peuvent s'empêcher de faire les intéressants, ils estiment la formule un rien méprisante (*Variations Goldberg* à deux doigts du piano de Glenn Gould, en dévorant une paille : on imagine le tableau).

Les amateurs jouent aux puristes. C'est que souvent ils aiment trop la cuisine pour supporter ces divertissements. Mais après tout, ils ne font pas la loi. Depuis deux ans, par réciprocité, les restaurants engagent des musiciens. Le *Fortune Garden Pavilion*, par exemple, n'est pas un club de jazz qui sert des repas :

« Nous sommes un restaurant chinois qui présente du jazz ». Nuance. Le jazz attire les amateurs. Les amateurs ordinaires sont ravis de la surprise. Les musiciens jouent. C'est une espèce de contentement général. Pas mal de gens font leur beurre. Et les répercussions musicales ne devraient pas manquer de peigner.

Depuis six mois, ainsi qu'une vingtaine d'autres, le délicieux Blue Willow - café à l'angle de Broadway et de Bleecker street - s'est mis à la page. Style de musique ? Assez nouveau, parfois indéfinissable, moins le jazz que l'idée qu'on s'en fait ordinairement. « Revivalisme » à tous les étages - et le « revivalisme » désormais ratisse large - nostalgique de fin

d'époque, insistant de conservation, le jazz est l'objet de mille soins : *Classical Jazz Festival*, *Jazz Heritage* à Carnegie Hall, *Classical Jazz* au Lincoln Center, etc. Le vivre musical de la ville permet d'écouter des promesses. Ce ne sont pas des étudiants fanatisés que présentent les restaurants, c'est Phil Woods, c'est Tommy Flanagan, c'est Sarah Vaughan ou le mystérieux Tom Harrel, que la Faculté a déclaré schizophrène, en 1967.

### Quelques ratées

Bradley's, club historique changé en élégant réfectoire, accorde une gloire tardive à Freddy Cole. Freddy est le frère du regretté Nat « King » Cole. Il lui ressemble comme deux gouttes d'eau, saut de la voix et moustaches comprises. En pleine mode des jumeaux (au cinéma), Freddy Cole se taille un joli succès sur l'air de « Je ne suis pas mon frère, je suis moi » (*I'm not my brother, I'm me*). Le jazz aussi ? Si ce n'est pas ton frère et ton talent, Freddy Cole a réellement du talent. Là est toute l'ambiguïté. La promesse ambiguë.

Laissons donc jouer les modes. Sweetwater's, haut lieu du rythme à blues vient d'ouvrir une cave de jazz. Les lieux les plus branchés (*The Cat Club*) en font autant. Mouvement inverse, l'antique Village Gate donne dans le blues (Robert Jr. Lockwood, Pinetop Perkins). Les choses changent sans changer. Question entière : quel est le lien secret, organique, profondément oral, entre le jazz et l'absorption (de pourritures, de breuvages, de substances) ? Une histoire des origines, probablement, où le sexe et le rang social sont intéressés. Comme d'habitude.

A nouveau public, nouvelles attitudes. Et quelques ratées. On laisse filer comme un rien un choros (un peu pâle, il est vrai) de Hal Galper. Mais enfin, c'est Hal Galper. L'autre soir au Fortune Garden, une table à chahuté Ray Bryant (chahuter Ray Bryant, juste ciel !) pour une sombre histoire d'incompatibilité musicale. L'amateur se fâche. Au Blue Note, désormais autoproduit « le plus chic au monde des jazz clubs restaurants », Stanley Jordan, jeune prodige du « touch system » à la gui-

tare, y va de ses inventions délicates. Dix blocs plus loin, Tal Farlow, prince souriant du même instrument, égère en duo des harmonies de *Satin Doll* ou *Nuages*. Son bassiste, tout à fait excellent, est comme le restaurant où il se produit : italien jusqu'au bout des pâtes.

Manhattan reste dans Manhattan le pôle privilégié où l'on peut, en s'immergeant de sauce pour poulet frit, entendre sans le voir Tom Harrel très près, là, dans le dos. Simple question de forme des tables de restaurant : le problème devrait prochainement trouver une solution élégante. On peut aussi voir à les toucher Betty Carter (à l'Indigo Blues), Sarah Vaughan ou Dizzy Gillespie (hélas au Blue Note), Lester Bowie et Claudine Amina Meyers (au Carlos V, spécialité de la Caribbe) en dînant ou non. Semaine qui n'a d'ailleurs rien d'exceptionnel, c'est une question de pure chance. On peut tomber plus ou moins bien, ce sont choses du jazz. Dans quelques jours (le 19), on annonce Sonny Rollins et le jeune Branford Marsalis. Ensemble, oui, ensemble.

An Village Vanguard (prononcer « vanguard », comme avant-garde), Max Gordon continue de veiller silencieusement sur ses invités. Il n'a plus d'âge. Il est toujours là, dans cet autre qu'il a fondé voici plus de cinquante ans. Toutes les légendes modernes et post-modernes du jazz se sont dessinées ici. Ici, on ne dîne pas. Ni repas, ni fourchettes, ni bistro : du seullement. Les « jazz-circuits » se contentent du premier set. Quelques curieux encore pendant le deuxième.

A partir du troisième, d'étranges martiens volent et explosent débarrassant par l'escalier à pic. Ils rient fort, se confondent des cris au pied de l'arrière-salle et descendent à partir de vue les uns dans l'Hexagone. Trois (Lucky Dube, Stimela, Soul Brothers) sont des stars dans leur pays. Prenez un échantillon de la population d'Afrique du Sud, quatre Noirs et quatre Blancs, hommes et femmes, toutes ethnies confondues, Armez-les d'instruments de musique. Le résultat s'appelle Zia et c'est un mélange de couleurs et de cultures. Zia a été créé il y a quatre ans par le batteur du groupe, un Rhodésien blanc. Trois albums ont déjà été publiés. Avec dans son rock mélangé zoulou, un étrange parfum de musique country d'un timbre de voix de sa chanteuse.

Comme tous les groupes de « Franchement zoulou », Soul Brothers, qui succède sur scène à Zia, propose une vraie troupe : le chanteur-les autres de trois synthétiseurs, de deux guitaristes, d'un

FRANCIS MARMADE.

Première tournée sud-africaine au Zénith

## La vague zoulou

La caravane « Franchement zoulou » préfigure l'entrée en force de la musique noire sud-africaine en France.

L'Afrique du Sud a fait son entrée sur la scène musicale il y a deux ans avec Johnny Clegg. Mais il est juste que le phénomène succède d'un homme blanc installé en Afrique du Sud depuis l'âge de sept ans et si fortement imprégné des traditions zouloues qu'il les a transmises lui-même admirablement, n'occulte pas l'extrême richesse et diversité d'une musique noire sud-africaine accordée à l'histoire et à la vie des gens.

Organisée en collaboration avec Christian Mousset, l'instigateur du Festival des musiques méridionales d'Angoulême, la caravane « Franchement zoulou » constitue la première tournée de musiciens noirs sud-africains en France. Cinq groupes (Stimela, Lucky Dube, Soul Brothers, Zia et Ngane Khamba) composent le programme de chaque concert, cinq ensembles qui interprètent des musiques différentes les uns des autres - du mbongo, la nouvelle musique urbaine populaire, au « bubble-gum music », au rock mélangé, au reggae, et aux traditions ethniques - mais avec toujours en commun ce *beats* particulier qu'on ne trouve que du côté de Soweto.

Présenté à Angoulême samedi 6 mai, à Amiens lundi 8 et au Zénith le 11, la caravane « Franchement zoulou » regroupe soixante musiciens dotés d'une technique éblouissante, d'une énergie vitale et d'une capacité exceptionnelle d'émotion. Tous sont encore inconnus dans l'Hexagone. Trois (Lucky Dube, Stimela, Soul Brothers) sont des stars dans leur pays.

Prenez un échantillon de la population d'Afrique du Sud, quatre Noirs et quatre Blancs, hommes et femmes, toutes ethnies confondues, Armez-les d'instruments de musique. Le résultat s'appelle Zia et c'est un mélange de couleurs et de cultures. Zia a été créé il y a quatre ans par le batteur du groupe, un Rhodésien blanc. Trois albums ont déjà été publiés. Avec dans son rock mélangé zoulou, un étrange parfum de musique country d'un timbre de voix de sa chanteuse.

Comme tous les groupes de « Franchement zoulou », Soul Brothers, qui succède sur scène à Zia, propose une vraie troupe : le chanteur-les autres de trois synthétiseurs, de deux guitaristes, d'un

### CINÉMA

## La mort de Ruggero Maccari

Le scénariste italien Ruggero Maccari est mort lundi 8 mai à Rome. Il avait écrit quelques-uns des plus grands succès du cinéma italien des vingt dernières années.

Anteur de plus d'une centaine de scénarios, il s'était tout d'abord spécialisé dans les histoires comiques interprétées par l'acteur Totò. Puis il avait notamment signé le *Fantaron*, *Parfum de femmes*, la série des *Monstres*, de Dino Risi, ou le *Grand Embouteillage*, de Luigi Comencini. Ruggero Maccari a ensuite collaboré avec Ettore Scola avec qui il a signé les scénarios d'*Une journée particulière*, le *Bal*, *Maccaroni* ou la *Famille*.

MURIEL, 23 ans diplômée scripts C.L.F., anglais souhaiterait effectuer stages : SCRIPE PRODUCTION MONTAGE (Séjour USA dix-huit mois à Boston) Ecr. DANIELE, carnet du Monde 7, rue des Italiens, PARIS-9<sup>e</sup>

**PIANO**  
9 MAI  
MURRAY PERAHIA  
18 MAI  
RADU LUPU  
29 MAI  
MAURIZIO POLLINI  
SALLE PLEYEL  
LOCATION : 45.63.88.73  
Programmes disponibles à la salle

percussionniste, de cinq choristes et des danseurs aux gestes fulgurants et répétitifs. La musique de Soul Brothers, c'est celle de la rue d'aujourd'hui. Le blues joué avec une concertina par Ngane Khamba est né par contre au début du siècle dans les ghettos des villes minières et est fortement enraciné dans les traditions zouloues.

Lucky Dube, venu d'un treillis, apporte une touche sud-africaine au reggae et le revigore à sa manière, un peu comme l'ivoirien Alpha Blondy, avec un message d'orgueil et d'espoir, avec la simplicité et la beauté des mélodies. Mais Lucky Dube, qui a une vraie magie scénique, ne se contente pas d'offrir des sonorités nouvelles au reggae. Il dispose d'une variété de styles, de la ballade soul à l'exubérant mbongo. A vingt-cinq ans, après huit albums déjà enregistrés, il est sans doute l'artiste noir sud-africain le plus apte à traverser les frontières.

Stimela est le dernier groupe de la caravane. Il est aussi le plus prestigieux : son chef, Ray Phiri, a participé activement à l'enregistrement du fameux disque *Graceland* de Paul Simon. Stimela joue aussi bien du funk sophistiqué qu'une musique de fusion ouest-africaine ou les refrains des townships. Curieusement, son chef manque de charisme sur scène...

Six heures de concert se terminent par un final (chanté et dansé) de toute beauté avec la participation des soixante musiciens de la caravane.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Albums et CD, Celluloid.

### CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

**LES MIDIS MUSICAUX ACCROCHE NOTE PASCAL DUSAPIN**  
Thierry DRAN  
DELIN, GOUNOD, BERLIOZ  
Christa LUDWIG  
présente les  
CHAIGNAUD  
SUZANNE MANOFF  
piano  
MOZART, POULENC  
ROSSINI, SCHUBERT  
R. STRAUSS, WOLF

**LA VOIX HUMAINE**  
Tragédie lyrique  
en un acte  
Mise en scène de J. COCTEAU  
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS  
Dir. : Serge BAUDO  
Sol. : Gwyneth JONES  
Mise en scène : Alain Francon

**SCHUMANN**  
Le Paradis et la Péri  
CHOEUR et ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS  
Dir. : Andrea GIORDI  
Sol. : Karita MATTLA  
Michele LAGRANGE  
Marianna RORHOLM  
Kath LEWIS  
Pettini SALOMAA

**Concert YORK HOLLER B.A. ZIMMERMANN ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS**  
Dir. : Lorber ZAGROSEK  
Sol. : Karan ARMSTRONG  
supra  
Maurice PALM  
Maurice

### DANSE

Le San Francisco Ballet en visite à Paris

## Les cracks de la baie



ancienne étoile des Ballets russes de Diaghilev, en est le premier directeur, en 1933. Bien que la troupe soit venue en priorité aux divertissements lyriques, dans le War Memorial Opera House qui vient d'ouvrir (et où elle danse toujours), elle commence à donner des soirées entières de ballet.

Elle va bientôt s'enorgueillir d'une tradition de « premières » en Amérique : première production longue durée de *Coppélia* en 1939 (chorégraphie de l'Américain William Christensen), premier *Lac des cygnes* intégral en 1940, suivi en 1944 du premier *Casse-Noisette*.

En 1942 ouvre l'Ecole du ballet, qui compte actuellement deux cent cinquante élèves et fournit en sang froid le SFB. Celui-ci comprend aujourd'hui cinquante-cinq danseurs (plus six stagiaires) : il donne

quatre-vingt-dix-huit représentations par an à San Francisco et en tournée, son budget annuel est de 13,5 millions de dollars. Il a son propre orchestre.

### Vif et dynamique

Son ascension véritable vers le « top » international est de fraîche date. C'est l'œuvre d'un homme, l'Américain Helgi Tomasson, son directeur artistique depuis 1983. Il a accepté en poste exactement cinq jours après s'être retiré de la scène - à quarante-trois ans : ni trop tôt ni trop tard, bravo ! - où il fut, notamment au sein du New York City Ballet, l'un des danseurs les plus purs, les plus élégants de l'époque. Qualités qu'il ambitionne manifestement de transmettre à sa troupe ; il est sur la bonne voie.

Sous la cravache d'Helgi Tomasson, une troupe brillante et décidée qui galope vers le premier rang international. Pour la première fois, la semaine prochaine, à Paris.

San Francisco, 13 avril 1989, 17 heures. Des limousines noires s'arrêtent devant un beau building neuf sur la façade duquel est inscrit en lettres d'or « San Francisco Ballet Association ». Les gens qui en descendent, pas vraiment jeunes dans l'ensemble, sont plutôt élégants. On aperçoit des bijoux qui ne viennent manifestement pas du pique-nique local. Un vieux monsieur distingué porte un t-shirt « San Francisco Ballet », mais ne s'est évidemment pas un danseur.

Des groupes se forment dans le vaste hall bleu. Des billets distribués des feuilles indiquant le programme de cette journée « portes ouvertes », les différents lieux à visiter (salles vidéo, bureaux, studios, école de ballet) et les rafraîchissements offerts à chaque étape : saumon blanc, cabernet, beignets à la vanille... « Make yourself at home », conclut la feuille de route.

Ce n'est pas un mot en l'air : ces touristes spéciaux sont les mécènes du San Francisco Ballet. Le superbe immeuble construit en 1983 leur a coûté 13,5 millions de dollars, et ils vont participer à hauteur de 250 000 dollars aux frais de la tournée parisienne. Accessoirement, ils offrent les vins (tous californiens). Leurs noms sont gravés sur une immense plaque de marbre, dans l'entrée, un peu style monument aux morts.

Le San Francisco Ballet est l'une des trois plus importantes troupes classiques des Etats-Unis. Les deux autres nous sont plus connues pour avoir fait plusieurs tournées en France : l'American Ballet Theatre, était à Paris en octobre dernier, le New York City Ballet y reviendra l'automne prochain. Mais face à un NYCB qui se remet mal de la mort de Balanchine et à un ABT toujours à la recherche de son identité, le SFB, visiblement en sommet, pour certains critiques new-yorkais beaux joueurs, c'est déjà la meilleure troupe du pays.

C'est par ailleurs la plus ancienne. Comme ses deux rivales, elle a des chromosomes russes : Adolph Bolm,











## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de la semaine. Signification des symboles: P Signifié dans « le Monde radio-télévision » • F Fait à l'étranger • On peut voir • Ne pas manquer • Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 9 mai

## TF 1

20.45 Football. Quart de finale de la Coupe de France (match retour).

**NOUNOURS EST DE RETOUR !**  
avec Nicolas et Prémontelli  
**IL A LE TÉLÉPHONE :**  
**36 65 64 64**  
Tous les soirs 19h55

En cas de prolongations,  
les émissions qui suivent seront retardées.

22.35 Magazine: Ciel, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne. 0.00 Journal et Météo. 0.20 Magazine: Livres en tête. De Joseph Poir et Jacques Duquesne. 0.30 Série: Drôles d'histoires. Mémoires: Erreur de jeunesse.

## A 2

20.30 Météo. 20.35 Cinéma: la Cuisine au beurre. Film français de Gilles Grangier (1963). Avec Fernandel, Bourvil, Claire Maurier. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine: Stars à la barre. Présenté par Daniel Billaud. Thème: « Parapsychologie et surnaturel ». 23.20 Informations: 24 heures sur la 2. 23.40 Séance seconde. Pierre Boulez, philosophe. 23.45 Magazine: Du côté de chez Fred.

## FR 3

20.05 Jeu: La classe. Présenté par Fabrice. 20.25 INC.

**QUE CHOISIR RAQUETTES DE TENNIS**  
**IL Y EN A UNE FAITE POUR VOUS**  
**TROUVEZ-LE DANS**  
**QUE CHOISIR DE MAI**

20.35 Têlémag: Les frères Rico. De Paul Wendkos, avec Ben Gazzara, Jack Carter. Un mafioso dévot par ses pairs. 21.55 Journal et Météo. 22.30 Télévision régionale.

## Mercredi 10 mai

## TF 1

13.35 Feuilleton: La ligne de chance. 14.30 Club Dorothée après-midi. 17.50 Série: Les ruses de Saint-François. 18.45 Arts de recherche. 18.50 Feuilleton: Santa-Barbara. 19.20 Jeu: La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. 20.35 Météo et Tapis vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés: Sacré soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités: Daniel Guichard, Pierre Bellemare, Jeanne Mouton, Francis Gail, Tanita Tikaram, Wex, Wex, Vanessa Paradis, Miguel Bosé, Kiki, Bruno Glimpse. 22.35 Magazine: Ex libris. De Patrick Poir d'Arvor. Thème: « La face cachée de... ». Expliquez-moi: Eric Segal (Docteur), Louis Pauwels (Dix ans de silence). Extérieur livre: Marcel Pagnol (Les Amis Pagnols). Avant-première: Leveurs d'Arabie. 23.40 Journal et Météo. 23.50 Magazine: Cinéma: Studio Hollywood. De Franck Maubert et Anne-Christine Fournier. Sommaire: Neuch Cherry; La Baudra; Raf pakistanaia à Londres; Farid Chopel; Monika Spruz; Une galerie d'art contemporain à Cologne; Mare et Robert; L'album des Rita Mitsouko; En avant. 0.30 Série: Drôles d'histoires. Invités: Studio macho.

## A 2

13.45 Série: Falcon Crest. 14.30 Série: Quel de neuf docteur ? 14.40 Magazine: Chaud les glaciers. 16.20 Magazine: Enroclé. 16.30 Feuilleton: Les années collège. 17.00 Magazine: Drôle de plaisir. 17.15 Magazine: Croff. 17.50 Série: Les deux font la paire. 18.40 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.00 INC. 19.05 Plaisir de rire: L'appart. 19.30 Journal et Météo. 20.10 Football. Coupe d'Europe: finale de la Coupe des coupes, en direct de Londres.

En cas de prolongations,  
les émissions qui suivent seront retardées.

## FR 3

13.30 Magazine: Une pêche d'enfer. 13.57 Flash d'informations: Spécial Bourse. 14.00 Magazine: Péro-choc (rediff.). 14.30 Jeu: Cherchez la France. 15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations: Spécial Jeunes. 17.05 Petit ours brun. 17.06 Ultime 31. 17.10 Jeu: Les 100. 17.35 Signé: Carls eyes. 18.00 1789 au jour le jour. 18.02 Magazine: D'ouest vend la mèche. 18.30 Jeu: Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.50 Desin animé: Dénier, le dernier diosmure. 20.05 Jeu: La classe. 20.35 Théâtre: la Trilogie de la village. Pièce de Carlo Goldoni, texte français de Frédéric Marceau. Mise en scène de Giorgio Strehler. I. La marie de la village, avec Pierre Dux, Jacques Beyer, Denise Genet, Françoise Seigner, Ludmila Mikhal. 22.00 Journal et Météo. 22.25 Magazine: Opéra. Nouveau magazine international de l'art lyrique, de Claire Newman, proposé dans le cadre des « Océaniques ». 23.40 Musique, musique.

## CANAL PLUS

20.30 Cinéma: Alostete, le je pluser en Film français de Pierre Zucca (1987). Avec Claude Chabrol, Valérie Allain, Fabrice Lucchini. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma: le Justicier de New-York. Film américain de Michael Winner (1983). Avec Charles Bronson, Deborah Raffin, Ed Lauter. 23.30 Cinéma: les Merveilles Gargues. Film américain de Rick Rosenthal (1983). Avec Sean Penn, Rami Sargent, Esai Morales (v.a.). 1.15 Cinéma: Dans la chaleur de Saint-Tropez. Film français classé X de Gérard Kikloze (1981). Avec Marilyn Jess, Jean-Pierre Armant.

## LA 5

20.30 Cinéma: le Fon de la labe 4. Film français de Jacques Besnard (1967). Avec Bernard Blier, Jean Lefebvre, Pierre Brasseur. 22.30 Magazine: Ché Clap (rediff.). 22.40 Têlémag: Les héros sont fatigués. De Roger Duchovny. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Les héros sont fatigués (suite). 0.40 L'inspecteur Derrick (rediff.). 1.45 Série: Les veuves au parfun (rediff.). 3.25 Journal de la nuit.

## M 6

20.35 Têlémag: Un tueur dans New-York. De Jud Taylor, avec Martin Sheen. 22.05 Série: Châti de l'ame. 22.55 Six minutes d'informations. 23.00 Magazine: Turbe (rediff.). 23.30 Magazine: Adventure (rediff.). 23.55 L'homme de fer (rediff.). 0.45 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Magazine: Quel est la science même l'empêche (rediff.). 2.55 Magazine: Le globe et la balance (rediff.). 3.20 Magazine: Ombres de choc (rediff.).

## FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Dossier: Un physicien de la turbulence au Palais de la découverte. 21.30 Météores du siècle. Karin Granoff (rediffusion du 19 août 1985). 22.40 Nuits magiques. Trompe-tout-l'oreille. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique: Code. Walt Disney.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 21 et 22 avril au Châtelet dans le cadre du cycle Mahler): Symphonie n° 3 en ré mineur, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique, le Chœur et la Maîtrise de Radio-France, dir. Elihu Inghel; sol. Waltraud Meier, mezzo-soprano. 22.30 La gaité des traditions. 23.07 Club d'archives. Faisit Weinpartner (1863-1942): Concerto grosso op. 6 n° 6, de Haendel; Symphonie n° 8 en fa majeur op. 93, de Beethoven; Méphisto-walse, de Liszt; Tannhäuser (première de l'acte III) et Tristan et Isolde, de Wagner; Les plus belles rediffusions récentes. 1.00 Je vous dis maître... Théodore Dubois.

## CANAL PLUS

13.30 Têlémag: Marciano. De Bernard L. Kowalski, avec Tony Lo Bianco, Vincent Gardenia. 14.05 Série: Sinsin. 13.30 Têlémag: Lili, mon amour. De Karoly Mark, avec Christopher Plummer, Maggie Smith. 17.25 Fochettes surprises. 17.40 Cabou cadaf. 18.30 Dessins animés: Ca cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top album. 19.30 Magazine: Nuits par ailleurs. 21.00 Cinéma: le Droit de tuer. Film américain de James Glenhouse (1981). Avec Christopher George, Samantha Eggar, Robert Ginty. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma: les Quatre Mercenaires. Film italien-franco-espagnol d'Engino Martin (1971). Avec Lee Van Cleef, James Mason, Gina Lollobrigida. 0.10 Têlémag: Un film sans conséquence. d'Angela Pope, avec Liam Neeson, Philip McGough. 1.20 Cinéma: Des minutes de soleil en plus. Film français de Gérard Vergez (1987). Avec Christophe Malavoy, Pauline Lafont, Catherine Wilkening.

## LA 5

13.30 Série: L'homme qui valait 3 milliards. 14.30 Série: Wonder Woman. De 15.35 à 17.35 Dessins animés. 15.35 Les Schtroumpfs. 16.00 Les aventures de Tobby Rupp. 16.25 La tour du monde de Lydie. 16.50 Cathy, la petite fermière. 17.05 Denis la malice. 17.35 Série: Arnold et Willy. 18.05 Magazine: En route pour l'aventure. 18.30 Boulevard et compagnie. 18.50 Journal Images. 19.00 Série: K.O. 20.00 Journal. 20.05 Météo. 20.10 Météo. 20.15 Météo. 20.20 Météo. 20.25 Météo. 20.30 Météo. 20.35 Météo. 20.40 Météo. 20.45 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.05 Météo. 21.10 Météo. 21.15 Météo. 21.20 Météo. 21.25 Météo. 21.30 Météo. 21.35 Météo. 21.40 Météo. 21.45 Météo. 21.50 Météo. 21.55 Météo. 22.00 Météo. 22.05 Météo. 22.10 Météo. 22.15 Météo. 22.20 Météo. 22.25 Météo. 22.30 Météo. 22.35 Météo. 22.40 Météo. 22.45 Météo. 22.50 Météo. 22.55 Météo. 23.00 Météo. 23.05 Météo. 23.10 Météo. 23.15 Météo. 23.20 Météo. 23.25 Météo. 23.30 Météo. 23.35 Météo. 23.40 Météo. 23.45 Météo. 23.50 Météo. 23.55 Météo. 0.00 Météo. 0.05 Météo. 0.10 Météo. 0.15 Météo. 0.20 Météo. 0.25 Météo. 0.30 Météo. 0.35 Météo. 0.40 Météo. 0.45 Météo. 0.50 Météo. 0.55 Météo. 1.00 Météo. 1.05 Météo. 1.10 Météo. 1.15 Météo. 1.20 Météo. 1.25 Météo. 1.30 Météo. 1.35 Météo. 1.40 Météo. 1.45 Météo. 1.50 Météo. 1.55 Météo. 2.00 Météo. 2.05 Météo. 2.10 Météo. 2.15 Météo. 2.20 Météo. 2.25 Météo. 2.30 Météo. 2.35 Météo. 2.40 Météo. 2.45 Météo. 2.50 Météo. 2.55 Météo. 3.00 Météo. 3.05 Météo. 3.10 Météo. 3.15 Météo. 3.20 Météo. 3.25 Météo. 3.30 Météo. 3.35 Météo. 3.40 Météo. 3.45 Météo. 3.50 Météo. 3.55 Météo. 4.00 Météo. 4.05 Météo. 4.10 Météo. 4.15 Météo. 4.20 Météo. 4.25 Météo. 4.30 Météo. 4.35 Météo. 4.40 Météo. 4.45 Météo. 4.50 Météo. 4.55 Météo. 5.00 Météo. 5.05 Météo. 5.10 Météo. 5.15 Météo. 5.20 Météo. 5.25 Météo. 5.30 Météo. 5.35 Météo. 5.40 Météo. 5.45 Météo. 5.50 Météo. 5.55 Météo. 6.00 Météo. 6.05 Météo. 6.10 Météo. 6.15 Météo. 6.20 Météo. 6.25 Météo. 6.30 Météo. 6.35 Météo. 6.40 Météo. 6.45 Météo. 6.50 Météo. 6.55 Météo. 7.00 Météo. 7.05 Météo. 7.10 Météo. 7.15 Météo. 7.20 Météo. 7.25 Météo. 7.30 Météo. 7.35 Météo. 7.40 Météo. 7.45 Météo. 7.50 Météo. 7.55 Météo. 8.00 Météo. 8.05 Météo. 8.10 Météo. 8.15 Météo. 8.20 Météo. 8.25 Météo. 8.30 Météo. 8.35 Météo. 8.40 Météo. 8.45 Météo. 8.50 Météo. 8.55 Météo. 9.00 Météo. 9.05 Météo. 9.10 Météo. 9.15 Météo. 9.20 Météo. 9.25 Météo. 9.30 Météo. 9.35 Météo. 9.40 Météo. 9.45 Météo. 9.50 Météo. 9.55 Météo. 10.00 Météo. 10.05 Météo. 10.10 Météo. 10.15 Météo. 10.20 Météo. 10.25 Météo. 10.30 Météo. 10.35 Météo. 10.40 Météo. 10.45 Météo. 10.50 Météo. 10.55 Météo. 11.00 Météo. 11.05 Météo. 11.10 Météo. 11.15 Météo. 11.20 Météo. 11.25 Météo. 11.30 Météo. 11.35 Météo. 11.40 Météo. 11.45 Météo. 11.50 Météo. 11.55 Météo. 12.00 Météo. 12.05 Météo. 12.10 Météo. 12.15 Météo. 12.20 Météo. 12.25 Météo. 12.30 Météo. 12.35 Météo. 12.40 Météo. 12.45 Météo. 12.50 Météo. 12.55 Météo. 13.00 Météo. 13.05 Météo. 13.10 Météo. 13.15 Météo. 13.20 Météo. 13.25 Météo. 13.30 Météo. 13.35 Météo. 13.40 Météo. 13.45 Météo. 13.50 Météo. 13.55 Météo. 14.00 Météo. 14.05 Météo. 14.10 Météo. 14.15 Météo. 14.20 Météo. 14.25 Météo. 14.30 Météo. 14.35 Météo. 14.40 Météo. 14.45 Météo. 14.50 Météo. 14.55 Météo. 15.00 Météo. 15.05 Météo. 15.10 Météo. 15.15 Météo. 15.20 Météo. 15.25 Météo. 15.30 Météo. 15.35 Météo. 15.40 Météo. 15.45 Météo. 15.50 Météo. 15.55 Météo. 16.00 Météo. 16.05 Météo. 16.10 Météo. 16.15 Météo. 16.20 Météo. 16.25 Météo. 16.30 Météo. 16.35 Météo. 16.40 Météo. 16.45 Météo. 16.50 Météo. 16.55 Météo. 17.00 Météo. 17.05 Météo. 17.10 Météo. 17.15 Météo. 17.20 Météo. 17.25 Météo. 17.30 Météo. 17.35 Météo. 17.40 Météo. 17.45 Météo. 17.50 Météo. 17.55 Météo. 18.00 Météo. 18.05 Météo. 18.10 Météo. 18.15 Météo. 18.20 Météo. 18.25 Météo. 18.30 Météo. 18.35 Météo. 18.40 Météo. 18.45 Météo. 18.50 Météo. 18.55 Météo. 19.00 Météo. 19.05 Météo. 19.10 Météo. 19.15 Météo. 19.20 Météo. 19.25 Météo. 19.30 Météo. 19.35 Météo. 19.40 Météo. 19.45 Météo. 19.50 Météo. 19.55 Météo. 20.00 Météo. 20.05 Météo. 20.10 Météo. 20.15 Météo. 20.20 Météo. 20.25 Météo. 20.30 Météo. 20.35 Météo. 20.40 Météo. 20.45 Météo. 20.50 Météo. 20.55 Météo. 21.00 Météo. 21.05 Météo. 21.10 Météo. 21.15 Météo. 21.20 Météo. 21.25 Météo. 21.30 Météo. 21.35 Météo. 21.40 Météo. 21.45 Météo. 21.50 Météo. 21.55 Météo. 22.00 Météo. 22.05 Météo. 22.10 Météo. 22.15 Météo. 22.20 Météo. 22.25 Météo. 22.30 Météo. 22.35 Météo. 22.40 Météo. 22.45 Météo. 22.50 Météo. 22.55 Météo. 23.00 Météo. 23.05 Météo. 23.10 Météo. 23.15 Météo. 23.20 Météo. 23.25 Météo. 23.30 Météo. 23.35 Météo. 23.40 Météo. 23.45 Météo. 23.50 Météo. 23.55 Météo. 0.00 Météo. 0.05 Météo. 0.10 Météo. 0.15 Météo. 0.20 Météo. 0.25 Météo. 0.30 Météo. 0.35 Météo. 0.40 Météo. 0.45 Météo. 0.50 Météo. 0.55 Météo. 1.00 Météo. 1.05 Météo. 1.10 Météo. 1.15 Météo. 1.20 Météo. 1.25 Météo. 1.30 Météo. 1.35 Météo. 1.40 Météo. 1.45 Météo. 1.50 Météo. 1.55 Météo. 2.00 Météo. 2.05 Météo. 2.10 Météo. 2.15 Météo. 2.20 Météo. 2.25 Météo. 2.30 Météo. 2.35 Météo. 2.40 Météo. 2.45 Météo. 2.50 Météo. 2.55 Météo. 3.00 Météo. 3.05 Météo. 3.10 Météo. 3.15 Météo. 3.20 Météo. 3.25 Météo. 3.30 Météo. 3.35 Météo. 3.40 Météo. 3.45 Météo. 3.50 Météo. 3.55 Météo. 4.00 Météo. 4.05 Météo. 4.10 Météo. 4.15 Météo. 4.20 Météo. 4.25 Météo. 4.30 Météo. 4.35 Météo. 4.40 Météo. 4.45 Météo. 4.50 Météo. 4.55 Météo. 5.00 Météo. 5.05 Météo. 5.10 Météo. 5.15 Météo. 5.20 Météo. 5.25 Météo. 5.30 Météo. 5.35 Météo. 5.40 Météo. 5.45 Météo. 5.50 Météo. 5.55 Météo. 6.00 Météo. 6.05 Météo. 6.10 Météo. 6.15 Météo. 6.20 Météo. 6.25 Météo. 6.30 Météo. 6.35 Météo. 6.40 Météo. 6.45 Météo. 6.50 Météo. 6.55 Météo. 7.00 Météo. 7.05 Météo. 7.10 Météo. 7.15 Météo. 7.20 Météo. 7.25 Météo. 7.30 Météo. 7.35 Météo. 7.40 Météo. 7.45 Météo. 7.50 Météo. 7.55 Météo. 8.00 Météo. 8.05 Météo. 8.10 Météo. 8.15 Météo. 8.20 Météo. 8.25 Météo. 8.30 Météo. 8.35 Météo. 8.40 Météo. 8.45 Météo. 8.50 Météo. 8.55 Météo. 9.00 Météo. 9.05 Météo. 9.10 Météo. 9.15 Météo. 9.20 Météo. 9.25 Météo. 9.30 Météo. 9.35 Météo. 9.40 Météo. 9.45 Météo. 9.50 Météo. 9.55 Météo. 10.00 Météo. 10.05 Météo. 10.10 Météo. 10.15 Météo. 10.20 Météo. 10.25 Météo. 10.30 Météo. 10.35 Météo. 10.40 Météo. 10.45 Météo. 10.50 Météo. 10.55 Météo. 11.00 Météo. 11.05 Météo. 11.10 Météo. 11.15 Météo. 11.20 Météo. 11.25 Météo. 11.30 Météo. 11.35 Météo. 11.40 Météo. 11.45 Météo. 11.50 Météo. 11.55 Météo. 12.00 Météo. 12.05 Météo. 12.10 Météo. 12.15 Météo. 12.20 Météo. 12.25 Météo. 12.30 Météo. 12.35 Météo. 12.40 Météo. 12.45 Météo. 12.50 Météo. 12.55 Météo. 13.00 Météo. 13.05 Météo. 13.10 Météo. 13.15 Météo. 13.20 Météo. 13.25 Météo. 13.30 Météo. 13.35 Météo. 13.40 Météo. 13.45 Météo. 13.50 Météo. 13.55 Météo. 14.00 Météo. 14.05 Météo. 14.10 Météo. 14.15 Météo. 14.20 Météo. 14.25 Météo. 14.30 Météo. 14.35 Météo. 14.40 Météo. 14.45 Météo. 14.50 Météo. 14.55 Météo. 15.00 Météo. 15.05 Météo. 15.10 Météo. 15.15 Météo. 15.20 Météo. 15.25 Météo. 15.30 Météo. 15.35 Météo. 15.40 Météo. 15.45 Météo. 15.50 Météo. 15.55 Météo. 16.00 Météo. 16.05 Météo. 16.10 Météo. 16.15 Météo. 16.20 Météo. 16.25 Météo. 16.30 Météo. 16.35 Météo. 16.40 Météo. 16.45 Météo. 16.50 Météo. 16.55 Météo. 17.00 Météo. 17.05 Météo. 17.10 Météo. 17.15 Météo. 17.20 Météo. 17.25 Météo. 17.30 Météo. 17.35 Météo. 17.40 Météo. 17.45 Météo. 17.50 Météo. 17.55 Météo. 18.00 Météo. 18.05 Météo. 18.10 Météo. 18.15 Météo. 18.20 Météo. 18.25 Météo. 18.30 Météo. 18.35 Météo. 18.40 Météo. 18.45 Météo. 18.50 Météo. 18.55 Météo. 19.00 Météo. 19.05 Météo. 19.10 Météo. 19.15 Météo. 19.20 Météo. 19.25 Météo. 19.30 Météo. 19.35 Météo. 19.40 Météo. 19.45 Météo. 19.50 Météo. 19.55 Météo. 20.00 Météo. 20.05 Météo. 20.10 Météo. 20.15 Météo. 20.20 Météo. 20.25 Météo. 20.30 Météo. 20.35 Météo. 20.40 Météo. 20.45 Météo. 20.50 Météo. 20.55 Météo. 21.00 Météo. 21.05 Météo. 21.10 Météo. 21.15 Météo. 21.20 Météo. 21.25 Météo. 21.30 Météo. 21.35 Météo. 21.40 Météo. 21.45 Météo. 21.50 Météo. 21.55 Météo. 22.00 Météo. 22.05 Météo. 22.10 Météo. 22.15 Météo. 22.20 Météo. 22.25 Météo. 22.30 Météo. 22.35 Météo. 22.40 Météo. 22.45 Météo. 22.50 Météo. 22.55 Météo. 23.00 Météo. 23.05 Météo. 23.10 Météo. 23.15 Météo. 23.20 Météo. 23.25 Météo. 23.30 Météo. 23.35 Météo. 23.40 Météo. 23.45 Météo. 23.50 Météo. 23.55 Météo. 0.00 Météo. 0.05 Météo. 0.10 Météo. 0.15 Météo. 0.20 Météo. 0.25 Météo. 0.30 Météo. 0.35 Météo. 0.40 Météo. 0.45 Météo. 0.50 Météo. 0.55 Météo. 1.00 Météo. 1.05 Météo. 1.10 Météo. 1.15 Météo. 1.20 Météo. 1.25 Météo. 1.30 Météo. 1.35 Météo. 1.40 Météo. 1.45 Météo. 1.50 Météo. 1.55 Météo. 2.00 Météo. 2.05 Météo. 2.10 Météo. 2.15 Météo. 2.20 Météo. 2.25 Météo. 2.30 Météo. 2.35 Météo. 2.40 Météo. 2.45 Météo. 2.50 Météo. 2.55 Météo. 3.00 Météo. 3.05 Météo. 3.10 Météo. 3.15 Météo. 3.20 Météo. 3.25 Météo. 3.30 Météo. 3.35 Météo. 3.40 Météo. 3.45 Météo. 3.50 Météo. 3.55 Météo. 4.00 Météo. 4.05 Météo. 4.10 Météo. 4.15 Météo. 4.20 Météo. 4.25 Météo. 4.30 Météo. 4.35 Météo. 4.40 Météo. 4.45 Météo. 4.50 Météo. 4.55 Météo. 5.00 Météo. 5.05 Météo. 5.10 Météo. 5.15 Météo. 5.20 Météo. 5.25 Météo. 5.30 Météo. 5.35 Météo. 5.40 Météo. 5.45 Météo. 5.50 Météo. 5.55 Météo. 6.00 Météo. 6.05 Météo. 6.10 Météo. 6.15 Météo. 6.20 Météo. 6.25 Météo. 6.30 Météo. 6.35 Météo. 6.40 Météo. 6.45 Météo. 6.50 Météo. 6.55 Météo. 7.00 Météo. 7.05 Météo. 7.10 Météo. 7.15 Météo. 7.20 Météo. 7.25 Météo. 7.30 Météo. 7.35 Météo. 7.40 Météo. 7.45 Météo. 7.50 Météo. 7.55 Météo. 8.00 Météo. 8.05 Météo. 8.10 Météo. 8.15 Météo. 8.20 Météo. 8.25 Météo. 8.30 Météo. 8.35 Météo. 8.40 Météo. 8.45 Météo. 8.50 Météo. 8.55 Météo. 9.00 Météo. 9.05 Météo. 9.10 Météo. 9.15 Météo. 9.20 Météo. 9.25 Météo. 9.30 Météo. 9.35 Météo. 9.40 Météo. 9.45 Météo. 9.50 Météo. 9.55 Météo. 10.00 Météo. 10.05 Météo. 10.10 Météo. 10.15 Météo. 10.20 Météo. 10.25 Météo. 10.30 Météo. 10.35 Météo. 10.40 Météo. 10.45 Météo. 10.50 Météo. 10.55 Météo. 11.00 Météo. 11.05 Météo. 11.10 Météo. 11.15 Météo. 11.20 Météo. 11.25 Météo. 11.30 Météo. 11.35 Météo. 11.40 Météo. 11.45 Météo. 11.50 Météo. 11.55 Météo. 12.00 Météo. 12.05 Météo. 12.10 Météo. 12.15 Météo. 12.20 Météo. 12.25 Météo. 12.30 Météo. 12.35 Météo. 12.40 Météo. 12.45 Météo. 12.50 Météo. 12.55 Météo. 13.00 Météo. 13.05 Météo. 13.10 Météo. 13.15 Météo. 13.20 Météo. 13.25 Météo. 13.30 Météo. 13.35 Météo. 13.40 Météo. 13.45 Météo. 13.50 Météo. 13.55 Météo. 14.00 Météo. 14.05 Météo. 14.10 Météo. 14.15 Météo. 14.20 Météo. 14.25 Météo. 14.30 Météo. 14.35 Météo. 14.40 Météo. 14.45 Météo. 14.50 Météo. 14.55 Météo. 15.00 Météo. 15.05 Météo. 15.10 Météo. 15.15 Météo. 15.20 Météo. 15.25 Météo. 15.30 Météo. 15.35 Météo. 15.40 Météo. 15.45 Météo. 15.50 Météo. 15.55 Météo. 16.00 Météo. 16.05 Météo. 16.10 Météo. 16.15 Météo. 16.20 Météo. 16.25 Météo. 16.30 Météo. 16.35 Météo. 16.40 Météo. 16.45 Météo. 16.50 Météo. 16.55 Météo. 17.00 Météo. 17.05 Météo. 17.10 Météo. 17.15 Météo. 17.20 Météo. 17.25 Météo. 17.30 Météo. 17.35 Météo. 17.40 Météo. 17.45 Météo. 17.50 Météo. 17.55 Météo. 18.00 Météo. 18.05 Météo. 18.10 Météo. 18.15 Météo. 18.20 Météo. 18.25 Météo. 18.30 Météo. 18.35 Météo. 18.40 Météo. 18.45 Météo. 18.50 Météo. 18.55 Météo. 19.00 Météo. 19.05 Météo. 19.10 Météo. 19.15 Météo. 19.20 Météo. 19.25 Météo. 19.30 Météo. 19.35 Météo. 19.40 Météo. 19.45 Météo. 19.50 Météo. 19.55 Mété



# Le Carnet du Monde

### Communications diverses

PLUG.



## **Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête**

**En fait, cela n'existe pas. Parce que vous êtes unique. Il y a des êtres formidables qui ne demandent qu'à vous rencontrer, précisément pour cette raison. Comment faire pour que leur chemin et le vôtre se croisent ? Votre seule chance est-elle de multiplier vos rencontres, en faisant confiance au hasard ?**

Pour trouver le bonheur à deux, il ne suffit pas de rencontrer beaucoup de personnes. Il faut aussi que celles-ci aient une sensibilité profonde réellement compatible avec la vôtre.

C'est cette aventure que Ion International vous propose : rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, dès lors que leur personnalité, définie par une Etude Psychologique, correspond à la vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir puisque votre inscription est valable jusqu'au choix définitif.

Pour recevoir une documentation complète :  
**Faites 36.15 code ION sur votre Minitel ou retournez cette demande.**

100 - Image 3615 - 1 D - 10000

Veuillez ne l'envoyer gratuitement et sans engagement, sans pli contre et cacheté, votre  
livre d'information en couleurs « Pour un couple nouveau ».

M., Mme, Mlle .....  
Prénoms ..... Age .....  
Adresse .....  
.....  
.....  
.....

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare TEL. : (1) 45.26.70.85  
■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Collé TEL. : 61.59.48.58  
■ BRUXELLES (1000) roedu Marché-aux-Herbes 105 BP 21 TEL. : 511.74.30  
■ GENÈVE (1206) 4, route de Florissant TEL. : (022) 46.84.28

M 43

**Ion International**  
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

\_\_\_\_\_



# Régions

Polémique autour de la construction du nouvel hôtel de département

## Nancy et sa ZAC cauchemar

EN usant de son droit d'évocation sur le permis de construire du centre administratif départemental de Meurthe-et-Moselle, le ministre de la culture, Jack Lang, vient de révéler à Nancy des démons qui sommeillaient à peine. Dans le shaker, un cocktail explosif : un département qui vend ses forêts pour se construire un hôtel prestigieux ; le retour sur les rives de la Meurthe de l'ancien directeur du Festival mondial du théâtre, devenu ministre de la culture ; une longue lutte pour le pouvoir entre le sénateur centriste Claude Huriet et le député et maire radical André Rossinot, relayé par son ancien premier adjoint, Jacques Baudot, nommé à l'arraché président CDS du conseil général... Et une majorité départementale UDF-RPR — surtout UDF — toujours prête à se déchirer au profit d'une minorité socialiste agissante et servie par l'ouverture menée en force par Jean-Marie Rausch, le voisin messin.

Au départ se trouve le premier, le seul vrai revers subi par André Rossinot au cours de son premier mandat de maire de Nancy : l'annulation par le tribunal administratif, en 1986, de la mission confiée à l'architecte britannique Norman Foster pour la construction d'une vaste salle de spectacle « polyvalente » dans un quartier en pleine reconstruction, à l'est de la ville, Zone classée ZAC depuis par le conseil municipal, et sur laquelle le conseil général, alors présidé par Claude Huriet, envisage aussi de bâtir son « hôtel ».

Là-dessus, tout le monde, à l'exception de la minorité socialiste du département, est

d'accord. Encore faut-il trouver un architecte. Envoyant au charbon son premier adjoint, Jacques Baudot, vice-président de l'assemblée départementale, André Rossinot soutient le cabinet local Prouvé, héritier d'un nom et d'une conception de l'architecture prestigieuse. Claude Huriet, de son côté, soutient le cabinet parisien Jung et Long pour un projet vite baptisé par les Nancéiens « la pince à linge ». Vote « historique » dans l'hémicycle meurthe-et-mosellan, le 16 octobre 1987 : le président fait jouer sa voix « prépondérante » pour imposer le projet Jung et Long, choisi par treize élus de la majorité, contre

treize autres, l'opposition PC-PS boudant le vote. Claude Huriet ne s'en relèvera pas : un an plus tard, il sera chassé de son fauteuil présidentiel par Jacques Baudot, bien récompensé de ses vains efforts.

### SOS Forêts

Reste à financer le projet, évalué à quelque 500 millions de francs lourds. Entre autres mesures, le département choisira un moyen original : la vente de son patrimoine forestier, un peu moins de 300 hectares acquis avant guerre, pour une douzaine de millions de francs. Décision un temps contestée, avant qu'on

annonce les acheteurs : l'Etat, et une petite commune vosgienne, Saint-Rémy, ce qui garantit le maintien de la gestion du domaine par l'Office national des forêts.

Dès lors, tout le monde est content. Claude Huriet, qui verra se construire l'hôtel départemental sur les plans qu'il a choisis, André Rossinot et Jacques Baudot, aussi, pour qui le futur « centre administratif » doit être le fer de lance du nouveau quartier d'affaires de Nancy après l'échec du projet Foster. Tout le monde, sauf quelques esthètes qui s'acharnent à penser que la « pince à linge », décidément, n'est peut-être pas le meilleur

choix pour le Nancy du vingt et unième siècle.

Ont-ils capté l'oreille du ministre de la culture ? Le 5 avril dernier, quatre jours avant l'expiration du délai légal au terme duquel le permis de construire devait être tacitement accordé, Jacques Lang écrit au préfet de Meurthe-et-Moselle pour l'informer qu'il fait jouer son droit d'évocation sur le dossier. Procédure rare qui permet au ministre de bloquer le cours des choses, le bâtiment devant se situer à proximité de deux monuments historiques, les portes Saint-Georges et Sainte-Catherine.

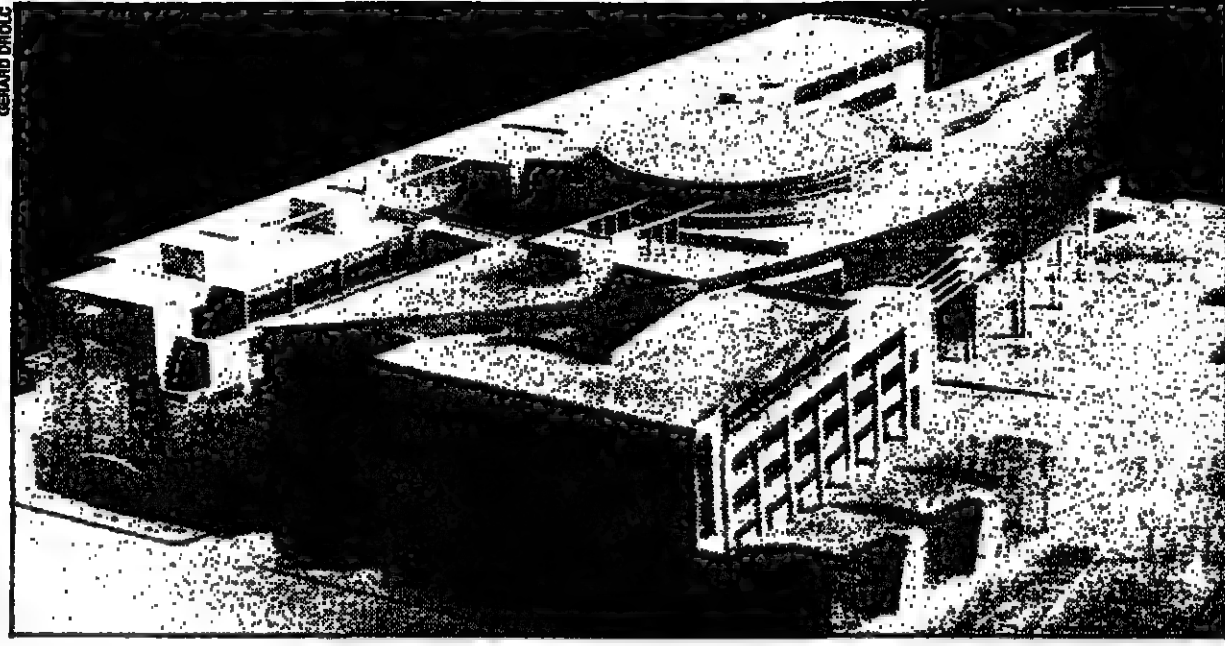
L'équipe Rossinot-Baudot, du coup, se retrouve une deuxième

fois avec sur les bras une ZAC vide, privée d'élément « structurant ». De quoi troubler le maire de Nancy qui se souvient, forcément, que plusieurs de ses prédécesseurs ont chuté à cause de leur politique urbanistique. De quoi agacer le président du conseil général, forcé aujourd'hui de défendre un projet qu'il avait commercialisé au ministre de la culture en 1983 et 1989, en faisant la vue par le ravalement systématique des façades du centre-ville. Pour transformer l'essai et assurer à son équipe le contrôle de l'agglomération, il doit réviser l'aménagement de la nouvelle ZAC, intentionnellement baptisée « Stanislas-Meurthe ».

C'est que les Nancéiens, depuis l'édification par Stanislas de la ville du dix-huitième siècle, perdent mal à leurs dix les faux pas architecturaux. Si l'ingénieur-architecte Jean Prouvé a fini par trouver grâce à leurs yeux, ils n'ont pas pardonné aux édiles des années 70 le glissement de la place de la Gare par l'érection d'une tour satyrique. Et André Rossinot avait vite fait, entre 1983 et 1989, en faisant la vue par le ravalement systématique des façades du centre-ville. Pour transformer l'essai et assurer à son équipe le contrôle de l'agglomération, il doit réviser l'aménagement de la nouvelle ZAC, intentionnellement baptisée « Stanislas-Meurthe ».

De son succès dépend, pour une grande part, le maintien du fragile équilibre de l'opposition nationale majoritaire à Nancy et dans le département. « Il a la baraka », disent de lui ses conseillers au moment de la chute du gouvernement Chirac, dont il faisait partie. C'était peut-être compter sans Jack Lang, dont on ignorait qu'il avait conservé un œil sur Nancy.

BERNARD MAILLARD.



L'objet du débat : le projet Jung et Long baptisé « la pince à linge ».

### ALSACE

#### Nouveau quartier à Mulhouse

Urbanistes et promoteurs immobiliers ont greffé un cœur neuf à la ville de Mulhouse, à l'ombre de la flèche gothique du temple Saint-Etienne et à deux pas de la place de la Réunion, fermée par l'ancien hôtel de ville historique. Sur 5 600 mètres carrés, quarante-six commerces au pied d'immeubles d'habitation s'organisent tantôt en bordure de rue piétonne, tantôt en galeries couvertes. Un nouveau quartier commercial, à l'architecture à la fois moderne et pittoresque, aux couleurs chaleureuses, à taille humaine.

Résultat d'un partenariat entre la ville de Mulhouse, la SERS (pour l'aménagement global de l'opération) et le groupe Arc Union avec ses filiales Espérance Expansion Promotion (autres réalisations : place d'Arc-Orléans, Saint-Martial-Limoges, Les Halles-Strasbourg, forum des Halles-Paris, les Quatre Temps-La Défense) et Espace Expansion. Le complexe comprend en outre huit petits immeubles d'habitation et de bureaux, un hôtel de soixante chambres, une résidence pour personnes âgées et un parc de stationnement sur deux niveaux de six cent soixante-dix places relié directement au centre commercial.

### AQUITAINE

#### L'axe Sud-Atlantique

Le 24 avril, pour la première fois s'est déroulée à Vittoria, la capitale basque, une rencontre entre le président de la région Aquitaine, Jean Tavernier, et le président du gouvernement basque autonome, José Antonio Ardanza. Les partenaires ont conclu à la nécessité de nouer des relations bilatérales puis de les étendre le long d'un axe Nord-Sud-Atlantique allant des Pays de Loire à la province de León, les régions de la façade atlantique devant, à leurs yeux, faire bloc pour opérer un rééquilibrage par rapport à l'axe méditerranéen actuellement privilégié dans le développement européen.

Les présidents Tavernier et Ardanza ont décidé de formaliser leur rapprochement par la création d'un groupe permanent de travail chargé en particulier d'étudier les liaisons routières, ferroviaires et aériennes. Basques et Aquitains sont d'accord pour appuyer une ligne de TGV Atlantique allant en direction de Saint-Sébastien, Bilbao et Vittoria. Les deux régions présentent des économies complémentaires. Le Pays basque est en train de réussir sa reconversion industrielle, mais il est pauvre en ressources agricoles, commerciales et touristiques. Avec ses deux millions deux cent mille habitants, il pourrait donc offrir un

débouché intéressant aux produits aquitains.

Ce point avait d'ailleurs été souligné le 14 avril à Saint-Sébastien par les délégations basque et aquitaine d'élus socialistes qui, eux aussi, avaient organisé des « retrouvailles ». Les deux délégations s'étaient accordées sur « la nécessité de la création et du renforcement d'une grande région économique du Sud-Ouest atlantique » et elles étaient convenues de la nécessité d'imposer « la réalisation de l'union ferroviaire européenne à grande vitesse sur la façade atlantique ».

### BRETAGNE

#### Une zone franche à Brest

Brest sera la première ville de France à bénéficier d'une zone franche incluant à la fois son port et son aéroport. Dans le courant de ce mois le fret international en transit bénéficiera de formalités douanières simplifiées et de conditions financières particulières.

### CORSE

#### Les vacances malgré tout

Le ministre du tourisme, Olivier Stirn, a annoncé « la reprise des actions de promotion » à la télévision en faveur de la Corse. Il affirme que « si les réservations pour le printemps ont été sérieusement mises en cause, la saison d'été s'annonce bonne ». Plusieurs responsables professionnels, a-t-il ajouté, se

sont déclarés prêts à inclure la Corse dans leurs programmes de développement « si cela correspond aux souhaits des élus et populations de la Corse ». D'autre part, les organisations professionnelles de l'hôtellerie se sont déclarées prêtes à mettre en place, dès cet été, « des produits promotionnels à prix attractifs ».

### LIMOUSIN

#### Beaux villages

Saint-Benoît-du-Sault dans l'Indre, bourg médiéval à la frontière du Berry et du Limousin, est un paysage-décor de cinéma. Derniers utilisateurs en date : Serge Moatti (*La Croisade des enfants*) et Georges Wilson (*La Youvrière*). Et plus récemment, les 29 et 30 avril, les maires et élus des « plus beaux villages de France » qui y ont réuni leur association.

Il sont cent trois dans l'Hexagone qui ont commencé en 1981 à se fédérer autour d'une charte commune : « Mieux assurer la protection et

l'aménagement, la mise en valeur économique et sociale... Mieux faire connaître à l'opinion française et internationale l'une des plus importantes richesses touristiques et architecturales de la France, susciter de la part des pouvoirs publics une meilleure prise de conscience de la situation des petites communes rurales... » Double condition d'adhésion : compter moins de deux mille habitants, être en tout ou en partie site classé.

Parmi ces « plus beaux villages » : Vézelay dans l'Yonne, Locrona dans le Finistère, Riquewihr dans le Haut-Rhin, Gordes dans le Var, Salers dans le Cantal, Corraze dans les Alpes-Maritimes, Collonges-la-Rouge en Corrèze, etc. Problème commun : l'entretien du patrimoine, les surcoûts et parfois les obstacles au développement que suscite ledit patrimoine. Saint-Benoît-du-Sault, à cet égard, une politique inventive. En confiant la réalisation des bâtiments modernes à de grands architectes (le collège et les HLM sont de Paul Chemetov, la salle polyvalente de Zdrasko Nathech), le maire, M. Jean Chatelet, affirme « refuser la fausse contra-

diction entre la préservation du site et le développement économique » : il s'agit, « d'enrichir le patrimoine historique par un patrimoine contemporain ».

\* Association des plus beaux villages de France, siège social : mairie de Collonges-la-Rouge, 19500 Meyzac, tél. : 33-25-21-41-09.

### LORRAIN

#### Kleenex préfère la France

La société américaine Kimberly Clark a confirmé sa décision de construire en Lorraine une usine de fabrication d'ouate de cellulose, vendue sous la marque Kleenex.

L'usine située à Villey-Saint-Etienne en Meurthe-et-Moselle, près de Toul, emploiera environ trois cents personnes. La production devrait commencer fin 1990. D'un montant total de 1 milliard de francs, cet investissement recevra une aide financière importante de l'Etat et des collectivités locales. La Commission de Bruxelles a en effet donné son feu vert pour l'octroi de subventions, bien que la commune de Villey-Saint-Etienne soit située en dehors de la zone où sont autorisées les aides au titre de l'aménagement du territoire. Kimberly Clark avait hésité pour son implantation entre la Sarre et la Lorraine.

### HAUTE-NORMANDIE

#### Rouen étend ses pistes

L'aéroport de Rouen-Boos, en Seine-Maritime, sera équipé en 1992 d'une piste de 1 700 mètres, au lieu de 1 250 actuellement, et pourra accueillir des avions transportant quatre-vingts passagers (ATR 72 et Fokker 28), alors qu'actuellement seuls des avions de douze à dix-huit places peuvent s'y poser. Sous-équipée en matière aéroportuaire du fait de la proximité de Paris, l'agglomération de Rouen (quatre cent cinquante mille habitants) sera ainsi dotée d'un outil moderne.

La chambre de commerce et d'industrie souhaitait construire une piste de 2 000 mètres pour répondre à un trafic d'affaires estimé à cent cinquante mille passagers par an. En 1988, vingt-huit mille passagers (+48,9 % en un an) ont utilisé l'aéroport de Rouen-Boos qui dessert des lignes vers Lyon, Nantes, Lille et Londres avec les compagnies Air Vendée et Flandre Air, dans des conditions de confort limitées.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Etienne Buzet, Georges Chabot, Bernard Ledez, Gilette de Matha et Gabriel Simon.

Coordination : Jacques-François Simon.

## Au colloque de Bordeaux sur les villes

### Entre la puissance et la convivialité

L'IDÉE qui consiste à ordonner l'aménagement du territoire autour et en fonction des villes n'est pas nouvelle. On peut même dire que l'un ne va pas sans la référence aux autres. Ceux qui en douteraient et qui feignent aujourd'hui de redécouvrir l'importance des cités, petites ou immenses, feraient bien de se souvenir que la première direction de l'aménagement du territoire fut créée en 1949 — quatorze ans avant le DATAR — au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, précisément, qui avait eu en charge la lourde tâche de rebâtir des villes et des logements sur les ruines du second conflit mondial.

Et sans remonter si loin, on se rappelle, à partir de 1965, la politique des huit métropoles d'équilibre puis le lancement des villes nouvelles en Ile-de-France et en province, les contrats de villes moyennes en 1973-1974 et, il y a trois ans, les propositions du rapport Guichard qui suggèrent — dans quelle bronza ! — d'organiser le développement du pays autour d'une dizaine (au plus) de grands pôles urbains de taille européenne.

Il est vrai que, depuis quelques années, la pensée urbaine chez les architectes, les urbanistes, les géographes, les hommes politiques, s'est quelque peu assoupie. On pensait la ville en termes de grande espérance dégragée, de circulation aphyllée, d'espaces verts menacés par le béton, de ségrégation de quartiers. Mais la ville comme théâtre de vie et d'épanouissement des citoyens ou comme moteur du progrès économique de la France en Europe avait été oubliée. Il existait, dans ce domaine, selon le mot de M. Jean-François Carrez, délégué à l'aménagement du territoire, un « déficit de réflexion ».

Voilà qu'avec la création de la mission interministérielle de la ville, que dirige Yves Dauge, et l'étude de la DATAR sur le rôle international des villes européennes la ville retrouve le haut du pavé.

On l'a bien vu à Bordeaux, les 20 et 21 avril, à l'occasion des journées d'études qu'avait organisées le Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), que préside Maurice Ligot, maire UDF de Cholet, sur le thème « Villes en devenir : des espaces nationaux à l'espace européen ».

Si personne ne conteste qu'il est nécessaire de disposer en France d'une douzaine de grandes capitales — alors qu'il n'en existe que six ou sept — capables de tenir tête à Milan, Barcelone, Genève, Francfort ou Bruxelles (à ce titre, que de Nantes, de Bordeaux ou de Rennes pourrait être la vraie métropole de la façade atlantique ?), les maires des villes moyennes ne veulent pas compter pour du beurre.

#### « La dernière chance »

Elles sont presque une centaine, de 30 000 à 100 000 habitants, à s'être regroupées dans une fédération que préside Jean Auroux, maire (PS) de Roanne. « Nous sommes probablement la dernière chance, c'est-à-dire l'ultime point d'ancrage pour le monde rural », a-t-il déclaré. Mais les cités moyennes veulent aller plus loin et revendiquent notamment des équipements universitaires dignes de ce nom.

Jean-François Carrez s'est interrogé sur ce qui serait la meilleure « charpente urbaine » de la France pour demain. Maurice Ligot a plaidé pour la constitution de « réseaux de villes », c'est-à-dire de « solidarités » et de « complémentarités » entre cités de taille, d'histoire, de sociologie différentes.

Des « solidarités » et des « réseaux » qui devront être pragmatiques et à « géométrie variable selon les régions, les fonctions et les spécialités » (Jacques Voisard). Sachant que « les hiérarchies actuelles de villes éclatent à

cause de l'Europe » (Claude Lacour, professeur à l'université de Bordeaux), Jean-François Carrez a mis en garde les participants et les maires : « Il vaut mieux, pour une ville, l'excellence dans une spécialité plutôt que la polyvalence dans la médiocrité ». Et Jacques Valade, premier adjoint au maire de Bordeaux, s'est fait le chantre de « la convivialité dans la ville, des villages dans la ville, et du volontarisme local ».

Tous les participants au colloque de Bordeaux ont, dans une belle unanimité, fustigé ce que Jean Auroux a appelé « le panurgisme irresponsable et coûteux de l'Ile-de-France, puisque les moyens financiers réunis de la DATAR et de la dérogation à la ville correspondent à peine à 5 kilomètres d'autoroute en Ile-de-France ». « Il faut donner la priorité à l'organisation de la région parisienne plutôt qu'à son développement », a conclu, pour sa part, Maurice Ligot.

Après les odes à « bonheur et à l'ardeur » chantées par Jacques Chaban-Delmas, il revenait à Michel Delebarre, tout frais ministre de l'urbanisme, de présenter à cette occasion les idées-forces de sa politique :

— Il faut réinvestir dans le domaine urbain intellectuellement et économiquement, car la compensation européenne n'est pas favorable à la France et notre pays prend du retard ;

— L'Etat et les collectivités locales doivent nouer des contrats d'un type nouveau ;

— Il est nécessaire de relancer les actions de coopération intercommunales soit dans le monde rural entre petites communes, soit entre une ville-centre et les communes de banlieue ;

— Enfin, pour l'Ile-de-France, où déséquilibre, dysfonctionnement et saturation des réseaux de transport s'aggravent de jour en jour, des réformes profondes s'imposent.

On attend à l'œuvre, sur cette question brûlante, le gouvernement de Michel Rocard.

FRANÇOIS GROSCHARD.

مكتبة الأمل



# Économie

## SOMMAIRE

■ Pris il y a trois mois encore dans le piège des « affaires », M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie, a réussi à en sortir et peut présenter, un an après son retour rue de Rivoli, un bilan économique flatteur mais peu socialiste (lire ci-dessous). ■ Le niveau record des exportations (55,15 milliards de deutschmarks, soit 186 milliards de francs) en mars permet à l'Allemagne de gonfler encore son surplus commercial (lire page 26).

### Un an après son retour Rue de Rivoli

## Bérégovoy III : un nouveau pragmatisme

M. Pierre Bérégovoy a retrouvé le baraka. Il y a trois mois encore, il était pris dans le tourbillon des « affaires » : le raid sur la Société générale, avec des méthodes contestées, les conditions du rachat d'une firme américaine par Pechiney... Les bookmakers du Palais Bourbon n'auraient alors pas parié un sou sur son avenir politique. « Il n'est plus premier-ministère », affirmaient certains. Aujourd'hui, les mêmes n'en sont plus si sûrs.

Fin politique, le ministre d'Etat, fidèle en cela également à son maître, M. François Mitterrand, a réussi, avec l'aide de son nouveau directeur de cabinet, M. Hervé Hanon, à sortir du guêpier dans lequel il se trouvait et à renverser radicalement la situation à son avantage.

Abandonnées les dernières séquelles de l'idéologie socialiste, M. Pierre Bérégovoy en est revenu au pragmatisme d'autan. Oubliées les « affaires », il s'occupe d'économie. En ce domaine, le bilan de sa première année est plutôt flatteur — même s'il ne lui est pas totalement imputable. Il y avait eu « Bérégovoy I », l'idole des milieux financiers pour les réformes libérales qu'il avait engagées entre 1984 et 1986. Il y avait eu Bérégovoy II, par son interventionnisme dans différentes affaires, le même homme revenu Rue de Rivoli le 11 mai 1988 décevant ceux-là même qu'il avait subjugués. Y aurait-il aujourd'hui l'émergence d'un Bérégovoy III ?

Un an après son retour, l'économie française se porte bien. Comme son prédécesseur immédiat, M. Balladur, il peut se prévaloir de résultats très favorables. Avec un rythme annuel supérieur à 3 %, la croissance reste forte. B. a obtenu une légère progression (3,4 % en un an fin mars 1989 contre 2,5 % fin mars 1988), l'inflation est contenue. Tous jours élevés, le nombre des chômeurs (2 522 000 à la fin du mois de mars 1989) a néanmoins diminué de 6 000 en un an. Même le commerce extérieur s'améliore.

Les entreprises dégagent de confortables bénéfices, qu'elles investissent. Elles créent aussi des emplois (plus de 200 000 en 1988). La Bourse a progressé de plus de 45 % depuis le retour de M. Pierre Bérégovoy aux affaires. Le franc se porte bien. Il n'a pratiquement pas bougé à l'intérieur du système monétaire européen. Il n'y a pas eu de dévaluation. La monnaie française s'est même fortement appréciée vis-à-vis... du franc suisse.

### Une conjoncture favorable

Certes, le ministre d'Etat a bénéficié jusqu'à présent d'une conjoncture internationale favorable, avec une forte croissance du commerce mondial et un dollar cher. Les performances de l'année écoulée sont en partie de l'héritage. La France retire effectivement les bénéfices des politiques engagées depuis 1983 — et donc de celles mises en œuvre par M. Pierre Bérégovoy lui-même entre 1984 et 1986. « L'héritage n'est pas dilapidé », juge un conjoncturiste français — comme d'ailleurs tous les grands organismes internationaux (OCDE, FMI, etc.).

Après une courte période de flottement au lendemain de son retour Rue de Rivoli, M. Bérégovoy a repris à son compte la politique de « désinflation compétitive » de son prédécesseur immédiat, M. Edouard Balladur. Il n'a d'ailleurs remis en cause aucune des libertés économiques (des prix, des changes...) accordées par ce dernier aux entreprises.

An cours des premiers mois, après son arrivée Rue de Rivoli, le ministre a dû s'occuper de l'élaboration d'un budget, en matière budgétaire, les marges supplémentaires obtenues d'une croissance nettement plus forte que prévu ne seront pas utilisées à une réduction accrue du déficit. Dans le domaine fiscal, le ministre d'Etat défend une conception de l'impôt de solidarité sur la fortune proche de celle qui avait prévalu en 1982, préconisée par Michel Rocard. Soutenu par l'Élysée, c'est à la Rue de Rivoli que l'impôt. Cet impôt doit permettre le financement du revenu minimum

d'insertion, autre innovation de ce début de septennat.

### L'orthodoxie des « trésoyeurs »

Pour 1990, M. Bérégovoy a retrouvé l'orthodoxie des « trésoyeurs », les hommes de la direction du Trésor. La réduction du déficit budgétaire — qu'il souhaite ramener de 100 à 90 milliards de francs — lui apparaît prioritaire. La grande réforme fiscale annoncée pour 1990 en août dernier risque de n'être qu'une adaptation de la fiscalité

« affaires ». Certes, s'il reconnaît que l'hiver fut rude, il nie que celle-ci aient pu nuire à son image dans l'opinion publique. Les électeurs de Nevers — qui l'ont largement réélu maire — lui donnent raison. Dans les milieux financiers pourtant, son attitude — notamment sur la Société générale — avait beaucoup déçu et inquiété. La technique — et la célérité avec laquelle il a réussi à sortir de ce guêpier fait cependant l'admiration de ces mêmes financiers.

Après la démission, le 20 janvier de son directeur de cabinet, M. Alain Boubill, M. Bérégovoy a

nécessité d'introduire une filiale à la Bourse, Renault à vendre l'une des siennes.

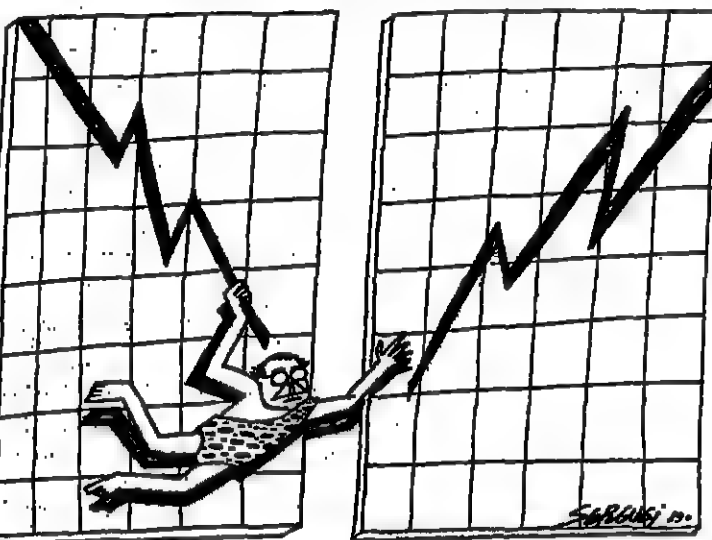
Dans les semaines à venir, M. Bérégovoy va avoir de nouvelles occasions de démontrer son pragmatisme retrouvé. Les nominations à la tête des entreprises publiques du secteur financier, au début de l'été, seront un test intéressant. Confronté encore à la Lettre à tous les Français, le ministre d'Etat n'a procédé jusqu'à présent à aucune chasse aux sorcières. Tous les directeurs de son administration nommés par M. Balladur sont toujours en place : il a ainsi comme collaborateurs directs M. Jean-Claude Trichet (directeur du Trésor), ex-directeur du cabinet de M. Balladur, M. Daniel Bouteau (directeur du budget), ex-directeur du cabinet de M. Alain Juppé, et M. François David (directeur des relations économiques extérieures), ex-directeur du cabinet de M. Michel Noir. Dans les grandes entreprises, il n'a changé que deux présidents : M. Jean-Yves Haberer a remplacé à la tête du Crédit lyonnais M. Jean-Maxime Lévesque, parti à la retraite, et M. Jean-Pierre Lévesque a succédé à M. Jean Dronier à la présidence de l'UAP. Il y a aussi un peu de changement, affirme-t-on dans l'entourage du ministre.

Le pragmatisme de Bérégovoy III — l'un des aspects sans doute de la « gauche pépère » — ne risque-t-il pas de décevoir les membres du PS ? Voir un ministre socialiste expliquer, comme ce fut le cas le 6 avril dernier lors de son point avec la presse et chiffres à l'appui, qu'il avait mieux défendu les petits porteurs d'actions de sociétés privatisées que son prédécesseur, cela, peut-il mobiliser les militants ? Qu'y a-t-il d'encore socialiste dans la politique menée par M. Bérégovoy Rue de Rivoli ? Le souci permanent de justice sociale, avance-t-on chez le ministre.

La réforme fiscale attendue pour 1990 — en fait la réduction de la fiscalité sur l'épargne et de la TVA — devrait être l'occasion de le démontrer. On peut cependant se demander si, malgré la stabilisation du chômage, les inégalités sociales ne se sont pas accrues encore au cours de l'année écoulée. Les salariés ont certes bénéficié d'augmentations sensibles de leur pouvoir d'achat. Mais une fois de plus, la première année du nouveau septennat confirmera que, sous les socialistes, mieux vaut être rentier que salarié ! Les premiers ont, à n'en pas douter, davantage bénéficié que les seconds de la hausse de la Bourse (une progression de plus de 45 % de leur portefeuille en un an), de l'explosion des profits des entreprises et des dividendes distribués de la flambée des prix de l'immobilier à Paris et de ceux des œuvres d'art (précieux refuges anti-impôt sur la fortune).

Lutter contre les inégalités ne serait-elle pas une ambition plus passionnée que « dénoyautée » à l'aide de méthodes suspectes, le capital des sociétés privatisées ?

ERIK IZRAELWICZ.



française aux contraintes européennes. L'un des premiers actes du ministre après son retour Rue de Rivoli a été l'acceptation, le 13 juin 1988, de la libération totale des échanges au sein de la Communauté européenne le 1<sup>er</sup> juillet 1990. Il obtient de ses partenaires la promesse qu'un effort d'harmonisation fiscale sera réalisé. Mais il ne s'agit pas là d'un engagement formel. Une concession dont le ministre pèse aujourd'hui le prix, alors que l'Allemagne vient de faire un pas en arrière dans ce domaine.

Le retour au pragmatisme « trésoyer » du ministre est plus marqué encore en matière monétaire. Considérant, à juste titre, que le prix de l'argent était trop élevé en France, M. Bérégovoy s'est efforcé de le baisser (comme le rapprochement entre la BNP et l'UAP) seront réglés avec la même rapidité et avec le même esprit de conciliation.

### On garde les mêmes

Le pragmatisme nouveau du ministre trouve également matière à s'exercer à l'égard des entreprises publiques. Le dogme du « ni-ni » (ni nationalisation ni privatisation) inscrit dans la Lettre à tous les Français du candidat Mitterrand oblige le fidèle exécutant du chef de l'Etat à une imagination quotidienne. Régulièrement, la Rue de Rivoli trouve des techniques pour nationaliser ou privatiser sans le dire. Pechiney

## La fin de la voiture facile

Les retours du « pont », commencé peu avant le 1<sup>er</sup> mai, continuent grâce à l'Ascension, le 4 mai, et achevés avec la fête de la Victoire, ont provoqué, dans la nuit du 8 au 9 mai, d'énormes embouteillages sur les routes et autoroutes convergentes vers Paris et aux abords des grandes villes. On a dénombré jusqu'à 200 kilomètres de bouchons. Cette « thrombose », qui a échappé à « Bison futé », annonce la fin de la période de la voiture facile en France.

La 28 octobre 1988, il a juré que les proches-verbales ne passeraient plus à la trappe sous l'effet du « piston » et arrêté le principe qu'un permis de conduire à points et d'un contrôle technique des véhicules périodique et obligatoire.

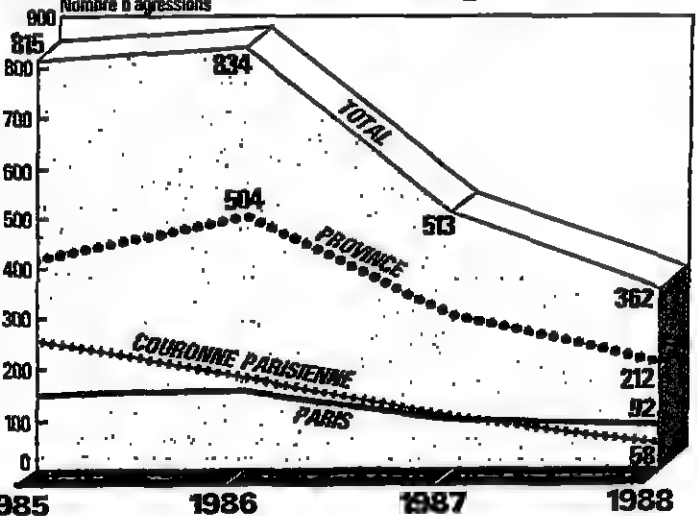
### 200 000 véhicules nouveaux par mois

Et maintenant les bouchons. Car il faut bien se servir de ces deux cent mille véhicules nouveaux immatriculés chaque mois ! Si l'on excepte les abords des grandes villes où la circulation est calamiteuse de façon quasi permanente, le réseau national absorbe jusqu'à présent, sans grosses difficultés, ce flot croissant. Arrive le moment où le bouchon, les « ponts » ou les vacances aidant, les embouteillages cessent d'être l'apanage de la vallée de la Tarentaise, en février, et de la vallée du Rhône le 31 juillet, et se généralisent comme le 8 mai, au Mans, à Tours, à Montpellier ou à Orléans. Ce ne sont pas les 300 kilomètres d'autoroutes mis en chantier, chaque année, par le gouvernement qui y porteront remède.

Il faudra donc décaler les conseils de « Bison futé » de plus en plus attentivement, car aucune infrastructure routière ne pourra absorber ces pointes de trafic qui ont tendance à devenir européennes. Lorsque la situation deviendra inextricable, il sera toujours temps de permettre l'usage, un jour sur deux, des voitures selon le numéro minéralogique pair ou impair, comme à Rome, à Athènes ou à Los Angeles. Peut-être que, d'ici là, les Français se seront mis à user sagement de leur chère automobile...

ALAIN FAUJAS.

## Diminution de 29,4 % des agressions à main armée dans les banques en 1988



Les agressions à main armée dans les banques ont diminué de 29,4 % en 1988 par rapport à 1987 (362 contre 513) après une baisse de 39 % en 1987. La part respective de la région parisienne et de la province reste sensiblement identique sauf pour Paris intra-muros, dont le chiffre augmente de 19,7 % en 1987 et 25,4 % en 1988. Par ailleurs, trente-deux départements n'ont pas subi d'agression en 1988 contre vingt-trois en 1987 et vingt-deux en 1986.

## TRANSPORTS

### Pluie de commandes pour les chantiers navals sud-corréens

Les chantiers navals sud-corréens ont reçu, en avril, des commandes pour 17 nouveaux navires, soit, au total, 453 400 tonnes, en raison d'une reprise de la demande mondiale, ce qui correspond à une hausse de 93,5 % par rapport à avril 1988, selon des données publiées par l'Association des constructeurs navals sud-corréens (KSA).

Malgré un climat social tendu, les prix de commandes pour les quatre premiers mois de cette année ont marqué une hausse de 85 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, avec 76 navires au total, dont 60 à l'exportation.

La société Daewoo (l'un des grands chantiers navals de Corée) vient de faire l'objet d'un plan de redressement financier avec l'aide de l'Etat.

Elle prévoit de former un consortium avec Samsung (autre « géant » coréen) pour obtenir — contre les chantiers européens — la commande de cinq navires porte-conteneurs pour le groupe néerlandais Nedlloyd.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Les SICAV Actions des Banques Populaires

Votre objectif : dynamiser vos placements en accédant à tous les marchés

1851 agences pour vous conseiller

**BANQUE POPULAIRE**

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

#### SITUATION AU 31 MARS 1989

	Montant liquidité en F	Montant investie en F	Actif en MF	Performance sur les 12 derniers mois (coefficient net réajusté)
FRUITFRANCE	826,45	21,64	3 625,13	+ 40,66%
PLANNET	1 000,17	18,74	430,95	+ 29,75%
VALDREM	546,58	11,50	458,19	+ 23,72%
FRUITVALON	520,87	15,74	582,95	+ 23,54%
A.A.A.	938,55	22,78	593,85	+ 45,45%
FRUITMMD	27,09	0,84	183,63	+ 26,85%
FRUITSPARNE	28,22	-	119,43	+ 11,75%

1988 - PER



# Économie

## POINT DE VUE

### Ce ne sont pas les prix qui déstabilisent l'industrie pharmaceutique

par Philippe Gelblat,  
ancien conseiller technique  
au secrétariat d'Etat  
chargé de la Sécurité sociale

DANS le domaine de l'économie de la santé comme ailleurs, il faut se garder des idées trop simples. L'industrie pharmaceutique française se porte mal, c'est un fait, et le rapport Biot-Dangoumau vient tout récemment de le remettre en lumière. Mais l'explication ne réside pas uniquement, comme semblent le suggérer certains, dans la faiblesse du prix des médicaments en France, et donc dans les décisions de la Sécurité sociale et de l'administration. Il convient de rappeler quelques faits.

Certes, les prix en France sont en moyenne inférieurs à ce qu'ils sont à l'étranger; mais les quantités consommées sont plus fortes, ce qui fait que la dépense pharmaceutique globale par habitant est au-dessus du niveau des autres pays industrialisés. En valeur, et pour une base 100 en France, celle-ci est de 57,5 en Italie, 84,5 en Belgique, 97,1 en RFA, 40,8 en Grande-Bretagne, et 37 seulement aux États-Unis (1).

Ainsi, la Sécurité sociale française ne donne pas moins d'argent que ses homologues étrangères, mais bien au contraire elle est la plus généreuse de toutes les sécurités sociales; pourtant, sa générosité ne semble pas avoir favorisé le développement de notre industrie pharmaceutique.

Si les prix des médicaments sont plus faibles en France que dans les autres pays d'Europe, il ne s'agit que d'une moyenne. Il existe des produits dont les prix sont bas, même parfois très bas, par comparaison internationale, mais il en existe d'autres qui sont au niveau des prix internationaux, voire supérieurs. Il existe aussi des médicaments similaires, ou même identiques, dont les prix sont extrêmement éloignés.

Au-delà du niveau général des prix, c'est donc à la structure des prix qu'il convient de s'intéresser. Celle-ci est, en réalité, totalement incohérente. Pourquoi?

En règle générale, quand un produit arrive sur le marché, son prix est établi par l'administration en fonction du prix des médicaments similaires déjà existants, ce qui paraît d'ailleurs logique. Comme le prix de référence est bas, le prix du nouveau produit sera bas, et le prix des suivants aussi.

Mais le laboratoire qui introduit un nouveau médicament réussit parfois à faire sortir l'administration de sa logique: soit qu'il échange un prix élevé contre une implantation industrielle en France (ce que peuvent faire les laboratoires étrangers), soit que

la pression médicale soit très forte (cas d'un produit contre le sida, par exemple), soit que le laboratoire réussisse, d'une façon ou d'une autre, à intervenir auprès des décideurs publics.

Les prix peuvent être alors considérablement plus élevés que ce qu'ils seraient « normalement » dû être. Lorsque c'est le cas, des majorations de prix de 50 % sont communes, mais on a pu voir des doubléments, ou plus!

#### Prime au plus cher

Mais ce qui est le plus surprenant, c'est que le produit « favorisé » va bénéficier d'un avantage supplémentaire par rapport à ses concurrents. Le produit le plus cher, c'est un phénomène bien connu, est jugé a priori plus efficace par le médecin et le malade. En outre, son prix élevé permet de financer plus aisément les dépenses d'investissement commercial nécessaires à son introduction sur le marché. Mais surtout (qui peut le plus peut le moins), le produit coûteux, dont le prix élevé peut être par ailleurs justifié pour certaines affections graves, va fréquemment être employé pour des affections plus bénignes, pour lesquelles il existe déjà des traitements moins chers, mais tout aussi efficaces.

Ainsi, le produit « favorisé » accroit de trois façons les dépenses de la Sécurité sociale: d'abord, comme dirait La Palice, parce qu'il est plus cher; ensuite parce que son prix lui facilite la conquête de parts de marché; et enfin parce qu'il va dériver sur les marchés connexes.

C'est par ce mécanisme que certains laboratoires obtiennent non seulement des prix élevés, mais aussi et par conséquent des volumes de vente importants, affaiblissant ainsi le laboratoire qui ne sont pas dans une position aussi favorable. Et à ce jeu, les grands laboratoires étrangers font souvent beaucoup mieux que les français: de bons produits, la possibilité de monnayer une implantation industrielle en France, leur assurement des prix élevés, donc des quantités vendues importantes, et donc une double suprématie par rapport aux laboratoires français.

L'industrie pharmaceutique nationale s'affaiblit, les dépenses de la Sécurité sociale augmentent. Ce ne sont pas les prix trop bas qui déstabilisent l'industrie pharmaceutique française, mais les distorsions causées par un mode de fixation arbitraire. De toute évidence, au-delà de toute réforme générale, une cure de transparence s'impose.

(1) Source: CREDES, *socio-économie de la santé*, 1987.

## ÉTRANGER

### Taxation de l'épargne

#### La Bundesbank demande au gouvernement de clarifier sa position

M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Bundesbank, a demandé, lundi 8 mai, au gouvernement de clarifier sa position sur l'harmonisation de la fiscalité européenne, après la suppression de la retenue à la source sur les revenus de l'épargne décidée par l'équipe Kohl. Dans un entretien accordé à l'agence de presse ouest-allemande DPA, le numéro deux de l'institut d'émission craint que la polémique ouverte à cette occasion ne fasse naître de nouvelles inquiétudes chez les épargnants ouest-allemands. M. Theo Waigel, nouveau ministre des finances, s'est à plusieurs reprises prononcé pour la sup-

pression définitive de cette retenue à la source de 10 % alors que le chancelier Helmut Kohl s'est déclaré prêt à « discuter avec ses partenaires » européens d'une réglementation « supportable à tous » qui permette d'imposer les revenus du capital et répondre « aux objectifs pressants du grand marché intérieur ».

Face à cette ambiguïté, M. Schlesinger préconise, dans un premier temps, un texte de loi supprimant la retenue à la source pour rétablir la confiance des épargnants.

### Nouveau record des exportations en mars

#### L'irrésistible poussée des excédents allemands

L'envoi des exportations a porté l'excédent commercial ouest-allemand à 12,8 milliards de deutschemarks (43,5 milliards de francs) en mars et à 36 milliards pour le premier trimestre, a annoncé, lundi 8 mai, l'Office fédéral des statistiques. Les économistes estiment désormais que le surplus record de 128 milliards de deutschemarks enregistré en 1988 sera largement dépassé cette année, et pourrait tourner autour de 140 milliards (476 milliards de francs).

Les craintes des experts semblent se confirmer. Alors que le redressement du commerce extérieur allemand semble en panne, et que les excédents japonais reprennent une course ascendante, les surplus allemands ne cessent d'augmenter. La lente correction des grands déséquilibres enregistrés en 1988 pourrait, si ces tendances se poursuivent, s'inverser, introduisant un nouvel élément d'incertitude dans l'économie mondiale.

Les chiffres annoncés par l'Office fédéral des statistiques en RFA sont impressionnants. Durant le seul mois de mars, les exportations ont pulvérisé tous les records, pour représenter 55,15 milliards de deutschemarks, une hausse de 9 % sur février. Cette santé insolente devrait se maintenir au cours des mois à venir. Même si la conjoncture américaine se ralentit, les exportateurs allemands savent qu'ils trouveront des débouchés privilégiés en Europe, où les achats de biens d'équipement — point fort de l'industrie allemande — se poursuivent à vive allure dans la perspective du grand marché de 1993.

Deux chiffres résument bien cette situation: à près de 60 %, les expor-

tations allemandes sont destinées aux autres pays de la CEE, et les biens d'équipement représentent plus de la moitié des ventes de l'Allemagne à l'étranger.

Considérée comme largement structurée par les experts, cette force à l'exportation n'est guère compensée par les importations. Leur progression de 7,7 % en mars les a portées à 42,31 milliards de deutschemarks. Et s'il est sans doute trop tôt pour voir dans ce montant les conséquences de l'affaiblissement de la devise allemande — elle a perdu près de 7 % par rapport au dollar depuis le début de l'année, — ce facteur monétaire gonfle très artificiellement les achats de la RFA au cours des mois prochains.

Les partenaires de Bonn ne manquent pas de le souligner quand le délicat problème des déséquilibres commerciaux sera à nouveau abordé. La balance des paiements courants, dont l'excédent a presque doublé en un an, pour passer de 16,3 milliards de deutschemarks durant le premier trimestre 1988 à 28,7 milliards durant les trois premiers mois de 1989, ne fera qu'aggraver les inquiétudes.

## CONJONCTURE

### Les prix en mars

#### Un bon résultat

	des 12 derniers mois (mars 88/mars 89)	des 6 derniers mois (mars 88/mars 89)	des 3 derniers mois (mars 88/mars 89)	du dernier mois (mars 89/avr. 89)
● ENSEMBLE	+3,4	+1,5	+1,9	+0,3
● ALIMENTATION (y.c. boissons)	+3,1	+2,9	+3,2	+0,4
Produit à base de céréales	+3,1	+2,7	+2,9	+0,3
Vinasse de brasserie	+7,9	+4,4	+2,8	+0,9
Pain et charbon	+3,0	+1,3	+1,3	+0,4
Vol. liv. gél., prod. base viande	+2,4	+2,6	+0,6	+0,8
Produit de la pêche	+1,5	+1,4	+1,8	+0,7
Laits, fromages	+2,9	+2,9	+1,5	+0,5
Oufs	+4,0	+2,5	+0,6	+0,0
Corps gras et beurres	+6,3	+4,6	+2,1	+0,5
Légumes et fruits	+3,0	+1,7	+0,5	+0,0
Autres produits alimentaires	+1,7	+0,8	+0,5	+0,1
Boissons alcoolisées	+2,4	+1,7	+1,3	+0,5
Boissons non alcoolisées	-4,0	-0,5	+0,4	+0,5
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+2,9	+1,0	+0,9	+0,3
1) Vêtements et textiles	+2,8	+1,5	+0,8	+0,4
Autres vêtements et accessoires	+3,3	+1,9	+0,7	+0,2
Articles chaussants	+2,0	+1,2	+0,5	+0,1
Autres articles textiles	+3,2	+1,6	+0,2	+0,9
2) Autres produits manufacturés	+2,9	+0,8	+0,9	+0,3
Mobilier et tapis	+3,0	+1,7	+1,0	+0,5
Appareils ménagers élec. et gaz	-0,1	+0,5	+0,2	+0,3
Autres art. équipement du ménage	+3,7	+2,0	+1,2	+0,5
Savon mén., produits entretien	+2,9	+2,0	+1,2	+0,4
Articles toilette et soins	+1,6	+0,2	-0,1	+0,1
Véhicules	+3,7	+1,5	+1,4	+0,2
Peinture, vernis, jouets	+2,5	+1,7	+1,0	+0,4
Photo, optique, électroacoustique	-3,2	-1,9	-0,8	-0,3
Autres articles de loisirs	+2,9	+2,0	+1,5	+0,4
Combustibles, énergie	+3,8	+0,9	+1,5	+0,1
Tobacs, prod. minér. divers	+6,5	+0,1	+0,1	+0,0
3) Produits manufact. secteur privé (1)	+2,2	+1,1	+0,7	+0,3
● SERVICES	+4,3	+1,9	+1,0	+0,3
Services relatifs au logement	+5,6	+2,8	+1,2	+0,1
Dont: loyers	+5,8	+2,9	+1,2	+0,1
Soins personnels, habillement (2)	+3,5	+2,6	+1,5	+0,5
Services de santé	+2,5	+1,5	+0,8	+0,2
Transports publics	+2,8	-0,2	-0,3	+0,3
Serv. d'utilisation vch. privé (3)	+4,8	+2,3	+1,5	+0,2
Hôtels, cafés, rest., casinos	+5,1	+2,3	+1,4	+0,5
Autres services (4)	+2,3	+1,4	+0,7	+0,1

L'indice des prix de détail, calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980, s'est inscrit à 175,7 en mars contre 175,2 en février. La hausse des prix des seuls « services privés » (excluant les services de santé) a été de 0,4 % en mars et de 4,9 % en un an.

- (1) Hors énergie.
- (2) Le poste « soins personnels, habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.
- (3) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.
- (4) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, location d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redevance TV, etc.

### Depuis neuf mois

#### Le dollar est au plus haut

Malgré de nombreuses interventions des banques centrales la semaine dernière, l'ascension du dollar s'est accélérée, le lundi 8 mai, en partie en réaction à des déclarations du président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl. Intervenant à l'issue d'une réunion mensuelle des gouverneurs de banques centrales à Sâle, M. Poehl a qualifié de « remarquable » la fermeté dont fait actuellement preuve le dollar. Selon lui, « c'est ce qui décide les marchés, et il faut s'en accommoder ».

Ces propos ont été interprétés par les opérateurs sur les marchés des changes comme un signe de l'abandon par des banques centrales des tentatives de limitation de la hausse du dollar. Les instituts d'émission ont d'ailleurs fait preuve de discrétion sur les marchés lundi 8 mai, et seules la Banque du Japon et la Réserve fédérale ont vendu de modestes quantités de billets vers Mardi 9 au matin, la banque d'Angleterre intervenant également. S'il s'agit effectivement d'une nouvelle attitude des banques centrales cela signifierait qu'elles ont renoncé à défendre la marge supérieure de

fluctuation du dollar prévue par les accords du groupe des Sept. Une limite qui, selon les sources, n'est pas fixée, mais généralement estimée à 1,90 deutschemark et 135 yens, a été franchie dès vendredi pour la devise allemande, et lundi dans le cas du yen.

Dans la matinée du 9 mai à Paris, le dollar s'échangeait, son plus haut niveau depuis l'été dernier, à 1,91 deutschemark et 6,4430 francs, après avoir chuté à Tokyo à 135 yens.

La vigueur du dollar est d'autant plus « remarquable », selon le mot de M. Poehl, qu'elle s'est manifestée malgré l'annonce d'une hausse du taux de chômage aux États-Unis en avril, le 5 mai, et celle d'une augmentation des excédents commerciaux allemands au premier trimestre, deux indicateurs qui, ordinairement, incitent dans le sens d'une dérive de la devise américaine. Sur les marchés des changes, on attend désormais un signe des dirigeants du groupe des Sept qui indiqueraient que les fourchettes de parités ont été modifiées.

### Selon la BRI

#### Le rôle du dollar n'a cessé de décroître dans les prêts internationaux

L'importance du dollar dans les prêts internationaux n'a cessé de décroître depuis cinq ans au profit du yen et du deutschemark, confirme la Banque de règlements internationaux (BRI) dans son rapport sur l'activité bancaire et financière internationale.

Entre 1983 et 1988, la part du dollar dans les prêts internationaux est revenue de 72 % à 53 %. Les parts du yen et du deutschemark se sont rapidement agrandies et représentaient l'année dernière 10 % chacune des prêts.

Cette évolution s'explique, selon la BRI, par la déréglimentation financière qui favorise l'usage de monnaies de plus en plus nombreuses dans les échanges financiers, le rôle grandissant des banques non américaines, les taux d'intérêt plus bas sur des monnaies autres que le dollar, la croissance très rapide de la zone pacifique, où le yen est dominant, et enfin les réajustements de dettes des pays en voie de développement, réajustements qui se sont souvent faits en monnaies autres que le dollar.

#### La Barclays émet 200 millions de dollars d'actions privilégiées

La banque britannique Barclays est la première société non américaine à émettre une nouvelle catégorie de titres qui répondent aux exigences internationales en matière de fonds propres. Il s'agit de 200 millions de dollars (environ 1,3 milliard de francs) d'actions privilégiées, à taux fixe, qui peuvent être rachetées par la banque dans un délai de cinq ans sous certaines conditions.

Cette émission permet à la banque d'améliorer ses ratios sans dilution des intérêts de ses actionnaires ordinaires. Selon les normes internationales, ces titres appartiennent au « noyau dur » des capitaux pris en compte dans le ratio Cooke (rapport entre les fonds propres et les engagements) que les grandes banques devront respecter en 1992. Libellée en dollars, cette émission atténue les effets des mouvements de change sur les ratios de la banque.

**AMERICAN CENTER**  
AMERICAN LANGUAGE  
AMERICAN CULTURE  
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

Séance tri-mestrielle  
17 avril-1er juillet  
Cours intensifs chaque quinzaine  
Préparation au TOEFL  
E.P.C.  
1, place de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. 46 35 18 33  
INSCRIPTIONS IMMÉDIATES



Ingenieurs, stylistes, commerciaux, gestionnaires  
diplômés du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur,  
les Professionnels du Textile, de l'Habillement,  
et de la Haute Couture vous proposent,  
en un an de spécialisation,  
un avenir dans les métiers de la Mode.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature: 25 mai.

Centre Privé de Formation Supérieure du Textile,  
de l'Habillement et de la Haute Couture

33, rue Jean Gonjon - 75008 Paris - Tél. : 42.89.42.42

كتاب الموضة



## Avec Rita nous avons fait la conquête de l'Ouest

Quels que soient les enjeux de 1992, l'avenir de l'industrie française n'est pas seulement en Europe. Mais aussi à l'Est (où il y a toujours du nouveau). Et à l'Ouest.

Voilà pourquoi l'achat du système RITA (Réseau Intégré de Transmission Automatique) par l'armée américaine en 1985, et la poursuite de ce contrat d'année en année sont importants pour Thomson. Et pour la France.

Parce qu'ils ouvrent la voie dans d'autres domaines que le luxe et l'alimentation. Et qu'ils montrent que la recherche française n'a rien à envier à celle des États-Unis, de l'Allemagne, ou du Japon. Aujourd'hui Thomson fabrique des

produits de haute technologie

dans 20 pays du monde, qu'il

s'agisse d'électronique de

défense ou d'électronique grand

public, audio ou vidéo. Sans

oublier, dans les gestes les plus quotidiens, mais toujours avec des produits innovants, des lave-linge ou des lave-

vaisselle... Des produits

aujourd'hui vendus dans plus

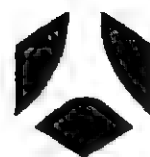
de 100 pays.

Pourquoi se restreindre à

l'Europe quand on a les

moyens de conquérir

le monde?



# THOMSON

au plus haut

au plus haut

Distribution...  
Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...

Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...

Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...

Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...

Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...

Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...

Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...  
Le rôle du dollar...



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPTES CONSOLIDÉS  
au 31 décembre 1988  
(en milliers de francs)

Les comptes consolidés du groupe SEDRI font apparaître après retraitements comptables un total de produits d'exploitation hors taxes de 600 966 KF, dont 530 830 KF de chiffre d'affaires.

Le résultat net consolidé ressort à 73 400 KF, soit 2,74 fois le résultat 1987.

	1988 (KF)	1987 (KF)	Variations
CA consolidé	530 830	234 826	x 2,26
Résultat net consolidé	73 400	26 763	x 2,74

CHIFFRE D'AFFAIRES  
Du 1<sup>er</sup> trimestre 1989  
(en milliers de francs)

Le chiffre d'affaires de la Société SEDRI pour le premier trimestre 1989 s'élève à 120 466 KF, soit 1,95 fois celui du premier trimestre 1988 qui était de 61 796 KF. Compte tenu de l'évolution de l'ensemble du groupe, nous constatons dorénavant un écart important entre les chiffres d'affaires sociaux et consolidés, ce dernier devenant maintenant le plus significatif.

Pour le premier trimestre 1989, ce chiffre d'affaires consolidé s'élève après retraitements à 201 243 KF.

## SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

Réuni au Siège Social de la Société marseillaise de Crédit, le Conseil d'Administration du 9 mars 1989, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul Escudé, président-directeur général, a approuvé les résultats de l'exercice 1988, résultats qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale devant se tenir le 11 mai 1989.

Le total du bilan s'établit à 20,781 milliards de francs. L'encours des ressources commerciales s'élève à 13,038 milliards de francs au 31 décembre 1988, soit une progression de 13,4 % (en capitaux moyens, son évolution est de 5,9 %), la part des ressources à vue se situant toujours aux environs de 59 %.

Les crédits à la clientèle commerciale s'élèvent à 8,795 milliards de francs au 31 décembre 1988, soit une progression de 16,4 % par rapport à l'exercice précédent (+ 12,9 % en capitaux moyens), avec une forte progression des crédits à moyen et long terme.

L'activité sur les marchés financiers s'est encore développée en 1988. Outre le domaine de l'ingénierie (la société a obtenu 5 co-cibels de fait d'emprunts obligataires au cours de l'année), on note la progression satisfaisante des encours d'OPCVM gérés, à 6,2 milliards de francs, contre 5,1 milliards de francs au 31 décembre 1987.

Le Produit Net Bancaire s'élève à 1,280 milliard de francs, soit + 4,9 % par rapport à 1987. La part des commissions dans le P.N.B. s'élève à 22,4 %.

L'ensemble des frais généraux s'établit à 1,129 milliard de francs, soit + 3,8 % par rapport à l'exercice précédent (les charges de personnel augmentant de 2,6 %), ce qui témoigne de la maîtrise de leur évolution. La baisse continue des marges commerciales a été compensée par les gains de productivité réalisés, et par une croissance des activités de marchés qui, cette année encore, contribuent de façon conséquente aux résultats.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 150,8 millions de francs, en augmentation de 14,3 %. La dotation aux amortissements de l'exercice atteint 54,8 millions (+ 11,7 % par rapport à 1987) témoignant de la politique d'investissement soutenue de la S.M.C., en même temps que l'excédent net des provisions d'exploitation constituées sur les provisions reprises se situe à 61,2 millions de francs, contre 49,4 millions de francs en 1987, reflétant un effort de provisionnement des créances commerciales.

Le résultat net ressort à 25,1 millions de francs contre 23,2 millions de francs en 1987 (+ 8,01 %). Le bénéfice consolidé s'élève à 35,45 millions de francs (+ 3,65 %), dont part du Groupe 35,03 millions de francs (+ 1,94 %).

Les Sociétés du Groupe S.M.C. continuent à se développer. Ainsi, GP-BANQUE atteint un bénéfice de 15,01 millions de francs en 1988, contre 10,08 millions de francs en 1987.

D'autre part, la récente prise de participation majoritaire de la Société marseillaise de Crédit dans la Société de Bourse Bisson Bonnaise est de nature à accélérer le développement de son activité sur les marchés financiers.

Conscients que le Grand Marché Unique Européen va modifier le contour des régions économiques, la Société marseillaise de Crédit qui, par vocation et tradition, est une Banque de l'Europe du Sud, a entrepris de s'adapter à cette nouvelle donne, en ouvrant un Bureau de représentation à Madrid et en concluant des accords particuliers avec la CAIXA D'ESTALVIS DE CATALUNYA et avec la CASSA DI RISPARMIO DI GENOVA E IMPERIA.

En 1989, la Société marseillaise de Crédit confirmera sa stratégie de Banque Régionale multi-métiers au sein de l'Europe communautaire. Elle complètera la palette de ses services par la création d'une SICOMI, l'ouverture d'une Salle des Marchés à Marseille et le développement de ses activités d'Ingénierie Financière.

## LABINAL-TURBOMÉCA

Les assemblées générales extraordinaires de la Société Labinal et de la Société financière Turboméca (SOFIT), réunies le 28 avril 1989, ont approuvé la fusion de SOFIT avec Labinal, cette dernière détenant désormais 98,8 % de Turboméca.

Le nouveau groupe ainsi constitué aurait réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 6 315 MF, un bénéfice net de 212 MF et employé 15 000 personnes.

Ses principaux axes de développement sont :

- les turbines à gaz de petite et moyenne puissance ;
- les équipements aéronautiques ;
- les équipements automobiles.

A la suite de la fusion, le capital de Labinal a été porté de 323 977 100 F à 410 757 700 F par création de 868 806 actions nouvelles portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1989, dont 809 560 ont été attribuées à Sopartech qui détenait, de ce fait, 45 % du capital de Labinal.

Par ailleurs, il est rappelé que divers actionnaires institutionnels conservent une participation directe de 12,5 % dans le capital de Labinal et que cette dernière société, ainsi que ses filiales, possèdent 6,8 % de ses propres actions.

Enfin, l'Assemblée Générale extraordinaire de Labinal a procédé à la nomination, en qualité d'administrateurs de la société, des administrateurs de SOFIT qui ne siègent pas jusqu'au 30 avril 1989, à savoir : M<sup>rs</sup> Montague, Antiquier, MM. Serge Becchetti, Paul Joutoux-Monrozier, Michel Meton, Jacques Mitterrand, Michel Verdier et M<sup>me</sup> Dorothée Wittwer.

## sograp

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de SOGERAP se sont réunies le jeudi 27 avril 1989 au siège social, tour ELF, 2, place de la Coupole, la Défense 6, 92400 Courbevoie.

L'Assemblée Générale ordinaire a approuvé l'arrêté des comptes de l'exercice 1988 qui comporte un bénéfice net de 120,5 millions de francs, contre 63,5 millions de francs pour l'exercice précédent. Elle a décidé la distribution, au titre de l'exercice clos, d'un dividende net de 20 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 10 F, soit un revenu global de 30 F.

Le paiement du dividende en numéraire sera effectué à partir du 18 mai 1989.

L'Assemblée Générale a été informée de la décision prise par le conseil d'administration de procéder à une attribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle (jouissance 1-1-1989) pour dix actions anciennes.

Cette attribution interviendra le 14 juin 1989.

Dans son allocution, le président a rappelé que la très nette reprise des résultats de SOGERAP était le fruit d'une meilleure tenue de ses participations pétrolières, de l'embellie de l'environnement boursier et d'un dynamisme accru dans la gestion des titres de placement.

Il a ensuite exprimé sa confiance dans la solidité de ces performances et son souhait de voir le marché boursier évaluer le titre à son juste prix.

L'Assemblée Générale extraordinaire, qui a suivi, a autorisé le conseil d'administration à assurer de bons de souscription d'actions les actions nouvelles qu'il pourrait émettre dans la limite fixée par l'Assemblée Générale extraordinaire du 15 mars 1987, en vue de porter le capital de la société jusqu'à un plafond de 300 millions de francs.

## GROUPE SERIBO

## GROUPE SERIBO : RÉSULTATS 1988

VOLUME D'AFFAIRES	+ 47 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	+ 22 %
DIVIDENDE BRUT	+ 83 %

Le conseil d'administration réuni le 23 mars 1989 a arrêté les comptes de la société mère et du groupe au 31 décembre 1988.

## VOLUME D'AFFAIRES EN FORTE PROGRESSION

Le volume d'affaires consolidé du groupe a progressé de 47 % pour s'établir à 875 MF. Cette augmentation importante a été due pour partie à l'excellent comportement de Gantier France, dans la branche meuble, et à l'accroissement des facturations de la branche engineering.

## RÉSULTAT NET DE 55,3 MF

Le résultat net après impôt a progressé de 22 % pour s'établir à 55,3 MF (44,8 MF, part du groupe).

## DIVIDENDE BRUT : + 83 %

Compte tenu des excellents résultats et perspectives 1989, le conseil proposera à l'Assemblée Générale du 30 mai 1989 la distribution d'un dividende de 5,30 F par action (+ avoir fiscal de 2,75 F), soit un dividende brut de 8,05 F.

## PERSPECTIVES 89

L'analyse de la situation actuelle tant pour la branche meubles (Gantier et Van Pelt en Belgique) que pour la branche engineering et constructions mécaniques permet de prévoir pour 1989 un chiffre d'affaires de 1,260 MF (en progression de 44 %) et un résultat net global de l'ordre de 68 MF (en progression de 23 %) permettant de conserver le même fort taux de croissance.

## BIMP Banque Industrielle &amp; Médière Privée

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires est convoquée pour :

le 23 mai 1989 à 10 h 30  
dans les locaux de l'Association Française des Banques, 17, rue La Fayette, Paris-9<sup>e</sup>.  
L'avis de réunion valant avis de convocation est paru au BALO du 17 avril 1989.  
Les documents préparatoires à cette assemblée sont adressés aux actionnaires nominatifs par la société.

Ces mêmes documents peuvent être demandés au siège social par les propriétaires d'actions au porteur qui justifient de cette qualité et joignent à leur demande un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leur compte et constatant l'immobilisation de leurs titres.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un formulaire de vote par correspondance auprès de la société. Ce formulaire régularisé devra parvenir au siège social au plus tard le 19 mai 1989.

## CFAO

## COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

## RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1988

Le conseil d'administration, réuni le 28 avril 1989 sous la présidence de M. Paul Paoli, a arrêté les comptes de l'exercice.

Les principaux chiffres se présentent ainsi, en millions de francs :

Société CFAO (comptes sociaux)	1988	1987	Variations en %
Total du bilan	4 004	2 812	+ 42
Produits courants	434	345	+ 26
Amortissements et provisions	133	130	+ 2
Bénéfice net	178	166	+ 7

Groupe CFAO (comptes consolidés)	1988	1987	Variations en %
Total du bilan	15 749	9 898	+ 59
Chiffre d'affaires	23 516	15 028	+ 56
Amortissements et provisions	917	527	+ 74
Marge brute d'autofinancement	1 358	864	+ 57
Bénéfice net	441	238	+ 85
dont part du groupe	378	207	+ 83

L'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 1988 est convoquée le 23 juin 1989 à 10 h 30 au siège social à Marseille. Les bons résultats enregistrés permettront au conseil d'administration de proposer un dividende de 45,50 F assorti d'un avoir fiscal de 22,75 F, soit un total de 68,25 F par action, contre 63 F l'année dernière, en progression de 8,33 %.

M<sup>me</sup> Yvette Chassagny ayant été appelée à de hautes fonctions officielles, le conseil coopte, pour la remplacer, M. Michel Berthezène, directeur à l'UAF.

## EXPANSION

Le conseil a fait le point des investissements réalisés, dont le plus marquant est la prise de contrôle de LA RUCHE MÉRIDIONALE (LRM), à Agen, dans le cadre d'une contre-offre publique d'achat avec offre subsidiaire d'échange contre des obligations convertibles CFAO. Cette opération permet de concrétiser le projet Univers Sud de grande distribution dans le midi de la France et le nord de l'Espagne. Les filiales SODIM et CANTELAUBE fusionneront à brève échéance avec LA RUCHE MÉRIDIONALE, pour constituer un ensemble réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 milliards de francs dès 1990.

Les autres investissements les plus significatifs concernent les entreprises suivantes :

Groupe PERCO Limitée : location de matériels de chantier dans la province de Québec, au Canada, et en Floride, aux États-Unis, qui renforce les activités LAHO et COFILOC exercées en France dans ce même secteur ;

Établissements DERNIER : concession PEUGEOT à Liège, en Belgique ;

Groupe ALSAUTO : concession CITROEN et CITER (location de véhicules), à Colmar, en Alsace ;

AUBADE : supermarché, à Aubagne (Bouches-du-Rhône).

An cours de la même période, le groupe CDME renforce fortement son implantation européenne dans la distribution de matériel électrique avec les acquisitions de :

CEIM, au Mans : 700 millions de francs de chiffre d'affaires au travers de quinze points de vente, dans l'ouest et le nord de la France.

UTISAN, à Madrid, en Espagne : avec quinze agences, réalise un chiffre d'affaires d'environ 350 millions de francs.

SEDEC, à Anvers, en Belgique : 250 millions de francs de chiffre d'affaires dans sept établissements.

JONES, en Floride, aux États-Unis : six agences, 100 millions de francs de chiffre d'affaires.

CELSA, à Milan, et BETA, à Gènes, en Italie : 100 millions de francs de chiffre d'affaires.

Avec les progrès réalisés au Canada par le groupe GUILLEVIN INTERNATIONAL, le chiffre d'affaires cumulé du groupe CDME dépassera 12 milliards de francs en 1989.

Ces importantes prises de participation majoritaire représentent un investissement de près de 2 milliards de francs. Elles confortent, en 1989, la consolidation du groupe CFAO, en augmentant le chiffre d'affaires de 25 %, avec une contribution intéressante aux résultats.

Les documents mis à la disposition des actionnaires à l'occasion de l'Assemblée Générale peuvent être obtenus par tout intéressé qui en fait la demande à : la CFAO, secrétariat général, 7 place d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.

## alspi

Les pouvoirs publics viennent d'annoncer les opérations de rapprochement dans le secteur des moteurs Diesel industriels entre ALSPI et la société finlandaise OY Wartsila Ab.

L'entrée en vigueur prochaine de l'accord conclu entre les deux sociétés conduira à regrouper dans la Société alsacienne de constructions mécaniques de Mulhouse (SACM-M) les activités que Wartsila Diesel France (WDF), filiale du constructeur finlandais, exerce en France à travers sa participation majoritaire dans Duvant Crépelle, fabricant de moteurs, et, directement, dans ses installations d'après-vente de La Ciotat.

La réalisation des apports partiels d'actif sera accompagnée d'une augmentation de capital en numéraire de 60 millions de francs souscrite par WDF.

A l'issue de ces opérations et après recensement par ALSPI d'une partie de ses titres auprès d'investisseurs français, ALSPI et WDF seront alors, avec chacun 42 %, à parité, les principaux actionnaires de la SACM-M, dont le capital restera en majorité française.

Cette filiale, commune aux deux groupes, prendra la dénomination de SACM Diesel ; elle réalisera plus de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1989 et emploiera 1 600 personnes.

Conserver sa personnalité propre et son identité française, SACM Diesel tirera avantage de son insertion dans l'organisation internationale de la branche diesel de Wartsila, dont elle sera le pôle de développement en matière de moteurs rapides.

L'ensemble international continuera à la suite de ce rapprochement réalisera près de 3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989.

## COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Société anonyme au capital de 527 691 750 F.

Siège social : 51, rue d'Arjou 75008 Paris.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1988 et sur la répartition du résultat (versement d'un dividende de 27 F par action), se tiendra le 19 juin 1989 à 15 heures à l'Automobile Club de France, 6, place de la Concorde, 75008 Paris.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

A défaut d'assister à cette assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint ;
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire ;
- voter par correspondance.

Les formules de vote par correspondance et de pouvoir, et les documents les accompagnant, ont été adressés aux actionnaires inscrits en comptes nominatifs pour ou administrés.

Les titulaires d'actions au porteur inscrits en compte doivent faire la demande de ces formules à la Banque Indosuez, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception en plus tard six jours avant la tenue de la réunion.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter ou de participer directement à cette assemblée.

La compagnie tient à la disposition de ses actionnaires les documents préparatoires de l'assemblée tels qu'ils sont visés par les articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 : pour obtenir ceux-ci, la demande doit être faite à la Banque Indosuez, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

## R.M.I.

Une analyse de 30 expériences

Un guide utile aux acteurs de l'insertion

Un livre de Rep. LEBLANC

REVENU MINIMUM

REUSSIR L'INSERTION

EN LIBRAIRIE

Éditions SYNOUS ALTERNATIVES

1 rue Montmartre 75001 PARIS

## La ruée sur les

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)

La ruée sur les... (text partially obscured)



## Europe 1993

### La ruée sur les centres d'information

On s'y presse, on s'y bouscule. Entreprises, administrations, cabinets juridiques, particuliers et étudiants envahissent les centres d'information sur l'Europe, où, de la standardiste à la direction, tout le monde se dit « débordé ».

Les Français prendraient-ils tout à coup conscience de l'immensité de l'échec 93 ? A vrai dire, cette impression de raz de marée semble surtout être la conséquence d'une lacune : les centres d'information ne sont pas en nombre suffisant pour satisfaire la curiosité des citoyens concernés, soit... potentiellement plus de cinquante-cinq millions de personnes ! Cette « soif » d'information n'est d'ailleurs pas spécifiquement hexagonale. En 1988, cent mille Britanniques (soit quatre fois plus qu'en 1984) ont adressé une demande au bureau de presse et d'information, pour la Grande-Bretagne, de la Commission des Communautés.

La Commission est présente dans chacune des capitales des Douze par le biais de ces bureaux de presse et d'information, sortes de « syndicats d'initiatives » qui assurent sa promotion. « Au Belles Feuilles », comme l'on dit

familièrement de celui de Paris, sis dans la rue du même nom, il n'y a pas longtemps, il fallait faire la queue pour accéder au centre de documentation. Un remède aussi simple qu'efficace a permis de « décongestionner » les lieux : les étudiants sont désormais refusés.

« Maintenant, il vient tout chez nous », se lamentent-ils au bureau d'information pour la France du Parlement européen, plus vaste certes, mais moins bien loti en personnel. Même complainte à la Sorbonne, où l'université de Paris-I dispose d'un Centre de documentation européenne (CDE) tel qu'il en existe quarante-trois dans les universités françaises : l'étudiant qui demande « à quelle heure y'a moins de monde », s'entend répondre que « c'est tout le temps comme ça, même pendant l'heure du repas ; à midi, quand on ouvre, ils sont déjà là, à attendre derrière la porte ».

#### Décentraliser

Et pourtant, on ne peut pas les soupçonner, ces étudiants, de venir chercher, entre deux cours, un refuge où faire la sieste dans une ambiance feutrée. Pas de place pour le farniente ! Ni même pour le travail d'ailleurs ! Les deux tables n'y suffisent pas. Une exigence qui fait la fortune des propriétaires de photocopies qui sont pléthores dans le quartier : on vient ici pour emprunter un document, le temps d'une photocopie à l'extérieur — travaux et publications de Bruxelles, du Parlement de Strasbourg, revues européennes, mémoires et thèses issues de la maison... autant de sources d'information dont on peut d'ailleurs se demander comment elles peuvent trouver place dans une pièce si petite.

Si les étudiants représentent la grande masse des « demandeurs », d'ailleurs, « ils viennent de partout, pas seulement de Paris-I » — ils ne sont pas les seuls à venir chercher ici, qui le contenu d'une directive, qui tel ou tel numéro du journal officiel des Communautés, les socio-professionnels et les particuliers, ont accès aux CDE. Les entreprises ont néanmoins intérêt à se tourner vers d'autres centres. Les « Euro Info Centres », plus communément appelés « Euroguichets », éman-

tions d'organismes existants d'aide aux entreprises, informent et conseillent gratuitement les sociétés, avec une priorité pour celles de moins de cinq cents salariés. La Commission de Bruxelles vient de lancer un appel d'offres afin qu'il y en ait vingt à trente en France d'ici à un an (objectif : au moins un par région) et non plus cinq (actuellement à Bordeaux, Lyon, Metz, Nantes et Strasbourg).

Les entreprises de la région parisienne disposent de leur propre réseau, créé par la chambre de commerce et d'industrie de Paris et constitué des « Points Europe », des bureaux d'information et de conseil dépendant des chambres de commerce et d'industrie départementales.

Décentraliser ainsi l'information dans les institutions et organismes existants, c'est le but de M. Jean-Michel Baer, le tout nouveau directeur des « Belles Feuilles », devenue dernièrement « bureau pour la France de la Commission des Communautés européennes » et non plus « bureau de presse et d'information ». L'ambition de M. Baer est de faire en sorte que la Commission ait une véritable représentation en France et, parallèlement, de déléguer la mission d'information du bureau.

Ce projet est issu d'un double constat. D'une part, les crédits dont dispose la Commission pour sa politique sont limités (ils ne représentent guère plus du quart du budget du service communication de la SNCF). D'autre part, les États membres ont longtemps été réticents à ce qu'on vienne faire de l'information européenne institutionnelle chez eux.

Conclusion de Jean-Michel Baer : « Pour que la Commission soit proche des gens, il faut travailler en partenariat » (sous-entendu avec les ministères, les collectivités locales, etc.). L'objectif est de susciter l'émulation de centres d'information — qui disposeraient de la documentation de la Commission — dans les institutions existantes au niveau local, afin de rapprocher les eurocrates des citoyens, des entreprises, des étudiants, dans chaque région. N'était la noblesse de l'ambition, on serait tenté de conclure — ironiquement — : « Vaste programme ».

M.-P. S.

### Quelques adresses

- Bureau de la Commission en France** : 61, rue des Belles-Feuilles, 75782 Paris Cedex 16. Tél. : 45-01-58-85 ; 2, rue Henri-Barbusse, 13241 Marseille Cedex 01. Tél. : 91-91-46-00.
- Bureau d'information du Parlement européen à Paris** : 258, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 40-63-40-00.
- Service des publications des Communautés européennes** : 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15. Tél. : 40-58-75-00.
- Euro Info Centres** : Comité d'expansion Aquitaine, 2, place de la Bourse, 33076 Bordeaux. Tél. : 56-52-65-47 ; Chambre de commerce et d'industrie de Lyon, 20, rue de la Bourse, 69289 Lyon Cedex 02. Tél. : 78-38-10-10 ; Région Lorraine, 1, place Saint-Clement, BP 1004, 57036 Metz Cedex 01. Tél. : 87-33-60-00 ; Chambre de commerce et d'industrie de Nantes, Centre de Salers, BP 718, 44027 Nantes Cedex 04. Tél. : 40-44-60-65 ; Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin, 10, place Gutenberg, 67081 Strasbourg Cedex. Tél. : 88-32-12-55.
- Point Europe** : Bourse de commerce, 2, rue de Vienne, 75001 Paris. Tél. : 45-08-35-90.
- Le CIDJ**, Centre d'information et de documentation jeunesse, vient de mettre en place une cellule de documentation européenne. Un « espace européen » a été créé à l'antenne parisienne et les vingt centres régionaux devraient suivre. Des dossiers (« Mobilité des jeunes », « Les pays européens », « Connaissance de l'Europe »), des ouvrages, une revue de presse, peuvent être consultés sur place. CIDJ, 101, quai Branly, 75741 Paris Cedex 15. Tél. : 45-67-35-85.

### Des statistiques très peu communes

L'« Europe des statistiques » n'est pas construite et ne le sera pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 1991, faute de données concordantes.

Chaque mois, la publication des chiffres du chômage pour l'ensemble des douze pays de la Communauté donne une idée du cas-tête dont Eurostat, l'office statistique européen, ne parvient pas à se sortir. D'une fois sur l'autre, les séries sont revues mais demeurent imprécises. Longtemps, les résultats de l'Espagne et du Portugal ont été si peu fiables qu'ils n'étaient pas fournis en nombres absolus. Cela fait longtemps que le même phénomène se poursuit pour la Grèce, toujours absente des tableaux récapitulatifs.

Mais d'autres situations sont également préoccupantes. Depuis janvier, on ne dispose plus de données en provenance des Pays-Bas, « par suite d'une importante modification de la méthode de recensement des chômeurs inscrite dans les bureaux de placement ». Par deux fois déjà Eurostat n'a donc pu calculer le nombre total de chômeurs et en a été réduit à une estimation qui sera, avec le temps, de plus en plus aléatoire. Officieusement, on laisse entendre que, en réalité, les autorités de La Haye refusent de communiquer les renseignements nécessaires aux fonctionnaires européens.

Ce n'est pas tout. Les modes d'évaluation du chômage ont été modifiés plus d'une vingtaine de fois, en Grande-Bretagne, tout au long du règne de M<sup>rs</sup> Thatcher. Les définitions ayant été profondément bouleversées, il devient difficile de s'y retrouver, par exemple au sujet des jeunes et de l'incidence du service militaire, et surtout à propos du chômage féminin, les épouses de salariés en activité pouvant ne pas être comptabilisées. Au Royaume-Uni, on considère que sont chômeurs ceux qui sont « à la recherche d'un emploi à temps complet et qui sont demandeurs d'allocation de chômage parce qu'ils sont sans emploi ». Et ce, alors même que l'emploi à temps partiel, fortement féminisé, se développe beaucoup.

An Danemark, on tient compte dans les statistiques des personnes à la recherche d'un travail à temps partiel ; en RFA, de celles qui veulent un emploi d'au moins dix-huit heures par semaine ; en Espagne, de

celles qui souhaitent au moins vingt heures de travail hebdomadaires. L'Irlande ne recense pas les demandeurs d'un travail à temps partiel, l'Italie, en revanche, accorde ceux qui travaillent effectivement moins de vingt heures ou qui ont un contrat d'une durée déterminée inférieure à quatre mois dans l'année.

Dans ces conditions, les renseignements européens sont sujets à caution. Présentés en données brutes, et souvent commentés en données corrigées, les chiffres d'Eurostat ont moins d'intérêt que les tendances observées sur un mois et principalement sur un an.

A l'instar de l'OCDE, qui a mis au point des taux standardisés très élaborés pour permettre les comparaisons internationales, l'office statistique de la CEE s'est essayé depuis peu au même exercice, mais avec moins de bonheur. En effet, il se trouve confronté à la qualité de ses sources, ses moyens d'investigation étant moins sûrs que ceux que l'OCDE dispose.

Légalement, les pays membres ne sont pas obligés de livrer des données qui peuvent être considérées comme confidentielles. Politiquement, la plupart d'entre eux ne tiennent pas non plus à ce qu'une autorité, indépendante et extérieure, puisse déterminer la réalité du chômage et de l'emploi de manière impartiale. Sur le plan intérieur, l'indice fait trop souvent l'objet de polémiques pour qu'une ingérence supranationale puisse être supportée.

#### Des techniques artisanales

Aussi, les fonctionnaires européens, chargés de la collecte des informations, en sont-ils réduits à des techniques qui s'apparentent à de l'artisanat. Tel statisticien entretient de bons rapports avec son collègue romain et tel autre sait comment convaincre son répondant madrilène. Il arrive ainsi que, à la suite d'une mutation, la filière de traitement soit provisoirement interrompue.

Ce qui se passe pour les chiffres du chômage est également vrai pour d'autres données sensibles comme la production industrielle, et cela a fini par inquiéter les autorités. Mme Christine Scrivener, commis-

saire chargée de la fiscalité et de l'union douanière, a ouvert en avril un séminaire consacré au « système d'information statistique d'après 1992 », en soulignant que, avec la réalisation du marché unique, « les besoins d'informations statistiques seront vraisemblablement transformés, les acteurs politiques, économiques et sociaux se trouveront dans une situation nouvelle ».

La Commission européenne a proposé un nouveau système de collecte, et le conseil économie-finances vient d'approuver le principe d'un programme statistique de la Communauté pour la période 1989-1992 avec « un plan d'actions prioritaires » comportant la création d'un comité spécialisé.

L'objectif est, bien entendu, de mettre à la disposition de la CEE une information statistique globale et cohérente sur la base de données comparables, et cela grâce à une coopération plus étroite entre l'Eurostat et les instituts nationaux. Mais il ne sera pas facile de pallier les lacunes existantes, qui entraînent une perte considérable de données.

Selon les Etats, le secret statistique est défini de façon différente, et il interdit la divulgation des éléments à des tiers, personnes physiques ou morales, et aux administrations. Il faudrait donc uniformiser les réglementations et leur donner une base juridique qui pourrait être l'article 213 du traité.

La Commission a fait des propositions en ce sens qui rendraient obligatoire, sous certaines conditions, la transmission des données statistiques confidentielles à Eurostat, un comité consultatif ou de gestion se chargeant de garantir le bon fonctionnement de l'ensemble. Moyennant quoi, on peut espérer que, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1991, le marché unique de la statistique existera et que, sur ce plan du moins, l'Europe sera réalisée.

ALAIN LEBEAUX.

#### Lire aussi

- Les élus français à Strasbourg face à leurs « erreurs de jeunesse » p. 10
- Un entretien avec MM. François-Poncet et Lamassouire ..... p. 10

Vienne vous fait une scène

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique et théâtre, comédie musicale et exposition, shopping et vie nocturne. Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47427857. Vienne ne laissera cet été personne indifférent. Servus. Bienvenue en Autriche!

Vienne



Pourquoi notre avenir dépend-il de la politique de George Bush? Est-il vraiment souhaitable que les déficits américains se réduisent rapidement? Le livre qui dénonce "l'insoutenable légèreté" du fort PAUL MENTRÉ

L'AMÉRIQUE ET NOUS

108 F

Dunod

GALLERIES Lafayette



Jusqu'au 30 mai. Préparez-vous un bel été.

Cette année, grâce à votre carte Galleries Lafayette, n'attendez pas la canicule et fondez, du 26 avril au 30 mai, pour cette mode et ces accessoires qui feront vos beaux jours. — 20% sur des centaines d'articles : c'est un bel été en perspective dans toutes les Galleries Lafayette de France.

\* Carte gratuite, dès acceptation du dossier. Non cumulable avec d'autres escomptes ou avantages promotionnels en cours.







# Marchés financiers

## BOURSE DU 5 MAI

Règlement mensuel																	
Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
3027	C.N.E. 3%	3835	3800	3900	+ 0.89	1082	B.A.P. T.P.	1070	1058	1070	+ 0.8	1165	C.N.E. 3%	1150	1130	1150	+ 0.8
1082	B.A.P. T.P.	1070	1058	1070	+ 0.8	1222	C.C.F. T.P.	1210	1190	1220	+ 0.8	1318	Ch. Lyon T.P.	1310	1290	1310	+ 0.8
1165	C.N.E. 3%	1150	1130	1150	+ 0.8	1385	Ch. Lyon T.P.	1380	1360	1380	+ 0.8	1470	Ch. Lyon T.P.	1460	1440	1470	+ 0.8
1318	Ch. Lyon T.P.	1310	1290	1310	+ 0.8	1558	Ch. Lyon T.P.	1550	1530	1550	+ 0.8	1645	Ch. Lyon T.P.	1630	1610	1640	+ 0.8
1385	Ch. Lyon T.P.	1380	1360	1380	+ 0.8	1730	Ch. Lyon T.P.	1720	1700	1730	+ 0.8	1818	Ch. Lyon T.P.	1800	1780	1810	+ 0.8
1470	Ch. Lyon T.P.	1460	1440	1470	+ 0.8	1905	Ch. Lyon T.P.	1890	1870	1900	+ 0.8	1990	Ch. Lyon T.P.	1970	1950	1990	+ 0.8
1558	Ch. Lyon T.P.	1550	1530	1550	+ 0.8	2075	Ch. Lyon T.P.	2060	2040	2070	+ 0.8	2160	Ch. Lyon T.P.	2140	2120	2160	+ 0.8
1645	Ch. Lyon T.P.	1630	1610	1640	+ 0.8	2245	Ch. Lyon T.P.	2230	2210	2240	+ 0.8	2330	Ch. Lyon T.P.	2310	2290	2330	+ 0.8
1730	Ch. Lyon T.P.	1720	1700	1730	+ 0.8	2415	Ch. Lyon T.P.	2400	2380	2410	+ 0.8	2500	Ch. Lyon T.P.	2480	2460	2500	+ 0.8
1818	Ch. Lyon T.P.	1800	1780	1810	+ 0.8	2585	Ch. Lyon T.P.	2570	2550	2580	+ 0.8	2670	Ch. Lyon T.P.	2650	2630	2670	+ 0.8
1905	Ch. Lyon T.P.	1890	1870	1900	+ 0.8	2755	Ch. Lyon T.P.	2740	2720	2750	+ 0.8	2840	Ch. Lyon T.P.	2820	2800	2840	+ 0.8
1990	Ch. Lyon T.P.	1970	1950	1990	+ 0.8	2925	Ch. Lyon T.P.	2910	2890	2920	+ 0.8	3010	Ch. Lyon T.P.	2990	2970	3010	+ 0.8
2075	Ch. Lyon T.P.	2060	2040	2070	+ 0.8	3095	Ch. Lyon T.P.	3080	3060	3090	+ 0.8	3180	Ch. Lyon T.P.	3160	3140	3180	+ 0.8
2160	Ch. Lyon T.P.	2140	2120	2160	+ 0.8	3265	Ch. Lyon T.P.	3250	3230	3260	+ 0.8	3350	Ch. Lyon T.P.	3330	3310	3350	+ 0.8
2245	Ch. Lyon T.P.	2230	2210	2240	+ 0.8	3435	Ch. Lyon T.P.	3420	3400	3430	+ 0.8	3520	Ch. Lyon T.P.	3500	3480	3520	+ 0.8
2500	Ch. Lyon T.P.	2480	2460	2500	+ 0.8	3605	Ch. Lyon T.P.	3590	3570	3600	+ 0.8	3690	Ch. Lyon T.P.	3670	3650	3690	+ 0.8
2585	Ch. Lyon T.P.	2570	2550	2580	+ 0.8	3775	Ch. Lyon T.P.	3760	3740	3770	+ 0.8	3860	Ch. Lyon T.P.	3840	3820	3860	+ 0.8
2755	Ch. Lyon T.P.	2740	2720	2750	+ 0.8	3945	Ch. Lyon T.P.	3930	3910	3940	+ 0.8	4030	Ch. Lyon T.P.	4010	3990	4030	+ 0.8
2925	Ch. Lyon T.P.	2910	2890	2920	+ 0.8	4115	Ch. Lyon T.P.	4100	4080	4110	+ 0.8	4200	Ch. Lyon T.P.	4180	4160	4200	+ 0.8
3095	Ch. Lyon T.P.	3080	3060	3090	+ 0.8	4285	Ch. Lyon T.P.	4270	4250	4280	+ 0.8	4370	Ch. Lyon T.P.	4350	4330	4370	+ 0.8
3180	Ch. Lyon T.P.	3160	3140	3180	+ 0.8	4455	Ch. Lyon T.P.	4440	4420	4450	+ 0.8	4540	Ch. Lyon T.P.	4520	4500	4540	+ 0.8
3265	Ch. Lyon T.P.	3250	3230	3260	+ 0.8	4625	Ch. Lyon T.P.	4610	4590	4620	+ 0.8	4710	Ch. Lyon T.P.	4690	4670	4710	+ 0.8
3435	Ch. Lyon T.P.	3420	3400	3430	+ 0.8	4795	Ch. Lyon T.P.	4780	4760	4790	+ 0.8	4880	Ch. Lyon T.P.	4860	4840	4880	+ 0.8
3520	Ch. Lyon T.P.	3500	3480	3520	+ 0.8	4965	Ch. Lyon T.P.	4950	4930	4960	+ 0.8	5050	Ch. Lyon T.P.	5030	5010	5050	+ 0.8
3605	Ch. Lyon T.P.	3590	3570	3600	+ 0.8	5135	Ch. Lyon T.P.	5120	5100	5130	+ 0.8	5220	Ch. Lyon T.P.	5200	5180	5220	+ 0.8
3775	Ch. Lyon T.P.	3760	3740	3770	+ 0.8	5305	Ch. Lyon T.P.	5290	5270	5300	+ 0.8	5390	Ch. Lyon T.P.	5370	5350	5390	+ 0.8
3945	Ch. Lyon T.P.	3930	3910	3940	+ 0.8	5475	Ch. Lyon T.P.	5460	5440	5470	+ 0.8	5560	Ch. Lyon T.P.	5540	5520	5560	+ 0.8
4115	Ch. Lyon T.P.	4100	4080	4110	+ 0.8	5645	Ch. Lyon T.P.	5630	5610	5640	+ 0.8	5730	Ch. Lyon T.P.	5710	5690	5730	+ 0.8
4285	Ch. Lyon T.P.	4270	4250	4280	+ 0.8	5815	Ch. Lyon T.P.	5800	5780	5810	+ 0.8	5900	Ch. Lyon T.P.	5880	5860	5900	+ 0.8
4455	Ch. Lyon T.P.	4440	4420	4450	+ 0.8	5985	Ch. Lyon T.P.	5970	5950	5980	+ 0.8	6070	Ch. Lyon T.P.	6050	6030	6070	+ 0.8
4625	Ch. Lyon T.P.	4610	4590	4620	+ 0.8	6155	Ch. Lyon T.P.	6140	6120	6150	+ 0.8	6240	Ch. Lyon T.P.	6220	6200	6240	+ 0.8
4795	Ch. Lyon T.P.	4780	4760	4790	+ 0.8	6325	Ch. Lyon T.P.	6310	6290	6320	+ 0.8	6410	Ch. Lyon T.P.	6390	6370	6410	+ 0.8
4965	Ch. Lyon T.P.	4950	4930	4960	+ 0.8	6495	Ch. Lyon T.P.	6480	6460	6490	+ 0.8	6580	Ch. Lyon T.P.	6560	6540	6580	+ 0.8
5135	Ch. Lyon T.P.	5120	5100	5130	+ 0.8	6665	Ch. Lyon T.P.	6650	6630	6660	+ 0.8	6750	Ch. Lyon T.P.	6730	6710	6750	+ 0.8
5305	Ch. Lyon T.P.	5290	5270	5300	+ 0.8	6835	Ch. Lyon T.P.	6820	6800	6830	+ 0.8	6920	Ch. Lyon T.P.	6900	6880	6920	+ 0.8
5475	Ch. Lyon T.P.	5460	5440	5470	+ 0.8	7005	Ch. Lyon T.P.	6990	6970	7000	+ 0.8	7090	Ch. Lyon T.P.	7070	7050	7090	+ 0.8
5645	Ch. Lyon T.P.	5630	5610	5640	+ 0.8	7175	Ch. Lyon T.P.	7160	7140	7170	+ 0.8	7260	Ch. Lyon T.P.	7240	7220	7260	+ 0.8
5815	Ch. Lyon T.P.	5800	5780	5810	+ 0.8	7345	Ch. Lyon T.P.	7330	7310	7340	+ 0.8	7430	Ch. Lyon T.P.	7410	7390	7430	+ 0.8
5985	Ch. Lyon T.P.	5970	5950	5980	+ 0.8	7515	Ch. Lyon T.P.	7500	7480	7510	+ 0.8	7600	Ch. Lyon T.P.	7580	7560	7600	+ 0.8
6155	Ch. Lyon T.P.	6140	6120	6150	+ 0.8	7685	Ch. Lyon T.P.	7670	7650	7680	+ 0.8	7770	Ch. Lyon T.P.	7750	7730	7770	+ 0.8
6325	Ch. Lyon T.P.	6310	6290	6320	+ 0.8	7855	Ch. Lyon T.P.	7840	7820	7850	+ 0.8	7940	Ch. Lyon T.P.	7920	7900	7940	+ 0.8
6495	Ch. Lyon T.P.	6480	6460	6490	+ 0.8	8025	Ch. Lyon T.P.	8010	7990	8020	+ 0.8	8110	Ch. Lyon T.P.	8090	8070	8110	+ 0.8
6665	Ch. Lyon T.P.	6650	6630	6660	+ 0.8	8195	Ch. Lyon T.P.	8180	8160	8190	+ 0.8	8280	Ch. Lyon T.P.	8260	8240	8280	+ 0.8
6835	Ch. Lyon T.P.	6820	6800	6830	+ 0.8	8365	Ch. Lyon T.P.	8350	8330	8360	+ 0.8	8450	Ch. Lyon T.P.	8430	8410	8450	+ 0.8
7005	Ch. Lyon T.P.	6990	6970	7000	+ 0.8	8535	Ch. Lyon T.P.	8520	8500	8530	+ 0.8	8620	Ch. Lyon T.P.	8600	8580	8620	+ 0.8
7175	Ch. Lyon T.P.	7160	7140	7170	+ 0.8	8705	Ch. Lyon T.P.	8690	8670	8700	+ 0.8	8790	Ch. Lyon T.P.	8770	8750	8790	+ 0.8
7345	Ch. Lyon T.P.	7330	7310	7340	+ 0.8	8875	Ch. Lyon T.P.	8860	8840	8870	+ 0.8	8960	Ch. Lyon T.P.	8940	8920	8960	+ 0.8
7515	Ch. Lyon T.P.	7500	7480	7510	+ 0.8	9045	Ch. Lyon T.P.	9030	9010	9040	+ 0.8	9130	Ch. Lyon T.P.	9110	9090	9130	+ 0.8
7685	Ch. Lyon T.P.	7670	7650	7680	+ 0.8	9215	Ch. Lyon T.P.	9200	9180	9210	+ 0.8	9300	Ch. Lyon T.P.	9280	9260	9300	+ 0.8
7855	Ch. Lyon T.P.	7840	7820	7850	+ 0.8	9385	Ch. Lyon T.P.	9370	9350	9380	+ 0.8	9470	Ch. Lyon T.P.	9450	9430	9470	+ 0.8
8025	Ch. Lyon T.P.	8010	7990	8020	+ 0.8	9555	Ch. Lyon T.P.	9540	9520	9550	+ 0.8	9640	Ch. Lyon T.P.	9620	9600	9640	+ 0.8
8195	Ch. Lyon T.P.	8180	8160	8190	+ 0.8	9725	Ch. Lyon T.P.	9710	9690	9720	+ 0.8	9810	Ch. Lyon T.P.	9790	9770	9810	+ 0.8
8365	Ch. Lyon T.P.	8350	8330	8360	+ 0.8	9895	Ch. Lyon T.P.	9880	9860	9890	+ 0.8	9980	Ch. Lyon T.P.	9960	9940	9980	+ 0.8
8535	Ch. Lyon T.P.	8520	8500	8530	+ 0.8	10065	Ch. Lyon T.P.	10050	10030	10060	+ 0.8	10150	Ch. Lyon T.P.	10130	10110	10150	+ 0.8
8705	Ch. Lyon T.P.	8690	8670	8700	+ 0.8	10235	Ch. Lyon T.P.	10220	10200	10230	+ 0.8	10320	Ch. Lyon T.P.	10300	10280	10320	+ 0.8
8875	Ch. Lyon T.P.	8860	8840	8870	+ 0.8	10405	Ch. Lyon T.P.	10390	10370	10400	+ 0.8	10490	Ch. Lyon T.P.	10470	10450	10490	+ 0.8
9045	Ch. Lyon T.P.	9030	9010	9040	+ 0.8	10575	Ch. Lyon T.P.	10560	10540	10570	+ 0.8	10660	Ch. Lyon T.P.	10640	10620	10660	+ 0.8
9215	Ch. Lyon T.P.	9200	9180	9210	+ 0.8	10745	Ch. Lyon T.P.	10730	10710	10740	+ 0.8	10830	Ch. Lyon T.P.	10810	10790	10830	+ 0.8
9385	Ch. Lyon T.P.	9370	9350	9380	+ 0.8	10915	Ch. Lyon T.P.	10900	10880	10910	+ 0.8	11000	Ch. Lyon T.P.	10980	10960	11000	+ 0.8
9555	Ch. Lyon T.P.	9540	9520	9550	+ 0.8	11085	Ch. Lyon T.P.	11070	11050	11080	+ 0.8	11170	Ch. Lyon T.P.	11150	11130	11170	+ 0.8
9725	Ch. Lyon T.P.	9710	9690	9720	+ 0.8	11255	Ch. Lyon T.P.	11240	11220	11250	+ 0.8	11340	Ch. Lyon T.P.	11320	11300	11340	+ 0.8
9895	Ch. Lyon T.P.	9880	9860	9890	+ 0.8	11425	Ch. Lyon T.P.	11410	11390	11420	+ 0.8	11510	Ch. Lyon T.P.	11490	11470	11510	+ 0.8
10065	Ch. Lyon T.P.	10050	10030	10060	+ 0.8	11595	Ch. Lyon T.P.	11580	11560	11590	+ 0.8	11680	Ch. Lyon T.P.	11660	11640	11680	+ 0.8
10235	Ch. Lyon T.P.	10220	10200	10230	+ 0.8	11765	Ch. Lyon T.P.	11750	11730	11760	+ 0.8	11850	Ch. Lyon T.P.	11830	11810	11850	+ 0.8
10405	Ch. Lyon T.P.	10390	10370	10400	+ 0.8	11935	Ch. Lyon T.P.	11920	11900	11930	+ 0.8	12020	Ch. Lyon T.P.	12000	11980	12020	+ 0.8
10575</																	



## Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Panama : confusion après les élections. 4 Pologne : quel avenir pour Solidarnosc ? 6 Pakistan : les cinq premiers mois de M. Bhutto. 8 La tension entre la Mauritanie et le Sénégal. Liban : défile de fer et de feu à Beyrouth.	9 Après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yéiwéné Yéiwéné en Nouvelle-Calédonie. 10 Les institutions de la CEE : Les élus français à Strasbourg face à leurs « erreurs de jeunesse » : Entretien avec MM. Poncelet et Lamassou.	11 L'attentat de la navette américaine. Des médecins-bardes contre le sida. Découverte d'un trafic de déchets toxiques en Amérique du Nord. 12-13 Justice : le Sénat examine le projet pénal de M. Robert Badinter.	18 Exposition d'éventails au Louvre des antiquaires. Les Semaines musicales d'Évian. 19 La vague zouk au Zénith. 20 « Digressions », par Bernard Frank. 20 COMMUNICATION.	25 Le nouveau pragmatisme de M. Borégovoy. La fin de la voiture facile. 26 « Point de vue » : Ce ne sont pas les prix qui déstabilisent l'industrie pharmaceutique, par Philippe Gelbert. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 23 Météorologie ..... 22 Mots croisés ..... 22 Radio-Télévision ..... 22 Spectacles ..... 21 Annonces classées, 41 à 70	En direct de la Bourse de Paris ..... BOURSE L'après-midi ..... JOUR Tous les jeux du Monde ..... JEUX 3615 tapes LEMONDE Commandez vos livres et disques par minitel et disques par minitel ..... LIVRES 3615 tapes LM

## Cinq jours dans le monde

Le « pont » de cinq jours — de l'Ascension à la célébration de la victoire de 1945 — a été riche en événements. Voici un résumé des nouvelles (les chiffres entre parenthèses renvoient à la date du numéro du Monde).



« Puis-je te rappeler que nous ne sommes plus lundi ! »  
(The Times du 9 mai.)

## Nouvelle-Calédonie

Lors d'une cérémonie rituelle sur l'île d'Ouvéa, le jeudi 4 mai, à l'occasion du premier anniversaire de la mort des deux preneurs d'otages de Gossanah, Jean-Marie Tjibaou et Yéiwéné Yéiwéné ont été assassinés par des indépendantistes extrémistes. Dès le lendemain, le FLNKS annonce qu'il respectera les accords de Matignon. Dimanche 7 mai, M. Michel Rocard assiste, à Nouméa, aux obsèques. Le gouvernement décide de ne pas modifier le calendrier des réformes institutionnelles. (5, 6, 7-8 et 9 mai.)

## Iran

M. Rafsanjani, président du Parlement, appelle, le 5 mai, les Palestiniens à « tuer des Américains, des Britanniques ou des Français » pour venger les victimes de la révolte dans les territoires occupés par Israël. Washington, Londres et Paris font aussitôt état de leur indignation. (6 et 7-8 mai.)

## Liban

Le 3 mai, le général Aoun, premier ministre chrétien, accepte, à la demande de la Ligue arabe, de suspendre son contrôle de la navigation dans les eaux territoriales, préalable à un cessez-le-feu.

Le lendemain, néanmoins, des bombardements isolés ont lieu à Beyrouth. Ils s'intensifient le samedi et le dimanche et redoublent de violence, lundi, provoquant la mort de deux personnes.

● Chiffre. — Arguant de l'hostilité de l'opposition, le général Pinochet annonce, le 3 mai, l'abandon de la réforme constitutionnelle annoncée deux mois auparavant. (5 mai.)

● Les quarante ans du Conseil de l'Europe. — M. Mitterrand s'est adressé, le 5 mai, à Strasbourg, à l'Assemblée du Conseil de l'Europe, qui fête son quarantième anniversaire, et auquel adhère la Finlande, qui devient ainsi le vingt-troisième membre de l'organisation. (6, 7-8 mai.)

● Couche d'ozone. — Du 2 au 3 mai à Helsinki, les représentants de quatre-vingt pays décident d'accélérer le programme de protection de la couche d'ozone. La production de CFC devra cesser d'ici à l'an 2000. (7-8 mai.)

## Décès

Le 3 mai, à Paris, le chah Abban Benchoh, recteur de la Mosquée de Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans. (5 mai.)

Le 4 mai, en Union soviétique, l'écrivain Varianne Kaverine, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. (6 mai.)

Le 5 mai, lors d'un accident d'hélicoptère, le ministre de

quant plusieurs dizaines de morts (5 et 9 mai).

## France-Israël

Après une visite de deux jours à Paris, lors de laquelle il a qualifié de « caducque » la charte de l'OLP, M. Yasser Arafat quitte la France le 4 mai. M. Roland Dumans annonce qu'il souhaite se rendre bientôt en Israël pour expliquer la politique de la France (5 mai). Le gouvernement israélien fait savoir, le 5 mai, qu'il n'est pas intéressé par de telles explications (7-8 mai).

## Chine

Trois cent mille étudiants chinois manifestant le jeudi 4 mai à Pékin pour célébrer l'anniversaire du mouvement de protestation en faveur de la démocratie du 4 mai 1919. (5 mai.)

## « Irangate »

Le lieutenant-colonel Oliver North est reconnu, le 4 mai, coupable de trois des douze chefs d'accusation retenus contre lui dans l'affaire des ventes secrètes d'armes à l'Iran (6 mai).

## Sénégal-Mauritanie

Après les massacres entre Sénégalais et Mauritanais, la France met en place un pont aérien destiné à aider au rapatriement des immigrés de chacun des deux pays. (5 mai.)

## Religion

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, effectue une visite en Union soviétique qui pourrait préparer le terrain à une visite de Jean-Paul II. Après Léningrad, la Lettonie, la Lituanie et Moscou, Mgr Lustiger décide, le 8 mai, de rentrer à Paris trois jours plus tôt que prévu. Il marque ainsi son regret de ne pouvoir, comme il l'avait souhaité, se rendre en Ukraine (5 et 9 mai).

## Justice

À Aix-en-Provence, la cour d'assises acquitte, le 3 mai, un homme qui avait tué, aussitôt après sa naissance, son bébé mongolien (5 mai).

En République fédérale d'Allemagne, le 5 mai, la condamnation d'un médecin bavarois à deux ans et demi de prison relance la polémique sur l'avortement (7-8 mai).

## Navette

Le 4 mai, la navette américaine Atlantis est lancée avec succès. Elle emporte la sonde Magellan qui sera larguée vers Vénus (6 mai).

● Amnistie au Maroc. — À l'occasion de la fin du Ramadan, le roi Hassan II décide l'amnistie de deux cent vingt-huit détenus politiques. Les membres de la famille d'Oufkir ne sont pas concernés par cette amnistie (9 mai).

● Attentat en Bretagne. — Le 7 mai, un attentat à l'explosif provoque d'importants dégâts matériels à Nantes, à l'hôtel régional des Pays de Loire. Il est revendiqué par l'Armée révolutionnaire bretonne (9 mai).

● Danse. — Les députés adoptent le 3 mai, le projet de loi sur l'enseignement de la danse (6 mai).

● Recensement. — L'INSEE procède au recensement général de la population de la France du 5 mars au 12 avril 1990 (6 mai).

## ESPAGNE : dans plusieurs municipalités

## Le centre et la droite s'unissent contre les socialistes

MADRID de notre correspondant

À l'approche des élections européennes, qui feront figure en Espagne d'avant-première aux législatives de 1990, la droite et le centre ont décidé d'unir leurs forces pour tenter de déloger le PSOE du pouvoir. Après plusieurs semaines de dures négociations, le Parti populaire (PP) de M. Manuel Fraga et le Centre démocratique et social (CDS) de M. Adolfo Suárez, sont parvenus, lundi 8 mai, à un accord qui leur permet d'écartier les socialistes de plusieurs conseils locaux, notamment dans la capitale, où ceux-ci ne disposent que d'une majorité relative.

Le PP et le CDS présenteront prochainement une motion de censure contre les socialistes de Madrid et de trois autres capitales de province : Murcie, Jaén et Guadalajara, ainsi qu'à Ibiza. Une opération similaire sera menée contre le président du gouvernement autonome de la région

de Madrid. S'ils gagnent, les deux partis gouverneront en coalition, le PP se réservant la présidence des mairies visées, à l'exception de celle de Madrid. Le PSOE perdrait ainsi la mairie de la capitale pour la première fois depuis le rétablissement des élections municipales libres, il y a douze ans.

Cet accord ne répond pas totalement à l'attente de ses promoteurs, qui espèrent un départ renverser les socialistes dans une douzaine de capitales de province. Les dirigeants nationaux des deux formations ont dû finalement réviser leurs ambitions pour tenir compte des réticences de leurs responsables locaux respectifs, souvent farouchement opposés les uns aux autres. Il n'en représente pas moins un

succès pour l'opposition, qui cherche de la sorte à déstabiliser l'argumentaire des socialistes selon lequel il n'existe guère d'alternative crédible au gouvernement de M. Felipe Gonzalez. C'est un succès, avant tout, pour le PP, qui pressait depuis belle lurette le CDS de s'allier avec lui pour former ce que M. Fraga se plaît traditionnellement à appeler la « majorité naturelle ».

Le CDS s'était longtemps montré réticent. Le parti de M. Suárez prétendait se maintenir dans son attitude traditionnelle de flon idéologique, conscient de constituer, à la manière du FDP allemand, un « parti-charnière » susceptible de servir, dans le futur, de force d'appui à l'un ou à l'autre camp. Mais cette stratégie commençait à provoquer le mécontentement de certains secteurs du parti, pressés de participer dès maintenant à l'exercice du pouvoir, au moins au niveau local. Une tentative du maire socialiste de Madrid, M. Juan Barco, de « débaucher » deux conseillers municipaux du CDS, qui avaient failli passer en avril au PSOE, allait accélérer la décision de M. Suárez de céder finalement aux chants de sirènes de M. Fraga.

Les socialistes se sont évidemment efforcés de souligner qu'avec cet accord M. Suárez « revient à ses véritables origines, c'est-à-dire à la droite », et ont prévu une rapide phylaxie de son parti par la formation de M. Fraga. Conscient du danger, le président du CDS a toutefois averti qu'il était prêt à envisager un accord plus ample, et souligné que le PP et le CDS se présenteraient séparément aux européennes et aux législatives.

THIERRY MALINAK.

## Mort de Gustav Kahrweiler

Le collectionneur Gustav Kahrweiler est mort à Alderbourne, en Grande-Bretagne, le 6 mai dernier. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Le « petit Kahrweiler », comme il se surnommait lui-même, était né le 21 septembre 1895 à Francfort. Il était le frère cadet de Daniel-Henry qui ouvrit une galerie à Paris avant la première guerre mondiale et y présenta les premiers cubistes avant de devenir le marchand attitré de Picasso. Gustav tenait lui aussi une galerie, mais à Francfort, où il exposait, avec moins d'éclat, les mêmes peintres, Juan Gris en particulier.

Après l'avènement de Hitler, il passa quelque temps en France avant de se fixer en Grande-Bretagne. Il s'installa après la guerre à Alderbourne Manor où, avec sa femme, Elizabeth Konrad, il mena une vie assez factice mais tout en poursuivant son activité professionnelle. Il avait légué une partie de sa collection de peintres cubistes à la Tate Gallery. Le reste de sa collection est exposée à Alderbourne House, aujourd'hui transformée en musée.

MODE : ELLES NE PENSENT QUE « TISSUS ». ELLES NE JURENT QUE PAR « RODIN »... Elles disent : « une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non ! » Elles disent : « quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le « numéro 1 ». » Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**PCS** PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE  
Centre de préparation aux NEC et à Sciences Politiques créé en 1976

**Préparation Sciences Po**

Préparation intensive d'été.  
Préparation « plein temps » annuelle (octobre-juin).  
Préparation « parallèle »  
• groupes homogènes et suivi personnalisé,  
• corps professoral réputé,  
• admission sur dossier : jeunes bacheliers et bac + 2.

**PCS**  
44, rue de la Fédération 75015 Paris  
M. (2) 45 66 39 98  
Châtillonnet Privé  
d'Enseignement Supérieur

(Publicité)

**Si**  
Si pour vous votre voisin est d'abord un être humain avant d'appartenir à une race, à une religion, un parti, une catégorie sociale ou professionnelle...  
Si pour vous il a besoin d'être écouté plutôt que renvoyé à des solutions toutes faites et autres yaks...  
Si pour vous la solitude, le chômage, la maladie, le désespoir, le suicide sont d'abord la souffrance de votre voisin avant d'être « des problèmes »...  
Si vous pensez qu'un mot de vous, une conversation un peu de sens qu'un billet de banque ou un tranquillisant...  
Si vous pensez qu'un engagement bénévole est une affaire sérieuse pour laquelle vous êtes prêt à mobiliser du temps, du cœur et de l'intelligence...  
Il est temps de nous écrire pour vous associer à notre bénévolat. Car nous avons besoin de vous.



**SOS AMITIÉ ILE-DE-FRANCE - BP 100  
92105 BOULOGNE-BILLANCOURT**  
Si vous habitez la province, écrivez-nous.  
Nous ferons suivre à l'équipe SOS Amitié la plus proche de votre domicile.

A B C D E F G

## Sur le vif

## No sex please !

L'autre jour, aux « Grosses Têtes », je me lance dans une histoire désopilante, peut-être un peu cédée sur les bords, mais bon, pas trop. L'histoire d'un crapaud qui resta de bois devant les avances d'une nana. Après quoi, très fâché et très content de moi, je passe la tête en règle et je prends la jupée de ma vie :

— Qui m'a fichu une cochonne pareille ! Va falloir te lever la bouche au savon de Marseille avant de te laisser l'approcher d'un micro, ma parole. T'es arrivé de couler la station, c'est ça ?

— Oh ! Ecoute, il lui a rien fait, le crapaud, il lui a rien fait, alors faut pas pousser. Si vingt ans après la révolution sexuelle, on a plus le droit de :

— Ah ! Je t'en prie ! Ne viens pas me bassiner avec tes revendications de soixante-huitards attendries. Fin, tout ça ! T'es pas ou ce qui se passe aux États-Unis ? Les annonceurs obligent les chaînes à passer leurs scènes dégoûtantes de sperme et de sang à l'eau de javel.

— Comment ça ?  
— En réalisant leurs contrats de publicité. Plus de messages télé pour Chrysler, McDonald, Campbell Soup et Coca-Cola tant que les directeurs de programmes n'auront pas fait le ménage.

— Ouais, mais là-bas il y a toujours eu des associations d'éducateurs, de parents et de pasteurs pour guérir contre la violence et le sexe dans les médias.

— C'est plus sûr, figure-toi ! C'est des voix anonymes qui s'élèvent d'un peu partout, c'est l'Amérique profonde relayée par les publicitaires eux-mêmes. Nous, on suit le mouvement. Regarde A2 et son triangle bleu, « Sexy Stories » et NRJ qui se veut la plus propre des radios. Suffit de tendre un doigt mouillé pour voir que le vent est en train de tourner.

— Tu te rends compte de ce que tu viens de dire ? Ce doigt mouillé, c'est dégoûté.

— Épargne-moi tes sarcasmes et tes sautes d'humeur, tu veux ! Je te signale qu'une marque de pizza a laissé tomber une émission de NBC genre Sébastien ou Coltrane simplement parce qu'il y était question d'un pénis.

— Bon, bon moi, ici, j'appellerai ça un zizi, OK ?  
— Interdiction d'employer des mots de trois, de quatre ou de cinq lettres. Si t'es absolument obligé de le mentionner, tu diras que c'est un... petit robot.

CLAUDE SARRAUTE.

Le numéro du « Monde » daté 9 mai 1989 a été tiré à 423 762 exemplaires

(Publicité)  
**MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL**

« Le mouvement français pour le planning familial continue de défendre les acquis pour lesquels il s'est battu depuis 1956 et qui sont gravement menacés dans le monde : la contraception, le droit à l'interruption volontaire de grossesse, la prise en charge par la Sécurité sociale et la place des femmes dans la vie professionnelle et politique. »  
Mouvement féministe, il inclut dans sa stratégie la lutte contre le sida, les viols et les abus sexuels sur les enfants. Il participe largement auprès des jeunes à la prévention sur les risques des maladies sexuellement transmissibles et du sida.  
L'Assemblée générale de l'Association départementale de Paris se tiendra le MARDI 30 MAI 1989 à 19 heures, 10, rue Violaine 75002 Paris.

(Publicité)  
**FRENCH IN PROVENCE**

Cours résidentiels de français.  
38 leçons + repas et soirées en compagnie des professeurs  
= 66 heures de français pratique par semaine.  
A partir de 5.000 FF (cours de pension « tout »).  
A l'étranger, cours résidentiels d'anglais et d'espagnol.  
Tél. : 66.39.38.38  
Télécopie : 66.39.37.20  
CERAN R.P. 27705  
30130 PONT-ST-ESPRIT

**Raffinée...**

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.  
AU PETIT COLOMBIER Paris 17<sup>e</sup>

**VOLVIC**

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F  
PANTALONS 690 F VESTONS 1 400 F  
3 000 tissus  
Luxeuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
PARDESSUS sur MESURE  
UNIFORMES ET INGENIERES MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue de la République, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-78-81.  
De lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Reunion déchirante

Le Parti travailliste rec...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

Le Parti...

مكتبة الأهل